GÉRARD CHALIAND

POURQUOI PERD-ON LA GUERRE ?

UN NOUVEL ART OCCIDENTAL

Odile Jacob

GÉRARD CHALIAND

POURQUOI PERD-ON LA GUERRE ?

UN NOUVEL ART OCCIDENTAL

Odile Jacob

Gérard Chaliand

Pourquoi perd-on la guerre ?

Un nouvel art occidental

Odile Jacob

Les cartes ont été réalisées par Nicolas Rageau.

© ODILE JACOB, MARS 2016
15, RUE SOUFFLOT, 75005 Paris

www.odilejacob.fr

ISBN : 978-2-7381-6226-7

Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 et 3 a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou réproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Ce livre est dédié à la mémoire de Bernard Fall (1928-1967), observateur participant exceptionnel de la guerre du Vietnam, ce qui lui coûta la vie. Toutes ses analyses, au fil des années, étaient pertinentes. Il ne fut jamais écouté.

« Le fait que les victimes d’hier puissent
devenir des bourreaux rend optimiste quant à
la capacité d’adaptation de l’espèce humaine. »
G. C.

Il y a vingt ans

« Au XIX^e^ siècle, la guerre coloniale ne constituait, par rapport aux conflits entre nations industrielles, qu'une forme dégradée de la guerre. Peu d'écrits théoriques sur la guerre coloniale sinon ceux de Gallieni et Lyautey chez les Français et l'ouvrage du major britannique Callwell *Small Wars* (1896).

« Comment des troupes européennes peu nombreuses ont-elles pu vaincre de 1830 à 1940, à peu près sans exception, des armées asiatiques ou africaines largement supérieures en nombre, tandis qu'après la Seconde Guerre mondiale des armées occidentales ne parvenaient que rarement à l'emporter sur des troupes asiatiques ou africaines fréquemment moins nombreuses ?

« L'armement dont disposent les insurgés dans les colonies ou les semi-colonies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ne suffit pas à expliquer les renversements auxquels on assiste après 1945.

« Le succès des guerres de libérations nationales est à porter au crédit des idées introduites par les colonisateurs, que les colonisés, une fois celles-ci assimilées, ont retournées contre leur dominateur. Il a fallu, entre autres, trois générations au moins pour que le monde asiatique découvre et intègre l'idéologie majeure de l'Europe du XIX^e^ siècle : le nationalisme moderne et

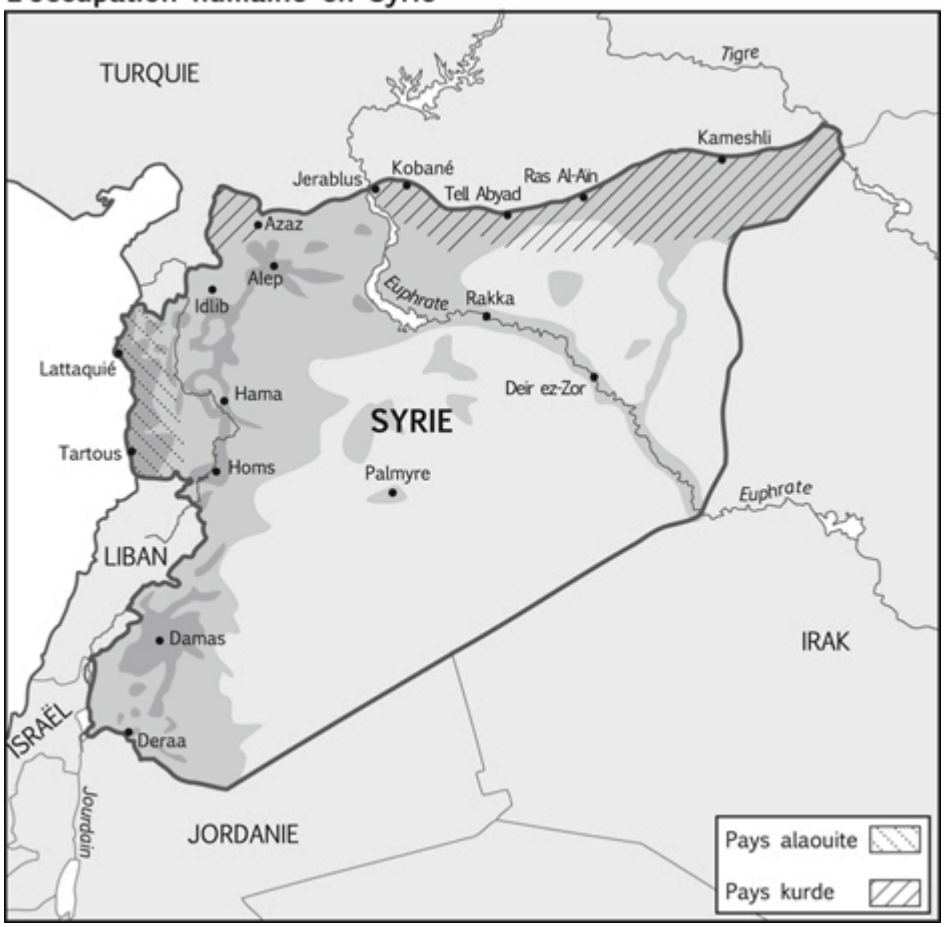
ce n’est pas par hasard que les mouvements de libération se dénomment nationales.

« Déjà, au lendemain de la Première Guerre mondiale, l’insurrection conduite par Abdelkrim dans le Rif (1922-1925), après avoir coûté un désastre aux Espagnols à Anoual, ne demandera pas moins de 100 000 hommes, pour la France, afin d’écraser les quelque 30 000 soldats d’Abdelkrim, bien organisés et équipés, entre autres, de nombreux canons de .75. Mais, à l’époque, les troupes européennes qui sont engagées dans les opérations de ce type, jouissent de l’appui à peu près total des métropoles. La dernière guerre coloniale, celle d’Abyssinie (1935-1936), est menée avec enthousiasme du côté italien et avec la bénédiction du pape Pie XII.

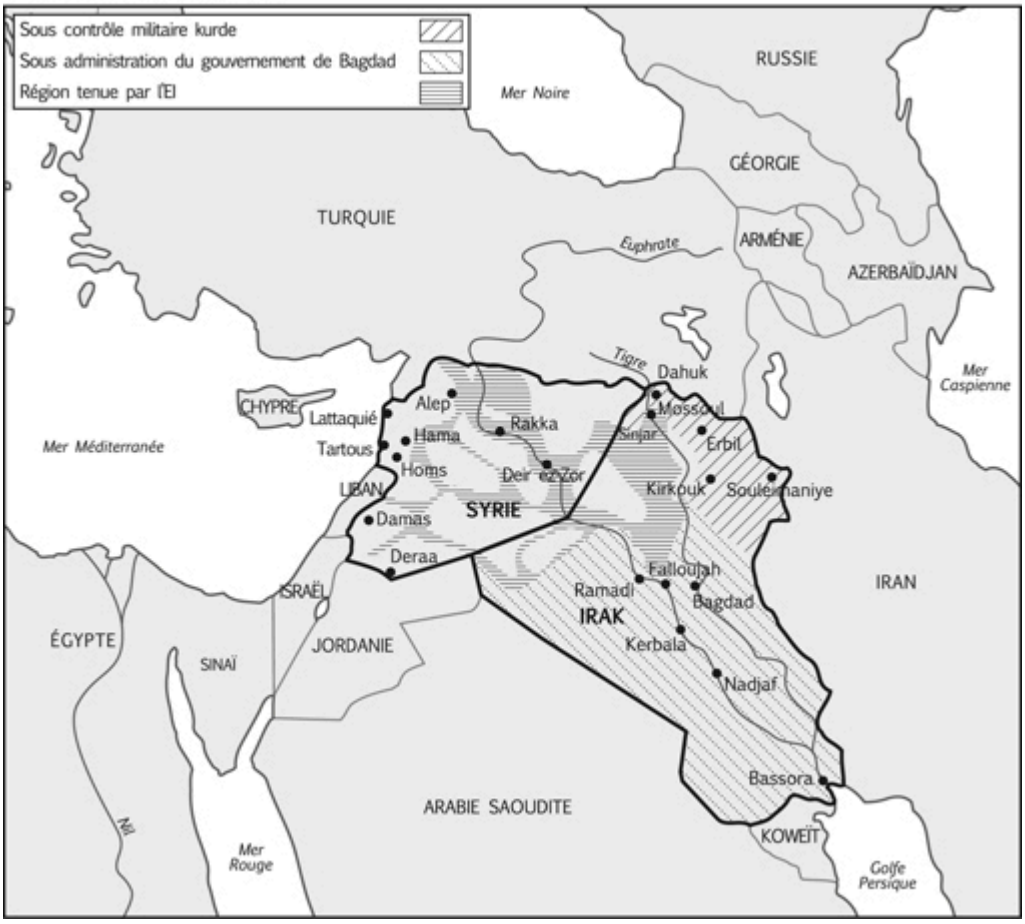
« Mais, sur un autre front, commencent à s’élaborer les principes de la guerre révolutionnaire conçue par Mao Zedong, tandis que la défaite en Asie orientale des Occidentaux – Américains aux Philippines, Hollandais en Indonésie, Britanniques en Malaisie, Français en Indochine, met un terme à la domination jusque-là totale – à l’exception du Japon – des “Blancs”. Les idées ont entre-temps cheminé : encadrés par des partis nationalistes ou léninistes, les patriotismes locaux se sont mués en nationalismes radicaux. Le combat pour la liberté contre l’Axe serait-il mené uniquement pour la liberté des nations occidentales ? Les vieilles conceptions impériales fondées sur la supériorité raciale des Blancs s’effondrent. Le temps où des nations industrielles avaient subjugué des peuples en état d’infériorité au nom du darwinisme social et de la civilisation prend fin. Les décolonisations violentes s’ensuivent, ponctuées par des combats retardateurs en Indonésie, en Indochine et en Algérie. Parfois des retraites sont menées en bon ordre comme en Inde ou en Afrique – ce qui n’est pas le cas du Portugal. Depuis la fin de la guerre froide, on mesure mieux à quel point les conséquences de la décolonisation sont loin d’être épuisées. »

Gérard CHALIAND, extrait de la préface
à *La Décolonisation armée contemporaine*
(et ses conséquences), par le colonel
Guy MANDRON, L'Harmattan, 1995.

L'occupation humaine en Syrie



Protagonistes du conflit



Avant-propos

Le bilan des guerres menées par la puissance militaire majeure du XXIe siècle, les États-Unis, épaulés le plus souvent par de nombreux alliés, est sans conteste négatif : conflits coûteux, résultats militaires médiocres et conséquences politiques néfastes.

En Irak, la « guerre de choix » des néoconservateurs qui s'étaient imposés au lendemain du 11 septembre 2001, à une époque où les États-Unis se considéraient comme omnipotents, s'est révélée un fiasco. Le remodelage du « Grand Moyen-Orient » qui visait, de façon ultime, à opérer un changement de régime en Iran s'est soldé par un échec en Irak[1]. L'expédition punitive en Afghanistan, menée à l'automne 2001, éradiquait le régime du mollah Omar et le sanctuaire d'Al-Qaida, mais débouchait sur un conflit qui a tourné, au fil des années, à l'avantage des talibans. La guerre d'Afghanistan a été le dégât collatéral de celle d'Irak dont la préparation, aux yeux des néoconservateurs, était devenue l'objectif majeur dès 2002. Enfin, les opérations aériennes menées par la France et la Grande-Bretagne avec le concours décisif des États-Unis en Libye ont produit le chaos que l'on connaît depuis des années et dont les conséquences au Sahara et au Sahel sont aujourd'hui à la charge de la France.

Entre-temps, au cours des dernières décennies, la guerre aérienne tendait à remplacer les combats au sol, pourtant désormais réservés aux seuls professionnels. La formule paradoxale « guerre zéro mort » trouvait parfois sa justification comme durant la confrontation avec la Serbie, concernant le Kosovo, ou les bombardements sur la Libye. Mais, sauf exception, ces derniers ne réglaient rien.

Le refus des pertes militaires au sein des opinions publiques occidentales est devenu de plus en plus catégorique au fil des années. Le contingent français a perdu une dizaine d'hommes à Uzbin en Afghanistan, en 2008, amenant le président de la République à se rendre à Kaboul. Cinquante ans plus tôt, aurait-on imaginé le président français se rendant en Algérie où nous perdions près de dix hommes quasiment chaque semaine ?

Ce changement indique une mutation des mentalités, certes très civilisées, mais ne concernant que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale. Une fois franchie la frontière de l'ex-Yougoslavie, l'ethos guerrier n'a guère varié, conforté par une démographie dynamique – ce qui n'est plus notre cas.

C'est lors de la guerre du Vietnam que les États-Unis connaissent leurs premiers échecs au lendemain des guerres liées à l'indépendance. Le « syndrome vietnamien » issu de la période 1965-1975, suivi par une série de revers politiques (Angola 1976 ; Éthiopie 1977 ; Iran 1979) est conjuré par l'enlisement soviétique en Afghanistan (1980-1989), puis par une victoire militaire contre le régime de Saddam Hussein, relayée par CNN (1991). Le président des États-Unis déclarait triomphalement « *America is back !* ».

Quelques mois plus tard, l'Union soviétique s'effondrait.

On assistait alors au triomphe des États-Unis dans une atmosphère de prospérité économique et d'optimisme boursier tandis que le Pentagone s'activait à conforter l'avance militaire américaine. La présidence de George W. Bush, particulièrement durant son premier mandat (2001-2004),

connaissait un bilan catastrophique. Le second ne verrait que des succès tactiques sans lendemain et se terminera avec la plongée dans la crise financière et économique de 2008.

Comment, avec une telle supériorité matérielle, les États-Unis et leurs alliés européens obtiennent-ils des résultats aussi décevants ? C'est entre autres à cette question que ce livre cherche à répondre.

Le phénomène terroriste, dans sa version islamiste, est aujourd'hui, sur le plan militaire, surévalué. Son effet majeur est psychologique : il vise les esprits et les volontés. Le choc du 11 Septembre aux États-Unis, un État sanctuarisé, a été considérable. Mais, à l'exception de Madrid (2004) et de Londres (2005), les menaces apocalyptiques d'Al-Qaida n'ont eu après le 11 Septembre que des effets limités en Occident. Depuis l'apparition de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL), il faut certes leur ajouter les attentats de Paris (2015). Cependant, la majeure partie des attentats a affecté des musulmans, dans des pays musulmans. Reste que nos médias ont largement servi de caisse de résonance aux attentats islamistes et aux djihads proclamés. Informer, pourtant, ne devrait pas nécessairement consister à privilégier les actions violentes jusqu'à les passer en boucle et contribuer ainsi à déstabiliser les esprits.

De fait, la lassitude née de conflits prolongés, sans perspective de victoire possible, aux bilans financiers considérables (l'économiste américain Joseph Stiglitz estime à 3 000 milliards de dollars le coût des deux guerres d'Afghanistan et d'Irak) et des pertes humaines relativement faibles (moins de 4 500 Américains en Irak et de 2 500 en Afghanistan) ont produit aux États-Unis un climat de paralysie psychologique qu'il faut verser au crédit des islamistes.

Lorsque les forces du l'EIIL, au cours de la première semaine d'août 2014, menaçait Erbil, capitale du Kurdistan irakien, l'aviation américaine est intervenue immédiatement pour briser la capacité offensive du mouvement.

Rien n’avait été envisagé lors de l’offensive frontale de l’État islamique contre Mossoul (juin 2014). Pourtant, celle-ci s’est déroulée sur un terrain sans couvert et venait après l’offensive menant à la chute de Falloujah (janvier 2014). En pénétrant en force en Irak, avec Mossoul pour objectif, l’État islamique d’Irak cessait d’être un mouvement de guérilla pour se transformer en force armée classique cherchant l’affrontement.

Cette pénétration s’est déroulée dans la plaine mésopotamienne. Pour la première fois, depuis 2001, les Américains et leurs alliés avaient l’occasion de livrer une bataille au sol avec un adversaire recherchant le choc. Cette occasion fut perdue. Elle aurait permis, avec des forces terrestres relativement limitées et des pertes modestes, de porter un coup sévère à cette organisation.

Au lieu de cela, on s’est contenté, par la suite, de bombardements soumis à des règles strictes afin d’éviter au maximum les dégâts collatéraux dont l’État islamique aurait pu tirer parti. Ce dernier, peu après la prise de Mossoul abandonnée par l’armée irakienne, proclamait un califat.

Grâce à sa maîtrise de la communication et des réseaux sociaux, cette organisation est parvenue à provoquer une vague d’adhésion et de sympathie, auprès de jeunes musulmans issus de divers milieux. On constate, à cet égard, que les pertes occasionnées par les bombardements sont comblées par les nouvelles recrues.

Les avancées territoriales de l’État islamique, dans l’année 2015, sont restées limitées : Ramadi en Irak, Palmyre en Syrie. Mais l’impact psychologique et politique de l’organisation s’est révélé important. La seule force combattante dynamique – en dehors de la prise de Tikrit par des forces chiites – est représentée aujourd’hui par les Kurdes de Syrie qui se sont emparés du centre stratégique de Tell Abyad, avec l’aide de l’aviation américaine, et de Hassaké. Et, par la suite, conjointement aux peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ils ont pris possession de Shingal, au Sinjar. Quant à l’intervention aérienne russe, elle a conforté un

régime dont l'armée paraissait en mauvaise posture. Les Russes, contrairement à ce qu'affirme la propagande occidentale, frappaient aussi l'État islamique. Mais ils cherchaient à affaiblir ceux qu'on appelait les « forces de l'opposition ». Celles-ci n'étaient autres que le Jabhat al-Nosra (émanation d'Al-Qaida) et Ahrar al-Sham notamment, des mouvements tous aussi islamistes que l'État islamique mais aidés par des alliés ambigus de l'Occident : Arabie Saoudite, Turquie, Qatar. L'imbroglio syrien est multidimensionnel avec, pour toile de fond, l'antagonisme sunnite-chiite, qui est régional.

Le constat, quelle que soit la suite des événements, est que les Occidentaux ne sont pas psychologiquement, à l'échelle de l'opinion publique et des médias, en état de répondre efficacement à un défi d'importance sur un théâtre qui n'est pas considéré d'intérêt vital. Du moins aujourd'hui.

Et peut-être ne verra-t-on pas de changement d'attitude décisif d'ici la fin du mandat de Barack Obama…

PREMIÈRE PARTIE

La victoire, un art occidental

CHAPITRE 1

Des guerres de conquête

Pourquoi les Européens – notamment à partir de 1757, à la bataille de Plassey, où les Britanniques entament la conquête de l'Inde – et, de façon accessoire, les Américains, aux Philippines (1898-1901), ont-ils, et durant près de deux siècles dans l'univers colonial, fini par gagner toutes les guerres malgré quelques batailles perdues ?

On ne peut se contenter de répondre qu'ils avaient de meilleures armes. Cette réponse serait pertinente si aujourd'hui nous avions perdu la supériorité matérielle, ce qui est loin d'être le cas.

La guerre, en milieu colonial ou postcolonial, est une guerre asymétrique, opposant un fort et un faible. Il s'agit d'une guerre irrégulière, guérilla et/ou terrorisme, par contraste avec la guerre classique entre deux adversaires, en principe de forces sensiblement égales, consentant à la bataille frontale, au choc.

Pour les Européens, la guerre de type colonial – même si elle n'est pas, à l'époque, perçue comme telle – commence avec la conquête du Mexique par les Espagnols qui préfigure toutes les autres, de celle du Pérou à celles qui eurent lieu, en Asie et en Afrique, au cours des XVIII^e^, XIX^e^ siècles et jusqu'à la première moitié du XX^e^ siècle.

Des modèles de guerres asymétriques

La conquête du Mexique

Entre février 1519 et août 1521, la conquête du Mexique est un modèle de guerre asymétrique. Le rapport des forces paraît écrasant en faveur des Aztèques. En effet, jamais il n'y eut, durant les dix-huit mois que dura la conquête, 2 000 Espagnols au Mexique alors que l'adversaire se comptait sans doute en centaines de milliers.

Hernán Cortés aborde la terre ferme avec onze navires, une centaine de marins, cinq cent huit soldats, seize chevaux et quatorze pièces d'artillerie. Il a quitté Cuba à la hâte malgré l'opposition du gouverneur de l'île, et une partie de ses troupes est composée des partisans de ce dernier. D'emblée, il évite d'alimenter l'antagonisme des populations côtières. Après une série de contacts, dont certains meurtriers, il a la bonne fortune de trouver un Espagnol rescapé d'un naufrage plusieurs années plus tôt et qui parle la langue des Indiens de la côte. Il se révèle d'autant plus précieux que le jeune Indien qui servait tant bien que mal d'interprète abandonne les Espagnols et conseille aux Indiens d'attaquer ces derniers.

Comme tous les conquérants, les Espagnols arrivent en prédateurs, mais aussi en tant que sujets de leur souverain et en prosélytes de la foi chrétienne que symbolise le pape. Ils sont assurés de leur bon droit et sont motivés par la recherche de l'or, de la gloire et des honneurs.

Grâce au talent diplomatique de Cortés, les relations sont cordiales avec certaines des communautés indiennes et, en signe de paix, les Espagnols reçoivent une vingtaine d'esclaves indiennes. L'une d'elles, dénommée la Malinche (baptisée sous le prénom de Marina), joue un rôle capital dans la conquête.

L'arrivée singulière de ces intrus venus de la mer intrigue et inquiète le souverain aztèque Moctezuma qui dépêche des émissaires afin d'en savoir

davantage.

Quatre mondes avaient précédé celui dans lequel vivaient les Aztèques et chacun de ceux-ci avait été détruit par un cataclysme. Le cinquième était, comme les précédents, condamné à disparaître à une date déjà fixée. Selon le calendrier aztèque, l'arrivée des Espagnols se situait en l'an 1 Roseau, l'année même où était né le dieu Quetzalcóatl et l'année où il avait, par la suite, disparu. Troublante coïncidence, d'ailleurs précédée de présages funestes. Ces hommes venus de la mer étaient-ils des dieux ?

Les émissaires – ils communiquent grâce au naufragé espagnol et à la Malinche qui, elle-même aztèque, parle le nahuatl – sont vivement impressionnés par l'apparence des étrangers, leurs armes et leurs chevaux – animaux inconnus d'eux –, le son et l'effet du canon dont on leur fait la démonstration. Ils sont à la fois confondus et atterrés.

Les étrangers manifestent le désir de rencontrer le souverain aztèque ; cette demande sera répétée plusieurs fois et, chaque fois, Moctezuma se dérobe, essaie de dissuader les venus de la mer de le rencontrer à Mexico-Tenochtitlan.

La Malinche, interprète et amante de Cortés (dont elle aura un fils, qu'il reconnaîtra), apprend rapidement l'espagnol et, progressivement, grâce à elle, Cortés et ses compagnons découvrent ce que pensent les Aztèques, leur conception du monde – alors que ces derniers ne sauront presque rien des Espagnols, sinon qu'ils sont mortels et aiment l'or.

Au début d'août 1519, les navires sont démâtés pour interdire aux partisans du gouverneur de s'en retourner à Cuba et pour signifier qu'on n'a plus d'autre perspective que d'aller de l'avant. Les Espagnols se mettent en marche vers Tenochtitlan, la capitale aztèque. En six mois, ils ont perdu 45 hommes, surtout par maladie ou à cause de la gangrène.

En chemin, au terme de rencontres armées, lors desquelles ils triomphent, les Espagnols se rendent compte que la tyrannie exercée par les Aztèques est mal supportée par les autres peuples indiens qui subissent leur

joug comme ceux de Tlaxcala. Ces derniers doivent leur livrer des otages destinés à être sacrifiés en holocauste afin que leur sang puisse nourrir le soleil. Ainsi, dit Jacques Soustelle : « On fait de la vie avec de la mort[1]. » Il faut aussi payer tribut.

Tandis qu'il s'avance vers la capitale de l'empire, Cortés dispose de 360 hommes et de 16 chevaux (on a laissé une garnison à Villa Rica de la Santa Cruz, ville côtière créée par les conquistadors). Les Espagnols se sortent indemnes d'un guet-apens tendu à Cholula avant d'arriver en vue de la capitale. Moctezuma les reçoit avec les honneurs et la crainte. L'imposante cité lacustre à laquelle on n'accède que par trois chaussées peut être aisément bloquée. Pour assurer leur sécurité, se payant d'audace, un petit parti d'Espagnols se rend avec Cortés chez Moctezuma. La Malinche fait comprendre au souverain qu'il doit les suivre pour résider dans leur quartier. Moctezuma proteste mais en vain : il doit céder et les Espagnols connaissent ainsi une précaire sécurité.

Survient alors la nouvelle que près d'un millier d'hommes a débarqué, envoyé par le gouverneur de Cuba pour s'emparer de Cortés et des siens. (C'est cette expédition qui amène la variole dont l'épidémie fera de terribles ravages parmi les populations indiennes.) Cortés se rend à leur rencontre et parvient, jouant tour à tour de diplomatie et de coercition, à les neutraliser et à les amadouer en leur faisant miroiter le butin de la conquête. La dernière semaine d'août 1520, Cortés rentre à Mexico avec 1 300 soldats et 96 chevaux. La ville est à feu et à sang. Les Espagnols qui y étaient restés faisaient face à une révolte générale. Bientôt, Moctezuma, qui cherchait à parlementer avec les siens, est tué d'un jet de pierre. Les Espagnols, assiégés dans la cité lacustre, n'ont d'autre salut que la fuite. Celle-ci est tentée de nuit, le 30 juin : c'est la « *noche triste* » lors de laquelle les Espagnols perdent la moitié de leurs effectifs, les trois quarts des chevaux et tous les canons. Cortés, ses lieutenants et la Malinche sont saufs.

Une dernière bataille attend les Espagnols, dans des conditions très défavorables, mais ils parviennent à tuer le chef des forces indiennes qui, dès lors, abandonnent le combat. Les rescapés se réfugient chez les Tlaxcaltèques.

Les Aztèques avaient coutume de livrer des batailles violentes mais courtes, ne provoquant que peu de pertes, le but n'étant pas de tuer mais de capturer, afin de vouer les prisonniers au sacrifice. Leurs armes étaient faites d'obsidienne, très tranchantes mais fragiles. La guerre, pour les Espagnols, était d'une nature différente. Sur le terrain où ils se trouvent, elle est sans quartier ; il faut anéantir l'adversaire, le subjuguer, aucun compromis n'est possible. Il s'agit d'une guerre à mort, où il faut vaincre ou mourir. Du côté indien, seul le premier rang combat et on manque de discipline. Du côté espagnol, on attaque par surprise, on combat de nuit, on use de la terreur. Surtout, les chevaux leur confèrent une puissance de choc inconnue jusque-là chez les Indiens. Une fois frappées à la tête, les sociétés fortement hiérarchisées comme celles des Aztèques – ou des Incas au Pérou – sombrent dans le désarroi.

Battu, mais non vaincu, Cortés prépare une seconde campagne. Il fait fabriquer 13 brigantins d'une quinzaine de mètres de long avec voiles et rames pouvant contenir de 25 à 30 hommes. Ceux-ci sont transportés par leurs alliés tlaxcaltèques en pièces détachées puis montés et véhiculés par un canal long de 2 kilomètres, large de 4 mètres. Ce dispositif vise à établir un blocus naval et, sur terre, les Espagnols avancent à pied ou à cheval le long des trois chaussées.

Les forces espagnoles se composent d'environ 900 hommes, dont 90 cavaliers et 120 arquebusiers et arbalétriers plus 30 grosses pièces d'artillerie et 15 petites. Soixante-deux soldats espagnols sont sacrifiés sur les pyramides. Au total, 60 % des effectifs espagnols débarqués au Mexique entre 1519 et 1521 disparaissent, soit par maladie, soit au terme de combats. Les pertes indiennes, considérables, sont difficiles à chiffrer. Plus de

100 000 probablement. Des milliers de guerriers tlaxcaltèques participent au combat, après trois mois de siège. L'aqueduc amenant l'eau douce est détruit. Le blocus vise à affamer la cité où la variole, par ailleurs, fait des ravages. C'est la reddition, après la capture du nouveau monarque.

L'asymétrie propre à la conquête du Mexique se retrouve dans celle, plus complexe, du Pérou.

La conquête du Pérou

Lorsque François Pizarre débarque sur les côtes du Pérou en 1532 il en est à sa troisième expédition et il espère que celle-ci sera fructueuse. Il a une cinquantaine d'années, l'âge d'un vétéran. Avec lui, moins de 160 hommes, dont 62 cavaliers. Les Espagnols qui gravissent les Andes ignorent qu'ils ont la chance d'intervenir au sein d'une guerre civile. Les deux fils de l'Inca se disputent l'empire. L'un d'eux, Atahualpa, vient de l'emporter ; il connaît la présence des Espagnols, leur petit nombre.

L'arrivée des Espagnols au Pérou, comme au Mexique, aurait été précédée de présages funestes. Surtout, la fin du monde inca aurait été annoncée par le dieu Viracocha : lors du règne du douzième Inca, l'empire serait détruit. Or le onzième souverain est le père d'Atahualpa et de son frère.

Il est possible aussi que présages et prédictions aient été inventés après coup afin de servir d'explication au désastre…

Nous sommes le 16 novembre 1532 et les Espagnols, après avoir gravi les Andes, sont dans la ville de Cajamarca où ils dressent le guet-apens le plus audacieux de l'histoire. Ils vont s'emparer de l'Inca vivant tandis qu'il sera, tout à l'heure, au milieu de cette place, entouré de ses guerriers. La veille en effet, un petit parti de cavaliers espagnols, avec un interprète, a invité l'Inca à une visite pacifique, afin d'échanger paroles et présents. On a attendu, côté espagnol, toute la nuit, dans un état de tension extrême.

La place de Cajamarca se prête au projet : trois côtés sont flanqués de bâtiments bas aux issues nombreuses, donnant sur la place. Les deux premiers abritent chevaux et cavaliers. Le troisième est occupé par Pizarre avec des fantassins.

Sur le quatrième côté de la place, se dresse une tour où sont dissimulées quatre petites pièces d'artillerie, une dizaine d'arquebuses et le reste des fantassins. On ne doit tirer ou donner l'assaut que sur ordre de Pizarre.

L'Inca, entouré de dignitaires et de guerriers, porté sur un palanquin, entre sur la place où se trouvent Pizarre, le prêtre de l'expédition et un jeune interprète indien. Le prêtre parle et, sans doute, tente de communiquer le message qui se trouve dans la Bible qu'il tient à la main. L'Inca demande le livre, l'ouvre, le porte à l'oreille en vain, l'agite et le jette à terre avec mépris.

À cet instant, Pizarre fait le signal convenu, les Espagnols chargent à cheval après que deux canons ont fait des ravages dans les rangs serrés. La surprise des Indiens se mue en panique. Ils cherchent à fuir, tandis que Pizarre, entouré de deux dizaines de fantassins aguerris, cherche à s'emparer de l'Inca. On renverse sa litière, on tue ceux qui l'escortent. Pizarre interdit qu'on frappe l'Inca, tandis que les cavaliers poursuivent ceux qui fuient et les massacrent.

Sur la place, il n'y a plus que des cadavres. La déroute des Indiens est complète. Ceux qui fuient ne s'arrêtent pas pour tenter de se regrouper et combattre.

D'un seul coup et sans même le savoir encore, cette poignée d'Espagnols vient d'abattre un empire divisé par une guerre civile dont ils tiennent le vainqueur à leur merci.

Les Espagnols se comptent : pas un mort. Comment ne pas croire que la grâce de Dieu les a aidés à triompher ? Plus tard, lorsque les Incas se seront réorganisés, ils chercheront à en finir avec les Espagnols. Il sera trop tard : aucune des révoltes n'aboutira.

Les guerres de conquête du continent américain, dans la première partie du XVI^e^ siècle, sont, sans le moindre doute, des modèles de guerres asymétriques. Elles montrent un choc de civilisation où la faiblesse majeure des vaincus réside dans leurs conceptions du monde ; elles sont de l'ordre de l'esprit. On craint la fin du monde chez les Aztèques avec, en face, des conquérants assurés de leur foi et de la grandeur de leur souverain. Le dieu des chrétiens, contrairement aux dieux des Aztèques, ne peut être vaincu, même si les troupes espagnoles peuvent éventuellement l'être. L'univers des Espagnols ne porte pas d'inquiétude sur l'avenir, contrairement à celui des Aztèques, qui voient un présage funeste dans l'arrivée des « venus de loin ».

À cela s'ajoutent deux faits majeurs déjà signalés : les Espagnols, grâce à leurs interprètes (particulièrement, la Malinche), savent ce que pensent leurs adversaires tandis que ceux-ci ne sauront à peu près rien des Espagnols sinon qu'ils sont mortels et qu'ils aiment l'or. Par ailleurs, les conceptions mêmes de la guerre sont totalement différentes de part et d'autre : une guerre dans une large mesure ritualisée pour les Aztèques (il s'agit de faire des prisonniers), une guerre sans quartier pour les Espagnols. Au Pérou, Pizarre a tiré les leçons de la conquête du Mexique : il faut s'emparer de l'empereur dont la chute précipite celle d'une société pyramidale hautement centralisée. Lorsque, plus tard, les Occidentaux s'attaqueront à d'autres sociétés indiennes plus frustes, n'ayant pas à leur tête un souverain quasi déifié, les résistances se prolongeront davantage.

L'expansion coloniale européenne

Lors de leurs premiers investissements en Asie au XVI^e^ siècle, les Européens rencontrent des civilisations disposant d'empires puissants. Le petit nombre des Portugais, par exemple, leur suffit juste à s'assurer de

places fortes portuaires comme Goa ou Malacca mais ils ne contrôleront pas les hinterlands (arrière-pays). Plus tard, les Hollandais eux-mêmes s'installeront à Batavia (Djakarta) mais n'investiront que graduellement Java.

Il en va tout autrement au XIX^e^ siècle, qui est le grand siècle colonial. Les progrès apportés par la révolution industrielle, particulièrement dans le domaine militaire, vont permettre aux Européens, avec des troupes peu nombreuses, de remporter des victoires décisives sur des sociétés dépassées, incapables de comprendre d'où vient la supériorité de leurs adversaires. De 1765 environ à 1940, les guerres coloniales sont asymétriques au sens où l'un des camps dispose d'une supériorité quasi absolue face à des sociétés démunies militairement et/ou intellectuellement. Il faudra du temps aux vaincus pour assimiler les outils conceptuels et les moyens de répondre victorieusement au défi des Européens.

L'investissement de l'Asie par le contournement de l'Afrique

Quarante ans avant que Christophe Colomb ne parvienne au seuil du Nouveau Monde en 1453, l'Empire romain d'Orient (byzantin) disparaît, mille ans après la chute de Rome. L'Europe, investie jusqu'au Danube par les Ottomans (au XIV^e^ siècle), voit se rétrécir le champ de ses relations commerciales. Le futur pape Pie II écrit alors, déplorant la chute de Constantinople : « Que venons-nous de perdre, au juste ? À coup sûr, la ville souveraine, la capitale de l'Empire d'Orient… Hélas, religion chrétienne qui connaissait autrefois une telle extension, comment peux-tu te restreindre ainsi et défaillir ? Tu as perdu un de tes yeux[2]. »

Tandis que les musulmans tiennent toute la rive sud de la Méditerranée, l'Anatolie et les Balkans, la grande voie des échanges depuis des siècles est

l'océan Indien. En ce milieu du XV^e^ siècle, celui-ci est hors de portée du monde catholique. Il est l'apanage des musulmans des côtes de l'Afrique orientale aux Moluques. Au-delà, la thalassocratie indienne des Cholas y règne pendant un temps tandis que la flotte chinoise y mène de grands voyages jusqu'aux côtes de l'Afrique.

Le finistère de l'Europe occidentale et ce qui reste du centre Europe, tenu par les Habsbourg, paraissent bien isolés. Comment accéder aux épices si convoitées quand l'essentiel du commerce est aux mains des musulmans ? C'est alors que les Portugais, sous l'impulsion d'Henri le Navigateur, dépassent les îles du Cap-Vert et finissent par franchir le cap de Bonne-Espérance (1478). Bientôt, grâce à un pilote musulman, Vasco de Gama aborde en Inde (1498). Christophe Colomb, Génois au service des Espagnols, atteint les Antilles et le continent américain en 1492. Le capitaine portugais Cabral parvient au Brésil (1519) l'année même où Cortés investit le Mexique. La circumnavigation menée par l'expédition de Fernand de Magellan est un succès sans précédent (1522).

Il était grand temps que les Européens sortent de l'isolement territorial : en 1529, les Ottomans mettent le siège devant Vienne[3]. Non seulement leur isolement est brisé, mais la papauté divise le monde, sans le connaître, entre Espagnols et Portugais[4] ! Ces derniers, en Asie, occupent une série de places fortes, de Goa à Macao, sans parvenir à occuper les hinterlands, par faiblesse démographique et absence de cavalerie.

L'expansion coloniale – et exploratoire – se déroule en plusieurs phases. Celle des Portugais qui installent des comptoirs autour de l'Afrique : Guinée, Cap-Vert, Angola, Mozambique, Goa et Diu et, au-delà, Malacca (1511). Sur le continent américain, l'immense Brésil (1519) sera préservé d'un seul tenant, une fois celui-ci investi. Du côté espagnol, l'expansion se réduit en Asie aux Philippines (1564), mais elle est considérable sur le continent américain : de la Californie au sud du Chili et de l'Argentine avec deux vice-royautés, au Mexique et au Pérou. Il s'agit, sur le continent

américain, d'une conquête pérenne pour les Ibériques. La plus grande partie du Nouveau Monde parle l'espagnol ou le portugais et pratique le catholicisme. À la toute fin du XV^e^ siècle, la marine prend un nouvel essor grâce à une série d'innovations. C'en est désormais fini des galères, comme à Lépante (1571).

C'est au début du XVII^e^ siècle que les Portugais sont supplantés en Asie du Sud-Est par les Hollandais (Batavia, 1619), qui le sont ensuite par les Anglais. Ces derniers, avec la East India Company, abordent à Calcutta en 1690 et bientôt passent à la conquête de l'intérieur. Contrairement à tous les envahisseurs terrestres qui, au cours de l'histoire, ont déferlé par le nord-ouest, ils arrivent de façon inattendue par la mer et le nord-est. Ils vont profiter du déclin de l'empire moghol, de la division du pays et de leur supériorité dans l'armement. En Inde, ils se heurtent aux Français, mais sont mieux soutenus par leur métropole et s'assurent la domination du Bengale et de la côte orientale malgré les efforts de Dupleix. En 1763, au traité de Paris, la France se reconnaît battue en Inde comme au Canada.

La Grande-Bretagne a entamé, seule en Europe, la révolution industrielle qui lui permet de devancer ses concurrents et d'établir son hégémonie maritime et commerciale aux dépens de la Hollande et de la France. En 1788, elle crée le premier pénitencier sur le territoire australien, amorçant ainsi un processus d'occupation de l'île-continent. Au lendemain des guerres napoléoniennes, elle domine une importante partie de l'Inde jusqu'à Delhi tout en jouant des divisions locales, usant de force contre les Mahrattes, laissant des potentats au pouvoir lorsqu'ils se montrent coopératifs. Elle s'assure avec Singapour (1819) et Malacca (1824) le contrôle de l'océan Indien. Sur la route des Indes, elle repousse les colons hollandais installés au Cap depuis 1640 vers le nord (Grand Trek 1836-1840), vers l'Orange et le Transvaal.

Après la répression de la « grande mutinerie » des cipayes, en majorité musulmans (1857), la Grande-Bretagne prend directement en charge

l’administration des Indes et contribue ainsi à l’unité du pays. À partir de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, les Indes, qui regroupent à l’époque les États suivants : Inde, Pakistan, Bangladesh, Birmanie, Sri Lanka et quelques petits États himalayens, sont tenus par quelque 70 000 Britanniques. Le réseau ferroviaire, dense, reliait le pays et l’anglais devenait la langue des élites.

Tandis que quelques nations d’Europe occidentale – dont la France en Inde ou en Amérique du Nord – ont investi le monde par l’outre-mer, la Russie, dès 1556, repousse sous Ivan le Terrible les khanats mongols grâce aux canons et commence son avancée en direction du Pacifique par continuité territoriale : Tomsk (1604), Irkoutsk (1652), Nerchinsk (1656).

Après s’être assuré la domination des steppes kazakhes (XVIII^e^ siècle), elle s’avance vers les provinces du fleuve Amour (1858) et de l’Oussouri (1860). La conquête du Turkestan est menée sans difficulté : Samarcande (1868), Khiva (1875). Ce n’est pas le cas au Caucase Nord où la résistance en milieu montagnard du cheikh Chamyl dure plus de deux décennies (1834-1859) au Daghestan et en Tchétchénie voisine.

La Grande-Bretagne, une fois sa domination sur l’Inde assurée, force le gouvernement de Pékin à accepter l’importation de l’opium. Devant les réticences chinoises, la guerre est déclarée (1840-1842). Hong Kong est occupée, d’autres ports, dont Shanghai, doivent s’ouvrir. Des traités inégaux sont signés au lendemain d’une nouvelle défaite chinoise après la prise de Pékin par les Anglo-Français (1860). La révolte des Taiping est écrasée (1864). Les Russes occupent 2,5 millions de kilomètres carrés de l’empire mandchou et fondent Vladivostok (1875). La France, après la difficile conquête de l’Algérie (1830-1847), entreprend celle du Vietnam, du Cambodge et domine la péninsule indochinoise (1862-1885).

En dehors de quelques États tampons, tels le Siam, l’Afghanistan ou le Tibet, l’Asie est colonisée ou semi-colonisée, comme en Chine, voire en Perse, tandis que, après 1878, l’Empire ottoman, non solvable, ne survit que

parce que la Grande-Bretagne ne veut pas voir la Russie occuper les détroits.

Seul le Japon a échappé au « péril blanc », à une époque où l'on agite volontiers le « péril jaune ». Lorsque, en 1853, les Américains et les Européens exigent du Japon l'ouverture des ports, l'empereur Meiji (1866-1912), appuyé par deux clans de samouraïs, renverse le shogunat des Tokugawa (1868) et décide d'européaniser le Japon pour lui permettre de résister à la mainmise étrangère. L'armée, entre autres, est modernisée et l'emporte en 1895 contre la Chine.

La guerre entre la Russie et le Japon à propos de la Mandchourie est gagnée par le Japon, à l'étonnement des Asiatiques (1904-1905), et le Japon remporte de surcroît une bataille sur la flotte russe à Tsushima (1905). La Corée devient bientôt une colonie japonaise (1910).

Cette victoire d'un peuple asiatique qui s'obligea à se mettre à l'école de l'Europe eut des répercussions importantes en Asie bien qu'aucune autre nation ne se révélât capable de suivre, à cette époque, l'exemple japonais.

La conquête de l'Afrique et le rôle de l'islam

En 1884, à la conférence de Berlin, le sort de l'Afrique est tranché.

Il s'agit du partage, entre puissances européennes, de l'Afrique noire dont les hinterlands étaient reconnus depuis peu par une série d'explorations (Barth, Livingstone, Stanley, Burton, Speke, Faidherbe, etc.).

À l'exception du Maroc et de la Libye[5], l'Afrique du nord du Sahara est déjà investie. L'Algérie[6] et Tunisie par la France, l'Égypte par la Grande-Bretagne (1882). Méhémet Ali, vice-roi d'Égypte et modernisateur exceptionnel, s'était rendu maître des lieux saints de l'islam et de la Syrie. Tandis qu'il espérait s'emparer du pouvoir à Constantinople, il fut sommé, par les Européens, Angleterre en tête, de renoncer à ses ambitions, sous

peine d'être évincé d'Égypte. Le canal de Suez est devenu la route la plus courte pour les Indes.

Ce qu'il importe de rappeler, c'est que l'islam était présent, depuis longtemps déjà, en Afrique noire à travers conquêtes (Maroc) et échanges (Tombouctou, Agadès, Ghadamès), non seulement dans une très importante partie de l'Ouest, mais aussi dans l'Est africain, des côtes de la corne de l'Afrique à Zanzibar et au-delà, jusqu'à Kilwa (Tanzanie actuelle). Le swahili (proche de l'arabe) est la langue vernaculaire de l'Afrique orientale.

Par ailleurs, à la fin du XVIII^e^ siècle, soit un siècle avant la période coloniale européenne en Afrique, l'islam est en marche. On y constate l'influence dynamique du soufisme de la Qadiriyya (né à Bagdad au XII^e^ siècle), véhiculé à partir de l'Égypte et qui domine chez les Peuls du Sokoto (Nigeria actuel) et, par la suite, de la Tijaniyya (fondée au XIX^e^ siècle), plus populiste, sans compter celle du rigorisme wahhabite, toujours chez les Peuls disséminés dans tout l'Ouest africain : Fouta-Djalon, Macina, Fouta-Toro et, en pays haoussa, comme chez les Toucouleurs, etc.

En marge de la traite, qui a joué un rôle très important dans l'océan Indien avec Zanzibar pour épicentre (rôle du sultanat d'Oman et des commerçants indiens musulmans), il faut rappeler aussi que la résistance à la pénétration européenne a été très souvent le fait de mouvements musulmans[7] : c'est Samori, qui dans une large partie de l'Ouest africain[8] prend le titre d'Almamy, commandeur des croyants, et s'attaque aux « infidèles » africains tels les Malinkés ; c'est Ousman Dan Fodio, peul, qui crée le sultanat de Sokoto, à l'ouest du Nigeria actuel, non loin de la frontière du Niger, proclamant un djihad en 1804 avant de se proclamer Calife (1810). L'aire qu'il domine dépasse 1 200 kilomètres d'est en ouest et affecte jusqu'au Cameroun allemand. Aujourd'hui, Boko Haram le revendique pour modèle.

Il y eut aussi, bien sûr, des résistances menées en milieu animiste, mouvements millénaristes en Afrique australe (Ndébélés contre Shonas,

1896-1897) ou des révoltes comme celle du Sud-Ouest africain très durement réprimée par les Allemands contre les Héréros (1904-1907). Mais d'une façon générale, les résistances s'arc-boutant sur l'islam sont les plus nombreuses comme celle des Maji-Maji (1905-1906) au Tanganyika allemand et plus particulièrement les mouvements mahdistes au Soudan dirigés d'abord contre le Khédive égyptien et les oulémas avant de l'être contre les Anglais au Darfour. Les mahdistes sont saignés à la bataille d'Omdourman (1898 par Horatio H. Kitchener). Le flambeau est repris en Somalie par le « Mad Mollah » comme le dénomment les Britanniques dont la révolte perdure un quart de siècle.

La dernière grande migration armée

Les guerres coloniales ont été, du XVI^e^ à la première partie du XX^e^ siècle, le vecteur de la dernière grande migration armée que le monde ait connue depuis les fulgurantes expansions mongoles du XIII^e^ siècle et celle de l'islam arabe de l'océan Atlantique aux marches de l'Inde et du Turkestan. Cette expansion menée avec des effectifs relativement réduits a occupé de façon pérenne le continent américain et mené l'Europe jusqu'à Vladivostok tandis que les Britanniques investissaient également l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Entre la fin du XVIII^e^ siècle et la Première Guerre mondiale, l'ensemble de l'Asie était colonisée ou semi-colonisée et l'Afrique entièrement occupée à de rares exceptions.

La supériorité de l'armement détenu par les troupes du colonisateur est un facteur important du succès mais, on l'a dit, celui-ci ne suffit pas à expliquer les victoires remportées par les Européens (ou les Américains). Il faut ajouter en plus de la discipline et de la cohésion des troupes, le niveau général du savoir des officiers. Et par-dessous tout, le fait que *les adversaires, après la révolution industrielle et ses conséquences, ne*

connaissent que très mal leurs agresseurs (seuls les Boers, en Afrique du Sud, ont une bonne connaissance de l'adversaire britannique).

La Grande-Bretagne, au seuil du XX^e^ siècle, domine 500 millions de sujets, soit 30 % de la population de la planète et quelque 25 % de la superficie du globe. La Russie contrôle quelque 25 millions de kilomètres carrés. L'Europe tient sous sa coupe, hors le Japon, directement ou indirectement, l'ensemble afro-asiatique.

Au cours du XIX^e^ siècle, la proportion des Européens dans la population mondiale a doublé tandis que quelque 60 millions d'Européens émigrent surtout vers le continent américain. En 1900, l'Europe compte 430 millions d'habitants et fournit 60 % de la production mondiale (États-Unis 30 %). Avec l'augmentation de la production industrielle et l'essor des communications, le tonnage de la marine marchande, la vapeur ayant remplacé les voiles, double à la veille de 1914 tandis que le réseau ferré à l'échelle mondiale a quintuplé. Le Transsibérien atteint Vladivostok en 1902.

Une nouvelle mondialisation est en cours. L'Europe (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie) est la matrice des innovations scientifiques. Les idées nées en Europe circulent, dont celle du nationalisme moderne (l'État-nation est né en France en 1792) qui porte en germe la mort des empires territoriaux. La puissance de feu se développe durant la guerre de Sécession (1861-1865) et en Europe avec Sadowa (1866) et Sedan (1870), rendant la guerre de masse particulièrement meurtrière, comme on le découvrira brutalement en 1914. Entre-temps, la mitrailleuse, inventée au cours de la seconde moitié du XIX^e^ siècle, devient l'outil majeur des conquêtes coloniales.

La Grande-Bretagne s'était imposée comme la puissance coloniale par excellence, suivie par la France et la Russie. Plus modestement les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et tardivement l'Italie deviennent aussi des puissances coloniales. Cette avalanche de succès dans la seconde partie du

XIX^e^ siècle se traduit par ce qu'on a désigné du terme de darwinisme social, le triomphe du plus apte étant apparemment le fait des « Blancs » dont la civilisation était estimée supérieure. En fait, la modernité qui s'exprime à travers les conséquences de la révolution industrielle n'était pas l'apanage exclusif de la « race blanche » comme le démontre à l'époque l'exemple du Japon.

Longtemps volontairement isolés, les États-Unis, une fois conquis leur hinterland, veulent écarter l'Europe de l'hémisphère Ouest (opposition à la présence française au Mexique sous Napoléon III). En 1898, les États-Unis évincent l'Espagne des Caraïbes et même des Philippines, qui seront leur seule colonie jusqu'en 1945. Le canal de Panama (1903) appartient aux seuls Américains tandis que l'Alaska avait été acheté à la Russie (1867). En fait, les États-Unis exercent l'hégémonie sur l'hémisphère Ouest. Quelle que soit leur puissance économique et financière, les États-Unis, qui avoisinent les 80 millions d'habitants, ne participent que marginalement (Chine, intervention à Pékin en 1900) aux empiétements européens de par le monde.

L'Afrique entière est occupée à l'exception du Liberia où d'anciens esclaves noirs américains s'érigent en maîtres. Tant en Asie qu'en Afrique, le colonialisme et le semi-colonialisme règnent. C'est pour les nantis la belle époque, tandis que les révoltes, nombreuses, sont écrasées.

CHAPITRE 2

L’avantage de l’Occident

Malgré quelques batailles perdues en Afghanistan, en Afrique du Sud et au Tonkin, les Européens ont partout triomphé dans les guerres et conflits menés en Asie, en Afrique et en Océanie. Sur quoi reposait l’avantage occidental ? Bien sûr, on ne peut sous-estimer l’importance de la supériorité de l’armement. Le fusil à capsule se chargeant par la bouche fait place au chargement par la culasse (1860) et bientôt au fusil à répétition. Surtout, la mitrailleuse Gatling (1862) est suivie par la performante Maxim qui démontre sa terrible efficacité face à des vagues d’assaillants déterminés comme à Omdourman (Soudan, 1898). Le feu tue de façon massive. Dans la seconde partie du XIX^{e} siècle sinon avant, la troupe européenne, sauf en cas de surprise, est hors de portée des armes de jet et même du type d’armes à feu en usage dans la plupart des sociétés. Mais les guerres coloniales, considérées à l’époque comme mineures, connaissent des succès sans rapport avec la modestie des moyens engagés. En dehors de l’armement, quels facteurs expliquent ces succès ?

Les facteurs du succès

Une supériorité qualitative

Les peuples conquis, quels qu'ils soient, connaissent mal ou ne connaissent pas l'envahisseur. D'où tire-t-il sa supériorité ? Même les sociétés qui avaient connu les Européens avant la révolution industrielle sont surprises par le bond réalisé par ces derniers. En 1683, ce sont les Ottomans qui sont devant Vienne. Mais, dès le début du XIX^e^ siècle, les Européens, qu'il s'agisse des troupes des Habsbourg ou des Russes, leur sont qualitativement supérieurs. L'armée allemande, avant même Sedan, devient le modèle de l'armée ottomane dont l'un des instructeurs s'appelle Moltke. L'avance prise par les Européens ne s'explique pas seulement par la technique ou la puissance de feu. Les officiers ottomans envoyés aux écoles de guerre allemandes sont supposés ne suivre qu'une stricte formation militaire mais rien des idées qui ont préparé l'essor de l'Europe au XIX^e^ siècle.

Un adversaire divisé

Les sociétés auxquelles ont eu à faire face les forces européennes étaient divisées. L'Inde en est l'exemple majeur. L'Angleterre, qui s'y impose par le Bengale, progresse par bonds en tirant profit de ces divisions. Ces sociétés sont en déclin, comme en Chine au milieu du XIX^e^ siècle, ou ont été mises au pas comme dans l'Égypte de Méhémet Ali, ou encore sont tout bonnement arriérées matériellement. L'élan conquérant, au contraire, animait des nations européennes sûres d'elles-mêmes, concurrentes et carnassières.

En face, leurs adversaires, à de très rares exceptions près, n'avaient ni soutien extérieur[1], ni sanctuaire. Deux conditions majeures pour qu'une guérilla puisse durer.

Une connaissance concrète du terrain et de l'adversaire

L'engagement dans l'armée des Indes, composée de volontaires, se traduisait entre 1815 et 1847 par un service de vingt et un ans. Après cette date, il n'est plus que de douze ans. Et, par la suite, de six années d'active et six de réserve.

Les officiers de l'armée des Indes étaient seuls autorisés à se rendre en Grande-Bretagne au cours de leur vie active, et après avoir servi dix années.

Tout cela explique l'enracinement du corps des officiers dans un milieu qui devient partie de l'existence et dont ils acquièrent une connaissance concrète : on connaît le terrain, on parle éventuellement la langue, en tout cas, on sait qui est qui, comment fonctionnent la société locale, ses codes et son maniement.

Lorsque Lord Kitchener, premier gouverneur général du Soudan, fait place en 1899 à Francis Reginald Wingate (l'un des mentors de Thomas Edward Lawrence) qui demeura en fonction jusqu'en 1916, celui-ci créa le Sudan Political Service. Les administrateurs de ce corps étaient recrutés en Grande-Bretagne et passaient leur carrière entière au Soudan[2].

Un tel système, conforté par la mentalité victorienne, explique et donne des clés d'une époque dont nous sommes loin. En témoigne le colonel des Marines, Paul Carson, lorsqu'il écrit : « Nous n'avons pas fait la guerre du Vietnam pendant huit ans, nous avons fait huit fois la guerre pendant un

an[3]. » Cette époque a pris fin avec la guerre d'Indochine (1954) menée par des volontaires au long cours, passablement enracinés dans le milieu où ils combattaient.

Le temps et la guerre d'usure

Le temps, en tant que facteur, joue aujourd'hui contre les Occidentaux pressés d'en finir compte tenu de leurs opinions publiques. Il pesait, au contraire, à l'époque des guerres coloniales, en faveur des conquérants. Pour les sociétés traditionnelles, isolées, sans soutien extérieur, la guerre d'usure est coûteuse. Si nécessaire, les récoltes sont détruites, le bétail décimé. Cette politique de la terre brûlée a été utilisée par Wellesley (duc de Wellington) en Inde, Bugeaud en Algérie, Ermolov dans le Caucase (Daghestan).

Des opinions publiques lointaines

Les opinions publiques avant la Première Guerre mondiale sont peu informées sur ces combats lointains[4]. Elles sont soit indifférentes, soit parfois fières des succès remportés, lorsque ceux-ci flattent l'orgueil national. La guerre des Boers (1899-1902) en Afrique du Sud fut, quant à elle, suivie avec passion (témoignages britanniques d'Arthur Conan Doyle, Rudyard Kipling et Winston Churchill). Il est vrai que ce fut une guerre entre « Blancs ». Il n'y a guère à l'époque de témoignages portés à la connaissance du public sur ceux d'en face.

Ces guerres irrégulières, menées le plus souvent par des forces tout à fait modestes, sont considérées avec un certain dédain par les militaires ou les politiciens qui sont concernés par les rivalités nationales en Europe. *Il faudra du temps pour s'apercevoir des mutations sociologiques*

considérables produites indirectement par ces conflits apparemment mineurs. C'est tout récemment qu'une attention a été prêtée aux batailles autrefois considérées comme « décisives » (John F. C. Fuller). C'est pourquoi on ne trouvait rien sur la conquête espagnole du Mexique, dont on peut dire avec raison qu'elle fut décisive. Rien non plus sur les très importantes victoires arabes de Yarmouk (636) et de al-Qadisiyya (637) qui imposèrent de façon pérenne l'islam en Syrie au détriment de l'Empire romain d'Orient et en Iran en causant la chute de la dynastie des Sassanides[5].

L'importance du facteur démographique

Dans l'éventail des raisons qui expliquent les mutations que nous connaissons, comment ne pas privilégier la dimension démographique ? La Chine et l'empire des Indes étaient à la fin du XIX^e^ siècle, comme depuis toujours, les deux ensembles les plus peuplés du monde. L'empire des Indes, qui comprenait, comme on l'a vu, le Pakistan, le Bangladesh, la Birmanie, le Sri Lanka et divers petits États himalayens, était dominé par la Grande-Bretagne. La Chine qui venait d'être battue militairement par le Japon (1895) était humiliée depuis plusieurs décennies par des « traités inégaux » donnant libre accès à ses principaux ports où la juridiction était du ressort de puissances étrangères. La Russie, par continuité territoriale, s'était arrogé 2,5 millions de kilomètres carrés naguère contrôlés par l'empire mandchou. Hors les deux géants démographiques, l'un soumis à l'Europe et l'autre humilié par ces traités inégaux, la démographie des pays d'Asie et d'Afrique était très modeste. Le pays asiatique le plus peuplé après la Chine et les Indes britanniques était le Japon avec 45 millions d'habitants en ce début de XX^e^ siècle, qui en battant la Russie sur mer et sur terre se hissait au rang des puissances industrielles et bientôt coloniales.

Les États les plus peuplés en 1900 (à l’exception de la Chine et des Indes) (en millions)

Russie	135
États-Unis	76
Allemagne	64
Autriche Hongrie	46
Japon	45
Grande-Bretagne	41
France	39
Indonésie	38

En 1900, six pays occidentaux se classaient parmi les dix pays les plus peuplés (voir tableau). À cette époque, le Brésil comptait 18 millions d’habitants, le Nigeria 17 millions, soit ensemble la population de l’Italie de l’époque. L’Afrique tout entière avait tout juste 110 millions d’habitants. L’Amérique latine 75 millions. L’Asie, hors la Chine et les Indes, quelque 250 millions.L’Europe, Russie comprise, et l’Amérique du Nord avoisinaient les 500 millions d’habitants. On mesure mieux ainsi l’écart existant entre cette époque et le monde que nous connaissons. En fait, l’écrasante majorité des conquêtes coloniales concernait des pays n’ayant pas plus de 3 à 5 millions d’habitants, et souvent moins. La population du Levant (Syrie, Liban, Irak, Palestine, Transjordanie) en 1920, au moment du partage des mandats entre France et Grande-Bretagne, il y a moins d’un siècle, n’atteignait pas 10 millions d’habitants (elle dépasse aujourd’hui les 75 millions). L’Empire ottoman à la veille de sa chute (1920), qui comprend l’ensemble du Levant arabe et la côte de l’Arabie jusqu’au Yémen, comptait 20 millions de sujets. La Turquie à elle seule aujourd’hui a 78 millions d’habitants.

Les vingt pays les plus peuplés en 1950 et leurs chiffres en 2014 (en millions)

	1950	2014
Chine	557	1373
Inde	368	1250
Union soviétique	180	Russie 144
États-Unis	152	323
Japon	84	127
Indonésie	80	255
Brésil	53	204
Grande-Bretagne	51	63
Allemagne de l'Ouest	50	Allemagne 82
Italie	47	61
France	42	67
Bangladesh	42	158
Pakistan	40	191
Espagne	28	46
Vietnam	28	94
Mexique	27	120
Pologne	25	38
Nigeria	23	177
Philippines	21	101
Turquie	21	78

Source : Annuaire des Nations unies 2014.

En 2025, dans moins de dix ans, la population mondiale aura dépassé les 8 milliards :

– L'Afrique, créditée en 1950 d'environ 230 millions, soit 9 % de la population mondiale, avoisinera les 1 500 millions, soit 18 % de celle-ci. Une très importante proportion de cette augmentation concernera l'Afrique subsaharienne.

– L'Asie passera de 1 400 millions (1950), soit 55 %, à 4 750 millions soit 59 %.

– L’Amérique latine de 170 millions (1950), soit 7 %, à 690 millions soit 8 %.

– L’Amérique du Nord de 172 millions (1950), soit 7 %, à 390 millions soit 5 %.

– L’Europe passe de 550 millions (1950), soit 22 %, à 740 millions soit 9 %. La proportion de la population européenne s’effondre.

Depuis une quinzaine d’années et pour la quinzaine d’années à venir, la population de l’Afrique subsaharienne voit sa part augmenter et va doubler. Cette pression démographique sur un marché du travail sans perspective, est destructrice. Malgré quelques chiffres encourageants, nombre de pays sinon la majorité n’auront ni les moyens, en matière de croissance économique, de fournir des emplois, ni les infrastructures nécessaires à la scolarisation des nouvelles générations. En effet, la richesse est fortement concentrée au sommet et les classes moyennes, dans la majorité des pays, y sont très minces. L’émigration massive ne sera pas possible. Tout paraît indiquer aujourd’hui que l’Afrique subsaharienne représentera au cours de la période à venir l’une des régions du monde à la fois les plus instables et les plus propices à la propagation de l’idéologie islamiste, tant en Afrique de l’Ouest qu’en Afrique orientale.

L’islamisme dans l’aire où l’islam a déjà été implanté jadis et où il est depuis des décennies instrumentalisé par les prêcheurs wahhabites ou par les Frères musulmans, sera l’échappatoire des désœuvrés. L’Afrique orientale et l’Ouest africain seront affectés, et ce qui s’est passé, il n’y a guère, en République centrafricaine (un gouvernement musulman minoritaire opprimant une majorité de chrétiens, amenant la France à intervenir militairement), n’est qu’un signe avant-coureur. Déjà, conséquence de l’intervention en Libye, le Sahel est affecté par cette poussée. C’est aussi le cas de la périphérie septentrionale du Nigeria, notamment en région Haoussa (Niger et Cameroun). Dans l’Est africain, le

Soudan, le Kenya, le Nord tanzanien, sont des candidats à une agitation islamique croissante.

En tant qu'idéologie de contestation, l'islamisme a pris le relais des marxismes-léninismes d'autrefois.

Si, en 1900, l'Europe et l'Amérique du Nord représentaient 33 % de la population du globe, elles n'en composent plus, en 2025, au mieux que 14 %. La présence encore forte du modèle euroaméricain est due à l'illusion du « pouvoir feutré » (*soft power*) des États-Unis et de l'influence que continuent d'avoir son cinéma, sa télévision, etc. Mais la star hollywoodienne blonde aux yeux bleus est une espèce en voie de rapide raréfaction.

Rien d'étonnant, en somme, à ce que les opinions publiques en Europe occidentale et centrale et en Amérique du Nord ne veulent plus que leurs soldats pourtant volontaires meurent ou risquent de mourir sur des théâtres qui ne paraissent pas d'importance vitale et où la victoire est plus qu'incertaine.

En ce qui concerne l'Europe, une longue période de paix, de sécurité et de relative prospérité et le fait d'avoir, pour l'essentiel, dépendu de la protection militaire des États-Unis a contribué à la réduction importante des budgets militaires, à l'heure où d'autres s'arment, et a émoussé la combativité[6]. Ce processus, particulièrement dans certains pays, dont la France, a été aggravé par une assistance excessive d'États soucieux de prolonger aussi longtemps que possible la paix sociale.

Quant à l'Occident en général, quel que soit le dynamisme américain, il se caractérise, de manière paradoxale, par un déni récent de la mort et une singulière frilosité, en partie due au vieillissement des populations.

CHAPITRE 3

Colonisation et « petite guerre »

Rares ont été, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les guerres classiques, celles qui recherchent la bataille et, de façon ultime, quelles que soient les approches tactiques, le choc frontal jusqu'à la défaite d'un des protagonistes.

Les guerres classiques sont en nombre réduit après la guerre civile chinoise (1945-1949). Il s'agit de : la guerre de Corée (1950-1953), les guerres israélo-arabes (1948, 1956, 1967, 1973), les guerres indo-pakistanaises (1948, 1965, 1971), celle des Falkland (1982), voire la brève confrontation russo-géorgienne (2008), ainsi que quelques batailles, dont la plus célèbre est celle de Diên Biên Phu (1954). Les autres se sont livrées, brièvement, sur les hauteurs himalayennes entre troupes chinoises et indiennes (1962), soviétiques et chinoises sur l'Oussouri (1969) et à la frontière sino-vietnamienne (1979).

La guérilla, la « petite guerre », à laquelle aucun traité ancien, à une exception près, n'a été consacré[1], n'a cependant pas cessé, au cours de l'histoire mondiale, d'être un mode de combat largement utilisé : au cours des révoltes paysannes ; par les mouvements de résistance aux envahisseurs étrangers, notamment lors de la constitution d'empires (romain, ottoman,

napoléonien, etc.) ; dans les guerres civiles, le plus souvent à connotation religieuse.

Réapparition de la guérilla

La réapparition de la guérilla à l'époque moderne trouve sa source dans les vastes armées suscitées par la Révolution et l'Empire qui, contrairement aux armées mercenaires, vivent et s'approvisionnent sur le terrain. En effet, pour gagner en mobilité, le train de vivres, lent, est supprimé par Napoléon pour gagner en vitesse. L'intendance n'est plus à l'arrière mais à l'avant, pour pourvoir aux besoins de la troupe en se fournissant sur le pays. Mais ce qui convenait dans des pays comme l'Autriche ou l'Italie du Nord devient problématique dans des pays pauvres comme l'Espagne ou la Russie.

Ajoutons, outre la pauvreté et l'absence de surplus, la dimension religieuse : en Espagne, les prêtres jouent un rôle important en s'opposant à une révolution considérée comme contraire à la foi catholique tandis qu'en Russie les Français sont considérés comme des représentants de l'« Antéchrist » pour reprendre l'expression du tsar Alexandre. La saignée causée aux Français par la guérilla espagnole, soutenue à partir du Portugal par les Anglais (Wellington) sera conséquente.

Au Tyrol, on trouve le refus classique de montagnards jaloux de leur indépendance.

En Russie, les pertes occasionnées par le froid, au cours des dernières semaines de la retraite, sont considérables. Il faut y ajouter les morts et les blessés de la bataille de Borodino (Moskova, 1812) ainsi que les victimes nombreuses engendrées par le harcèlement des cosaques[2].

Théorisation de la guérilla

C’est au début du XIX^e^ siècle que la littérature consacrée à la guérilla proprement dite – et non aux troupes légères qui servaient à harceler – voit le jour. Le Français Le Mière de Corvey[3] et l’Allemand Carl von Clausewitz[4] en sont parmi les plus remarquables théoriciens. Voici ce qu’écrit le premier :

« Le but des corps de partisans est d’avoir toujours une force assez imposante pour inquiéter l’ennemi : de pouvoir la porter partout où besoin sera pour le harceler sans cesse, le miner peu à peu, empêcher ses approvisionnements, détruire ses convois, les enlever, prendre ses dépêches, intercepter ses communications et surprendre tous les hommes isolés que l’on rencontre. Cette guerre bien faite, dirigée par un chef habile, inspirera la terreur à l’ennemi ; il aura beau occuper les villes, comme il faut traverser des routes pour communiquer de l’une à l’autre, il sera assailli sur les routes ; il faudra qu’il soutienne un combat à chaque défilé ; il n’osera plus faire sortir une seule voiture sans escorte ; il fatiguera ses troupes, ne pourra se recruter et sera détruit peu à peu sans avoir jamais éprouvé une grande perte à la fois », Le Mière de Corvey.

Quant à Clausewitz, qui en tant que patriote prussien participa à la guerre de 1812 aux côtés du tsar, il considère les combattants irréguliers comme des forces d’appoint à une armée régulière. En somme, comme des partisans. Car le partisan agit en marge de l’armée régulière avec la technique classique des irréguliers : mobilité, surprise, harcèlement[5]. La guérilla, née plus ou moins spontanément par mouvement de révolte sociale, religieuse (Vendée) ou patriotique, peut agir par elle-même.

Sur le terrain…

C’est, d’une façon générale, ce que vont rencontrer les troupes coloniales, réduites en nombre, dans un rapport de un à dix fréquemment, combattant en carré, avec discipline et cohésion et un armement indiscutablement plus performant que leurs adversaires. Sans doute faut-il ajouter que l’ennemi premier, notamment dans les tropiques, est la maladie, dont les fièvres. L’apparition de la quinine est un bienfait, à l’époque, sans équivalent. Les tropiques sont redoutables, les blessures dégénérant en gangrène, les maladies causant trois fois plus de victimes que les combats.

Les forces armées européennes conçues pour la guerre classique doivent s’adapter au terrain. C’est Bugeaud qui, fort de sa propre expérience en Espagne, impose, à partir de 1844, une stratégie adaptée aux conditions, avec allégement du train, des colonnes mobiles, un réseau de points d’appuis et la brutalité particulière si souvent adoptée dans les conflits coloniaux.

Chez les Britanniques, Wolseley, l’un des plus remarquables des militaires coloniaux, publie pour la première fois un petit manuel pratique adapté aux conflits coloniaux : *The Soldier Pocket Book for Field Studies* (1859). Mais, bien sûr, à la guerre les décisions s’arrachent sur le terrain. Les Britanniques ont, outre le grand Wolseley présent sur tous les terrains, Jardine en Chine, Roberts en Afghanistan, Kitchener en Afrique du Sud, tandis que les Français, avec Faidherbe et, par-dessus tout, Gallieni et Lyautey, donnent à la contre-insurrection un corpus tout nouveau.

De la guérilla à la contre-insurrection

Le premier ouvrage sur la petite guerre sous l’angle contre-insurrectionnel est dû au Britannique Charles Callwell [6].

Si la petite guerre a attiré l'attention en Europe entre les événements d'Espagne et, dans une moindre mesure de Russie, on n'écrit plus beaucoup sur la guerre irrégulière parce qu'elle n'est plus pratiquée, sauf de façon marginale, en Pologne et en Italie. C'est Sedan après Sadowa et l'irruption soudaine de l'Allemagne qui est l'événement majeur sur le plan militaire depuis la période napoléonienne.

Les conflits ou les guerres coloniales sont des opérations souvent menées de façon brève, quoique répétée (on en a rarement fini dans certaines régions, généralement montagneuses) et la contre-insurrection y occupe une place centrale.

Avec des troupes réduites et par conséquent des pertes modestes, les puissances européennes subjuguent l'Inde, la Birmanie, humilient la Chine et, par la suite, occupent le Soudan, l'Afrique australe, la Nouvelle-Zélande (Britanniques), l'Algérie, l'Ouest africain, Madagascar, le Vietnam (Français) ou l'Asie centrale et le Caucase (Russes).

Les batailles perdues ont été rares : Afghanistan (1842) et Isandhlwana (Afrique du Sud, 1879), contre les Zoulous remarquablement disciplinés, Majuba (Afrique du Sud, 1881), contre les Boers pour les Britanniques ; Lang Son (Tonkin, 1885) pour les Français ; Anoual (Rif, Maroc espagnol, 1922) et enfin une guerre perdue par les Italiens en Abyssinie en 1896 que Mussolini prétendra venger en 1935 en faisant usage de gaz moutarde. Cependant, on aurait tort de croire ces succès faciles et définitifs. Diverses sociétés, dont celles aux traditions martiales (en Inde, celles qui se trouvent au nord-ouest, voie des invasions terrestres), se sont battues parfois avec acharnement. C'est le cas des Maoris de Nouvelle-Zélande.

Pour prendre l'exemple de la puissance coloniale majeure à la période victorienne, on a des situations récurrentes (voir encadré).

On pourrait multiplier les exemples avec la pénétration française – dont l'Algérie a été l'une des conquêtes les plus difficiles avec le Tonkin (Nord

Vietnam) – ou, beaucoup moins connues, les guerres quasi ininterrompues menées par le Portugal en Angola[7].

L'expansion impériale russe s'est faite dès le XVI^e^ siècle, pour refouler l'avancée mongole, par continuité territoriale. Par la suite, les steppes kazakhes ont été conquises au XVIII^e^ siècle sans difficultés et la conquête de l'Asie centrale (Kokand, Khiva, Boukhara [1857-1882]) fut aisée. Ce n'est pas le cas au Caucase où la nature du terrain, les traditions martiales et le rôle du cheikh Chamyl qui appartenait à la mouvance Naqchbandi expliquent la longue résistance menée plus d'un quart de siècle (1834-1859) contre la mainmise russe.

Guerres contre-insurrectionnelles britanniques

Guerres birmanes : 1824-1826 ; 1852-1853.
Guerres contre les Maoris : 1843-1848 ; 1860-1861 ; 1863-1864 ; 1868-1870.
Guerres contre les Sikhs (Inde du Nord-Ouest) : 1845-1846 ; 1848-1850.
La Grande Mutinerie (Inde du Nord) : 1857-1859 ; mutinerie au Bengale 1859-1862.
Guerre contre les Cafres (Afrique australe) : 1850-1852 ; 1880-1881.
Guerre contre les Basutos (Afrique australe) : 1851-1852 ; 1880-1881.
Guerre contre les Ashantis (Côte de l'or, Ghana) : 1863-1864 ; 1873-1874 ; 1893-1894 ; 1900-1901.
Guerre contre les Afghans : 1839-1842 ; 1878-1880.
Guerre contre les Zoulous : 1879.
Guerre contre les Matabelés (Afrique australe) : 1893 ; 1895-1896.
Guerre contre les Boers : 1880-1881 ; 1899-1902, cette dernière occupe, à elle seule, une place à part.
Guerre en Chine : 1840-1842 ; 1856-1860 ; 1900 (Boxers).
Guerre contre le Mahdisme (Soudan) : 1885 ; 1896-1898.
Conquête du Nord Nigeria : 1897-1903.
Somalie : résistance prolongée du Mahdi (« Mad Mollah ») 1898-1920.
Des campagnes quasi annuelles sont menées dans le North Western Frontier, au Swat et au Waziristan, aux confins actuels afghano-pakistanais.

Les grandes figures de la colonisation

La grande figure de la période coloniale française est Joseph Gallieni. Celui-ci fait ses armes, comme sous-lieutenant, sous les ordres de Faidherbe en Afrique occidentale, jusqu'en 1888. Il est affecté à Madagascar, puis au Tonkin. C'est là qu'il expérimente la technique de la « pacification » avec le principe de la « tache d'huile[8] » : il s'agit de s'étendre progressivement à partir de la zone contrôlée à laquelle on a apporté des améliorations économiques immédiatement sensibles.

« C'est l'action combinée de la politique et de la force qui doit avoir pour résultat la pacification du pays. […] L'action politique est de beaucoup la plus importante ; elle tire sa plus grande force de la connaissance des pays et de ses habitants ; c'est à ces buts que doivent tendre les premiers efforts de tout commandement territorial[9]. »

Il faut, écrit-il : « Développer le plus vite possible, le réseau électrique. […] C'est certainement plus à coup de routes et de télégraphes qu'on fait la conquête d'une colonie, qu'à coup de troupes. Il n'y a pas d'argent plus vite regagné que celui jeté en masse pour ces dépenses des premières installations. Une ligne télégraphique, c'est une économie immédiate d'effectifs. »

Or, de ce point de vue, nous sommes d'une timidité et d'une parcimonie inouïe, surtout si on les compare aux procédés employés par les Anglais chez qui l'établissement de lignes télégraphiques accompagne, pas à pas, la pénétration, quand il ne la précède pas. Nous, au contraire, malgré les moyens que l'état actuel de la science a mis largement à notre disposition, nous faisons encore, le plus souvent, la guerre coloniale comme au XVIII^{e} siècle.

« En résumé, pour toutes les entreprises coloniales, comme pour toute entreprise industrielle, la première mise de fonds doit être aussi large et aussi rapide que possible[10]. »

Il ne faut à aucun prix administrer directement le pays… Toute organisation se rapprochant plus ou moins de l'administration directe nécessiterait un personnel tout à fait hors de proportion avec le chiffre de la population. La base du régime doit donc être le protectorat…

L'idée générale anglaise est que, aux Indes, en Birmanie, « on place auprès de chaque grand chef indigène un agent européen surveillant et contrôleur. Mais ici, le difficile est de réagir contre la tendance innée chez tous Français de se substituer complètement au chef local dans les détails et de verser dans l'administration directe ».

Hubert Lyautey, qui a longuement séjourné au Maroc, avait été sous les ordres de Gallieni à Madagascar et se considérait comme le porte-parole des méthodes de ce dernier[11]. À l'époque, dans l'armée coloniale française, les officiers ne sont affectés que pour une durée de trois ans sur un territoire donné. Lyautey plaidait pour qu'ils s'installent durablement dans le pays où ils ont mis en chantier des projets.

« On s'étonne qu'il n'y ait pas un plus grand nombre d'officiers qui étudient les langues. Est-il encourageant d'apprendre le malgache si on ne doit plus l'utiliser ? Que les officiers qui le désirent restent affectés à la même colonie, ainsi que d'autres nations nous en donnent l'exemple[12]… »

Au Maroc, Lyautey utilise la technique de la « tache d'huile » chère à Gallieni. Le développement économique occupe une place centrale dans sa stratégie. Durant la Première Guerre mondiale, bien que privé des deux tiers de ses effectifs envoyés sur le front, il conserve « le contour apparent de l'occupation du terrain » en attendant, après le règlement du conflit européen, d'isoler chaque massif par un front continu, marqué par des avancées dans les vallées et le blocage des cols (1919). Il quitte le Maroc après l'échec de la grande insurrection d'Abdelkrim (1922-1926) qui débute au Maroc espagnol dans le Rif.

Quel bilan humain ?

Dans l'ensemble, quels que soient les échecs ponctuels, les résistances prolongées, dont on a une idée en lisant le catalogue des conflits coloniaux britanniques à l'époque victorienne (voir ici), les guerres coloniales ont coûté peu d'hommes aux Européens pour des résultats considérables.

La Chine elle-même n'a pu résister, ni en 1840-1842, ni en 1860, ni en 1900. La France a triomphé en Algérie et au Tonkin comme dans l'Ouest africain contre Samori. Les Russes l'ont emporté au Daghestan, malgré la résistance acharnée des montagnards de Chamyl. Les Britanniques ont réussi après de durs combats à vaincre les Maoris en Nouvelle-Zélande et les Zoulous en Afrique du Sud. Seule la guerre des Boers est coûteuse en hommes pour les Britanniques qui déclarent plus de 20 000 morts (beaucoup d'entre eux des suites de leurs blessures et/ou de maladie).

Tout au long de la période coloniale, les Européens jouent des divisions ethniques, tribales ou religieuses et usent de supplétifs locaux. L'armée des Indes est à cet égard exemplaire.

L'armée américaine, lors de sa seule expérience coloniale outre-mer, procède aux Philippines (1899-1902) au regroupement des populations rurales avant de pratiquer les techniques usitées contre les Indiens dans les derniers conflits avec ceux-ci (1870-1890).

Les campagnes coloniales sont menées, sauf exception, avec une grande brutalité et on se préoccupe fort peu des pertes infligées aux adversaires. Les Allemands ont la main particulièrement lourde lors de la répression au Tanganyika de la révolte (musulmane) des Maji-Maji (1905-1906) comme cela avait déjà été le cas lors de la quasi-extermination des Héréros (1904-1907) dans le Sud-Ouest africain : sur 80 000 Héréros n'en survit qu'un peu plus de 15 000 en 1907 ! Le responsable, le général von Trotha, fut rappelé à Berlin.

On peut mesurer, au terme de ce bref rappel de la nature et des conditions des guerres coloniales, à quel point les conceptions et les perceptions se sont modifiées en Occident au cours des dernières décennies. Et, faut-il l'ajouter, *en Occident seulement*. C'en est fini des répressions à outrance, des massacres massifs en toute bonne conscience et du relatif désintérêt des opinions publiques occidentales pour ce qui pouvait advenir à des populations de « couleur » ou « sauvages ». Les derniers événements de cet ordre n'ayant pas provoqué une indignation largement partagée remontent, pour la France, à Sétif (1945) et à la répression de Madagascar (1947).

DEUXIÈME PARTIE

Le retournement

CHAPITRE 4

Le « choc des civilisations »

Cette expression a été popularisée par Samuel Huntington[1] pour indiquer, au lendemain de la guerre froide, que le conflit à venir se jouerait désormais avec les « islamo-confucéens ». En réalité, le choc des civilisations concernait bien plus le passé, tel qu'il fut ressenti au sein des mondes asiatique et africain.

Seul le Japon fut en mesure d'apporter une réponse appropriée au péril représenté par les impérialismes blancs en se mettant à l'école de l'Europe. Il fut favorisé en cela par son insularité, sa cohésion nationale (les catholiques japonais, évangélisés jadis par les Portugais, au nombre de 300 000 peut-être, en furent éliminés) et par la capacité de l'empereur Meiji, s'appuyant sur deux clans samouraïs, à imposer une révolution, par le haut, à une société hautement disciplinée.

Ailleurs, le choc fut reçu dans le désarroi et l'incompréhension. Pourquoi étaient-ils si puissants, ces étrangers ? Mais la domination étrangère n'apportait pas seulement l'humiliation et l'exploitation : avec elle se diffusaient aussi, bon gré mal gré, des idées radicalement nouvelles. Cela a été admirablement résumé par un long texte pertinent de Maxime Rodinson :

« L’Europe, en même temps qu’elle appesantissait son talon de fer sur les peuples du continent, montrait aussi autre chose. C’était le pays exécré de l’oppresseur. Mais à un moment ou à un autre, on y découvrait un modèle de libération, voire plusieurs. Aux élites courbées sans espoir devant le despotisme, l’Occident montrait un modèle de gouvernement sur lequel les intérêts et les aspirations de tous les sujets pouvaient institutionnellement faire sentir leur action. À tous ceux qui s’abîmaient depuis tant de siècles dans l’approbation conformiste, il donne l’exemple d’un monde où la contestation était perpétuelle. Au fur et à mesure que se dévoilait cette face du monde occidental, on comprenait que la lutte pour un État ou une société meilleure était possible[2]. »

La découverte et l’adoption des valeurs de l’oppresseur se firent progressivement si bien que l’on peut distinguer plusieurs générations au sein des mouvements de résistance.

Les valeurs de l’oppresseur

La première génération, dans les pays de tradition étatique, comme en Égypte, en Chine ou au Vietnam, ne pouvait apporter d’autre réponse au défi de la colonisation que le refuge dans les valeurs religieuses (musulmanes) ou morales (confucéennes). En fait, ces idéologies de résistance ne permettaient pas de relever le défi. Peut-être l’empereur avait-il perdu le « mandat du ciel » ? Peut-être la foi, chez les dirigeants musulmans, n’était-elle pas assez vive ? De toute façon, souvent, les élites se sont effondrées et ce sont des milieux plus modestes (les lettrés de province chez les Vietnamiens, par exemple) qui ont résisté.

La génération suivante, urbanisée et dont certains éléments parlent la langue du colonisateur – après avoir étudié à Londres, à Paris, ou à Genève –, est mieux au fait. Elle sait désormais que la supériorité du

colonisateur ne tient pas seulement à ses armes. Ces élites nouvelles l'attribuent à ses institutions : partis politiques, instances délibératives, comme le Parlement, constitution, etc. On assiste, au début du XX^{e} siècle, au mouvement constitutionnaliste en Iran (1904-1911), à la révolution Jeune-Turque (1908), à la révolution chinoise (1910) et, un peu plus tard, en Égypte, à la création du parti Wafd. Ce sont des avancées plus ou moins menées à bien, mais qui ne paraissent pas être la clé du problème.

La troisième génération – correspondant entre autres à celle des Gandhi, Hô Chi Minh, Zhou Enlai, Soekarno, Mustafa Kemal Atatürk – est celle à qui revient le mérite d'avoir compris le rôle du nationalisme moderne. Elle a saisi l'importance d'un corpus d'idées émancipatrices dont elle voit mal pourquoi elles seraient l'apanage des seuls Européens. Mais ces avant-gardes sont bien minoritaires ; elles manquent d'ancrage dans les masses. Comment mobiliser celles-ci ?

Le rôle de l'idéologie

En Asie orientale, le ferment anti-impérialiste véhiculé par les bolcheviks éveille un écho et produit des soulèvements ouvriers sévèrement réprimés à Canton et à Shanghai au milieu des années 1920. Le marxisme, dans sa version léniniste, offre une innovation performante : le parti d'avant-garde. Lénine dans *Que faire ?* (1902) invoque la nécessité d'une avant-garde, un parti de révolutionnaires professionnels composés d'intellectuels et de semi-intellectuels destinés à encadrer et à entraîner le mouvement ouvrier qui serait, selon Lénine, spontanément plus syndicaliste que révolutionnaire.

Celui-ci donnait par ailleurs une image simplifiée du monde sans doute, mais aisément compréhensible et surtout mobilisatrice. Après maints échecs, le Parti communiste chinois, dans le contexte de la guerre contre le

Japon (1937-1945), réussit à se constituer en force redoutable et à finalement l'emporter, en 1949, à l'étonnement général.

Les effets du léninisme furent beaucoup moins probants en Asie antérieure. La conférence de Bakou (1920) qui se voulait anti-impérialiste et appelait les peuples à se libérer de la sujétion coloniale rencontra peu d'écho en Orient.

En Inde, Gandhi parvint à mobiliser un mouvement de masse d'autant plus difficile à contrer qu'il était non violent. Il y eut des protestations en Grande-Bretagne après que la troupe, en 1919, eut tiré à Amritsar sur une foule désarmée et tué quelque 400 manifestants. Cette troisième génération, où l'on compte des nationalistes et des marxistes (surtout en Asie orientale), conteste l'ordre établi de façon de mieux en mieux organisée et va retourner contre les colonisateurs l'idéologie nationaliste qui avait si bien servi ce dernier pour imposer sa domination.

Les effets de la Grande Guerre

Déjà, au lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que le système colonial est à son zénith, des signes avant-coureurs de son déclin possible étaient apparus auxquels on n'avait peut-être pas, par suffisance, prêté assez d'attention. Ainsi de la guerre du Rif.

Abdelkrim inflige une sévère défaite aux forces espagnoles à Anoual, dans le Sahara espagnol (Rif). Quelque 12 000 hommes sont tués (1922) ! Au cours des années qui suivent, l'insurgé rifain déborde largement le périmètre tenu par l'Espagne. Au printemps 1925, il ouvre la route de Fez. Sur quelque 65 postes, les troupes françaises doivent en évacuer à la hâte une trentaine et en perdent une douzaine. Cette année-là, les forces d'Abdelkrim se montent à 20 000 hommes et 10 000 supplétifs. Elles disposent d'une centaine de canons de .75 et de mitrailleuses prises à

l’adversaire. Pour s’opposer à cette avance et contrer Abdelkrim, il ne faut pas moins de 100 000 hommes, soutenus par l’artillerie et l’aviation. Abdelkrim se rend l’année suivante. Mais le fait nouveau, c’est l’ampleur des moyens désormais nécessaires pour l’emporter qui contrastent singulièrement avec ceux nécessaires avant la Grande Guerre.

Durant la Première Guerre mondiale, le front Ouest représente le théâtre principal – le front Est s’est effondré comme en témoigne la paix de Brest-Litovsk tandis que Gallipoli (Dardanelles) est un coûteux échec – : conflit classique, où les belligérants découvraient à quel point, désormais, le feu tue et l’offensive à outrance piétine, tout en étant dévoreuse d’hommes.

La guérilla, alors, ne joue qu’un rôle très marginal sur des théâtres secondaires. Deux personnages s’y distinguent : Thomas Edward Lawrence[3] et Paul Emil von Lettow-Vorbeck. Le premier appartient au camp des vainqueurs : « À l’offensive frontale à tout prix qui prévaut à l’époque, l’irrégulier qu’est Lawrence substitue l’utilisation dynamique de l’espace, transformant ainsi en avantage les faiblesses des bédouins inaptes à la cohésion d’une troupe de choc disciplinée. […] Ses atouts : un renseignement sûr pour préparer des raids efficaces, la surprise, une supériorité matérielle en un point choisi (mitrailleuses, mortiers) et la mobilité. »

Agent britannique, dépêché par son État pour tenter d’exploiter au profit de la Grande-Bretagne la révolte anti-ottomane menée par le chérif de La Mecque, Lawrence se tire remarquablement de sa mission, avec créativité et courage. Par la suite, il saura la transmuer en œuvre littéraire.

Le second personnage, un officier prussien, parvient au Tanganyika, alors colonie allemande, avec quelque 200 officiers allemands et 2 000 supplétifs locaux, à tenir tête à 150 000 hommes de l’armée britannique[4]. Usant des techniques de la guérilla, se repliant lorsque c’est nécessaire au Mozambique voisin, il termine la guerre invaincu et ne rend les armes que plusieurs semaines après l’armistice. Il est accueilli en

Allemagne en héros. Son témoignage, un rapport factuel, est très intéressant, mais n'a pas les qualités littéraires de Lawrence. De surcroît il appartient au camp des vaincus.

Lorsque la Première Guerre mondiale se termine, les deux États coloniaux majeurs se partagent, pour l'essentiel, les possessions de l'Allemagne vaincue : Tanganyika, Sud-Ouest africain, Cameroun, Togo, en Afrique et toutes les possessions insulaires dans le Pacifique.

Les accords Sykes-Picot et la Turquie kémaliste

Les accords Sykes-Picot (1916) qui prévoyaient un partage à trois, dont désormais la Russie bolchevique est exclue, sont appliqués dans leurs grandes lignes. Le sultan ottoman signe, en 1920, le traité de Sèvres. Ce traité était un compromis entre ce qu'avaient prévu Sykes et Picot et la volonté du président américain Woodrow Wilson, qui y ajoutait l'octroi d'une Arménie. Cet État, taillé sur une carte, était accordé aux Arméniens survivants des massacres de masse (1915-1916), qui seront, plus tard, désignés sous le terme de génocide[5].

L'Empire ottoman, réduit à la Turquie, était dépecé dans le nord-est de la future Arménie (que les survivants ne peuplaient plus guère[6] et n'avaient pas les moyens de défendre, sauf en cas de mandat américain, comme en avait l'intention le président Wilson) et dans le sud-est du pays (Cilicie), sur lequel la France obtenait un mandat. Quant au sud-ouest, il était attribué à l'Italie, un allié tardif. Les détroits (qu'avaient brigués les Russes) étaient contrôlés *de facto* par l'Empire britannique. Tandis que les Grecs, concentrés sur la côte ionienne, voulaient élargir militairement leur aire de peuplement qu'ils occupaient autour de Smyrne depuis près de trois mille ans…

Ce traité est accepté par le sultan mais Mustafa Kemal, le héros des Dardanelles, ayant réuni à Ankara une Assemblée nationale et disposant de forces armées s'y oppose. Ce dépeçage colonial ne laissait à l'État turc qu'une portion de territoire au centre nord du pays.

Deux années plus tard, Mustafa Kemal renverse la situation par les armes. Les Arméniens sont, sans grand mal, refoulés autour d'Erevan ; les Français, privés de moyens militaires, doivent quitter la Cilicie. Les Grecs entament une offensive sans logistique ni cohésion politique et s'effondrent tandis que Smyrne est livrée aux flammes.

Mustafa Kemal créa, sur le modèle européen – tout comme l'avait fait en son temps le Japon du Meiji – un État-nation officiellement homogène. Un échange de population, Grecs contre musulmans, est opéré à l'époque du traité de Lausanne, créant la Turquie moderne (1923). Le califat est supprimé (1924) et Mustafa Kemal déclare que la Turquie est : « Le pays des seuls Turcs. » Ainsi émerge la « question kurde » : elle concerne 20 % environ de la population qui n'a d'autre choix que l'assimilation ou la révolte.

En 1928, la Turquie adopte une constitution séculière, l'islam cesse d'être la religion d'État. De 1925 à 1937, les Kurdes se révoltent et sont réprimés avec la dernière sévérité ; ils sont déportés et leur région est laissée économiquement à l'abandon tout en étant, le plus souvent, en état de siège.

Les Britanniques et les Français au Proche-Orient

Durant la guerre, les Britanniques avaient laissé entrevoir la perspective d'un royaume arabe au Proche-Orient. Fayçal I^{er}, le Hachémite, devait finalement se contenter, non de la Syrie, que les Français voulaient à tout

prix, mais de l’Irak. Contrairement aux Turcs, les Arabes n’avaient aucun moyen d’imposer leur volonté.

L’Irak, qui recouvre géographiquement la Mésopotamie, est créé par les Britanniques à partir de trois *vilayets* (provinces) : Bassora, chiite, Bagdad, en grande partie sunnite, et Mossoul. Cette dernière province est adjointe à l’Irak parce que la Grande-Bretagne (contrairement à la France) savait qu’elle était pétrolifère. Elle était à majorité kurde et comprenait nombre de Turkmènes. Les Kurdes et les chiites entrèrent d’emblée en dissidence tandis que les Britanniques s’appuyaient politiquement sur les Arabes sunnites (20 % environ de la population) : un choix cohérent dans un monde musulman en grande majorité sunnite et dominé par la Grande-Bretagne, de l’Égypte à l’Inde. Militairement, les supplétifs des Britanniques sont des Assyriens qui, dans les années 1930, lorsque le pays sera indépendant, paieront cher le prix de leur collaboration.

Les sévères pertes de la Première Guerre mondiale déterminent les Britanniques à faire intervenir l’aviation, dont l’usage est tout récent, pour mater les rébellions. La Royal Air Force, au début des années 1920, est utilisée en Irak, en Afghanistan, au Darfour (Soudan) et en Somalie. Les insurgés, d’abord surpris et désemparés, apprennent à se disperser afin de minimiser leurs pertes. En Syrie, les Français doivent faire face, au cours des années 1920, à la révolte du djebel druze. Signalons que c’est la France qui crée l’État alaouite.

La révolution bolchevique face aux résistances

De son côté, la révolution bolchevique combat avec vigueur et détermination toute atteinte à ce qu’elle estime être la ligne juste : insurrection paysanne de Tambov (1921), celle de Cronstadt (1921), pourtant menée par des marins faisant partie de la classe ouvrière, guérilla

au Daghestan des Avars (1920-1921), insurrection des Dachnak arméniens opposés à la soviétisation de leur république (1920), guérillas finnoises en Carélie (1921). Et, bien sûr, les bolcheviks s'efforcent de mater la massive insurrection anarchiste de Makhno en Ukraine (1919-1921) avec laquelle il leur fallut, un moment, composer.

Maintes révoltes furent attribuées à la paysannerie possédante des koulaks, alors que les résistances étaient, selon les régions, ethniques et souvent religieuses, ou causées par une brutale collectivisation[7].

En Asie centrale, éclate la révolte musulmane de ceux qui sont dénommés basmatchis, dont la phase la plus active va de 1920 à 1923, puis se prolonge avec moins d'intensité jusqu'à la fin des années 1920. C'est au cours de celle-ci que le dirigeant turc Enver trouve la mort, lui qui, au lendemain de la fin de l'effondrement de l'Empire ottoman, offrait ses services à Lénine, puis passait du côté des insurgés. Son rêve était d'instaurer un empire turcophone en Asie centrale. Il est tué en 1922. La contre-insurrection soviétique est menée par Frounzé, qui connaît bien les sociétés en question, et par le général Toukhatchevski qui livre sa conception de la contre-insurrection au terme de sa campagne[8]. Tous deux hésitent d'autant moins à frapper, sans état d'âme, que la révolution bolchevique est menacée par des contre-révolutionnaires plus ou moins archaïques qui usent de l'Afghanistan comme sanctuaire.

Le basculement des années 1930

Au Maroc, bien que l'insurrection d'Abdelkrim soit brisée dès 1926, la « pacification » s'étend jusqu'en 1934. Au Nicaragua, les États-Unis combattent l'insurrection (1927-1933) de Sandino avec succès. Pendant cette période, deux organisations vont se distinguer par l'usage du terrorisme pour tenter de faire triompher une cause nationale. D'une part,

l’organisation macédonienne Imro (Internal Macedonian Revolutionary Organization) de 1890 aux années 1930. C’est elle qui va réaliser l’attentat le plus spectaculaire du demi-siècle, dans la cathédrale de Sofia en Bulgarie, tuant près de 180 responsables politiques et représentants internationaux au cours d’une messe solennelle. Mais elle va, politiquement, échouer. L’autre organisation est l’IRA (1919-1921), dirigé par Michael Collins qui parvient, au lendemain de la Première Guerre mondiale, à arracher l’indépendance de l’Irlande (Eire), à l’exception de l’Ulster où se trouve une majorité de protestants presbytériens jadis installés en Irlande par l’Angleterre.

Si l’on excepte le North Western Frontier où les insurrections sont chroniques, la caractéristique majeure de la manière britannique tenait à la place occupée par la police. C’est uniquement lorsque celle-ci échoue à maintenir l’ordre que l’armée, en dernier ressort, intervient. Aux Indes, le pays est tenu par 70 000 soldats britanniques pour 250 millions d’habitants. Très vite, le mouvement de résistance passive mené par Gandhi donne aux protestations un style unique. Les émeutes sont rares : Moplah (1921), Peshawar (1930).

Puissance coloniale dominant une proportion considérable de musulmans tout en ayant, à travers la lecture de l’Ancien Testament, des liens particuliers avec la tradition religieuse juive – ce qui n’était pas le cas des États catholiques –, la Grande-Bretagne se trouve dans une situation ambiguë. Celle-ci était déjà exprimée par les termes mêmes de la déclaration Balfour (1917) : accorder un « foyer national » aux Juifs sans que celui-ci empiète sur les prérogatives des populations locales.

Dès 1920, l’inimitié est nette chez les Arabes à l’égard des Juifs, perçus comme étrangers à tous égards, et culturellement plus proches des Britanniques que des Arabes. La situation empire après 1933, lorsque quelque 65 000 Juifs émigrent en Palestine dont une grande partie originaire d’Allemagne. Des émeutes éclatent, dirigées contre les Britanniques,

bientôt relayées, à partir de 1936, par des attaques à l'encontre des colons juifs, suivies d'une grève générale de près d'une semaine, montrant l'ampleur du mouvement de rejet.

Il fallut recourir à l'arbitrage de la commission Peel (1937) qui proposa la création de deux États, un État juif au nord et un État arabe au sud avec, au centre, une zone tampon contrôlée par les Britanniques. Les propositions de la commission ne conviennent à aucune des parties. Les hostilités armées se multiplient tandis que des volontaires arabes d'Irak viennent renforcer les Arabes de Palestine. Un officier britannique, Orde Wingate, entraîne des unités de la Haganah afin de protéger les implantations juives. L'ordre est cependant rétabli. Une conférence, tenue à Londres, s'engage à restreindre l'immigration juive et envisage l'octroi d'une indépendance sans partition, ce qui satisfait momentanément les Arabes et soulève l'indignation des Juifs.

Le dernier acte du mandat se jouera au cours des années 1944-1947 dans un climat passionnel où, du côté juif, on est déterminé à user de la force pour obliger la Grande-Bretagne à modifier sa politique. Finalement, le destin de la Palestine sera confié à l'ONU qui décidera d'un plan de partage que les Arabes refuseront. En gagnant la guerre (1948-1949) face aux quatre armées arabes (Égypte, Transjordanie, Irak, Syrie), Israël assurera son droit à l'existence.

La grande exposition coloniale de Paris (1931) symbolise à la fois le zénith de la période coloniale et son chant du cygne. Au Vietnam, les années 1930 connaissent les soulèvements du Yên Bái, durement réprimés. Les protestations, en France, commencent à se faire entendre. Le jeune André Malraux préface le rapport explosif d'Andrée Viollis : *Indochine SOS* (Gallimard, 1936).

Mais déjà, en Extrême-Orient, en 1937, la situation se modifie de façon radicale. Présents en Mandchourie dès 1931, les Japonais se livrent à un assaut général sur la Chine. Le Parti communiste chinois avait essuyé de

sérieux revers en milieu urbain (1927) et se replie en zone rurale. Le Guomindang de Tchang Kaï-chek tente de l'annihiler en vain en 1930. Cette campagne d'annihilation est suivie de trois autres, mieux organisées, entre 1931 et 1934. La dernière campagne oblige les communistes à se replier au Nord Shengsi. La pression japonaise mène les nationalistes chinois à imposer une alliance antijaponaise à leurs dirigeants.

Au cours de la retraite des communistes, qu'on appelle « la longue marche », Mao Zedong devient le responsable indiscuté de l'appareil du Parti (1934-1935). C'est durant la période, qui s'étend de 1936 à 1938, qu'il innove, sur le terrain, en parvenant à transformer la guérilla en guerre révolutionnaire.Cependant, les Japonais ne considèrent pas les communistes comme l'adversaire principal. Le Guomindang leur paraît plus dangereux. La guérilla communiste, en effet, ne livre qu'une offensive majeure durant cette période en 1940. Cependant en 1941-1942 les Japonais pratiquent une politique de répression féroce qui coûte cher aux communistes. Ceux-ci perdent un quart de leurs effectifs.

La rupture du statu quo

La Seconde Guerre mondiale sera, pour les Asiatiques, de l'Inde à la Chine particulièrement, un formidable catalyseur, et elle modifiera le *statu quo*. Nombreux étaient ceux que le statut colonial ne satisfaisait pas, en Asie et ailleurs. Le Japon défait les Américains, en 1942, aux Philippines. Les Hollandais, en Indonésie, occupent l'Indochine et battent les Britanniques en Malaisie. Singapour tombe en 1942. Le chaos engendré par la guerre encourage tous ceux qui voulaient en finir avec la sujétion.

Les Japonais ont démontré que l'ordre imposé par les « Blancs » pouvait être remis en cause. Le désordre suscité par la guerre permet aux nationalistes comme aux révolutionnaires se réclamant du « marxisme-

léninisme » d’organiser les conditions d’une future libération, la plupart du temps par les armes.

CHAPITRE 5

La fin du monde colonial

De la guérilla à la guerre révolutionnaire

Mao Zedong, sans le formuler de façon théorique, car ce qu'il innove n'est pas orthodoxe au regard de la théorie marxiste, axe la mobilisation non vers le prolétariat – squelettique en Chine et défait lors des insurrections urbaines menées par la gauche du Parti –, mais sur la paysannerie pauvre. Il a pu constater, au cours d'une expérience de terrain, que celle-ci est mobilisable à condition d'être encadrée.

Grâce à l'application de cette ligne hétérodoxe avec l'aide de cadres qui s'insèrent dans les villages auprès des paysans et développent un travail de propagande et de mobilisation prolongée, il va pouvoir passer de la guérilla à la guerre révolutionnaire. Celle-ci utilise les mêmes méthodes : surprise, mobilité et harcèlement. Mais son but est différent : il s'agit de permettre la constitution progressive non d'éléments irréguliers, mais de forces régulières et non pas d'affaiblir une armée régulière, mais de s'emparer du

pouvoir par une guerre d'anéantissement. Pour parvenir à ce résultat, l'insurrection paysanne organisée en guérilla représente une étape ; elle est destinée à servir d'auxiliaire à une armée régulière en voie de constitution. Elle joue donc le rôle d'une armée de partisans puisqu'elle a pour vocation d'épauler l'armée régulière qui portera le coup décisif lorsque l'adversaire sera affaibli.

L'innovation de Mao Zedong – transformer la guérilla en guerre révolutionnaire afin de s'emparer du pouvoir – ne sera perçue que bien après sa victoire en 1949. Les seuls ayant compris l'originalité de la démarche et des méthodes révolutionnaires chinoises sont les hauts cadres vietnamiens, en contact avec la Chine en guerre civile. Ils sauront mettre à profit ces leçons lors de la guerre du Vietnam, infligeant aux forces coloniales françaises la défaite de Diên Biên Phu en 1954.

La victoire de 1949 était inattendue. Qui, deux ans plus tôt, aurait donné Mao gagnant ? L'aide américaine aux troupes nationalistes était considérable. Staline, pour sa part, conseillait à Mao d'établir un gouvernement de coalition avec le Guomindang. La contribution de Mao, à travers ses écrits et la pratique de ses forces armées dans lesquelles l'action du maréchal Zhu De n'est pas mince, est à la fois politique et militaire : mobiliser la population grâce à des cadres organisés en infrastructure politique clandestine ; transformer, avec le temps, sa faiblesse en force par une guerre prolongée ; gagner à sa cause les prisonniers de l'armée nationaliste pour en faire des propagandistes de choix ; user de défensive tactique dans le cadre d'une stratégie offensive dont le but final n'est rien de moins que la suppression de l'adversaire. En effet, dans une guerre civile, il ne peut y avoir de compromis ; on ne peut accéder au pouvoir que si l'ennemi est terrassé.

L'agression japonaise (1937-1945) permet aux communistes chinois de se présenter comme des patriotes et des révolutionnaires luttant à la fois contre l'invasion étrangère et pour la justice sociale dans les campagnes. Le

Guomindang lutte lui aussi – et peut-être davantage – contre les Japonais qui se comportent, compte tenu de leur infériorité numérique, avec une implacable rigueur et pratiquent une politique de terreur.

De son côté, Mao est déterminé à mener une phase prolongée de défense stratégique, compte tenu de l'infériorité de ses moyens, mais la finalité politique reste offensive puisqu'il prétend déboucher sur la victoire militaire. Tout au long de la guerre, il lui faut articuler les actions des partisans et celle de l'armée et combiner ainsi défense tactique et défense stratégique. À diverses reprises, Mao plaide pour l'abandon du terrain, l'essentiel étant de sauvegarder les forces armées. Repli et dispersion s'avèrent nécessaires contre les campagnes d'anéantissement menées d'abord par le Guomindang, puis par les Japonais au moment où ceux-ci décident de pratiquer une politique d'intense répression.

Dans la guerre révolutionnaire, on combine l'agitation et la propagande, l'encadrement des masses et la lutte armée. Le rôle de coordination des commissaires politiques y est crucial. Chef de guerre, Mao use contre le Guomindang de méthodes fondées sur des irréguliers pour passer à des opérations de l'armée régulière, quand il en a les moyens, pour repasser à la guerre de partisans contre l'oppresseur japonais puis, après la défaite japonaise, à une combinaison entre opérations de partisans et contre-offensive générale menée par une armée régulière contre un adversaire au moral brisé. La défense stratégique fondée sur le temps et l'espace (dans le cas de la Chine) doit progressivement imposer un rapport de force favorable en multipliant les succès tactiques épuisant l'adversaire. L'offensive générale consiste, elle, à concentrer ses moyens pour permettre le choc décisif.

Dans le cas chinois, la guerre connaît une première phase de guerre civile jusqu'en 1937, puis une phase de guerre étrangère (1937-1945) pour revenir à une guerre civile (1947-1949). Le modèle de la guerre révolutionnaire, repris d'abord par le Viêt-minh, a été ensuite de plus en

plus imité par des organisations ne relevant pas de l'idéologie marxiste-léniniste. Lorsque les talibans rendent la justice dans les villages, ils pratiquent un modèle inspiré – qu'ils le sachent ou non – de Mao Zedong. En effet, la guerre irrégulière ne se gagne pas sur un plan strictement militaire. Elle se gagne surtout par un contrôle administratif des populations.

Là réside l'échec occidental des cinquante dernières années, du Vietnam à aujourd'hui.

L'idéologie mobilisatrice

De bout en bout, l'idéologie mobilisatrice joue un rôle essentiel. On ne saurait insister assez sur cet aspect fondamental. Quelle que soit la nature de l'idéologie, il faut qu'elle soit si fortement motivante pour les combattants et ceux qui les soutiennent qu'ils consentent, en son nom, à risquer leur vie et à la perdre.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les troupes soviétiques sont à Berlin et occupent toute l'Europe du centre et une partie des Balkans. L'Europe, épuisée, cesse d'être un acteur majeur pour devenir un enjeu tandis que les empires coloniaux européens sont à bout de souffle. En fait, en Asie les colonisateurs ont perdu leur prestige. N'avaient-ils pas été battus par les Japonais en 1942-1945, en Indochine, en Indonésie, en Malaisie (la chute de Singapour en 1942 avait été traumatique pour la Grande-Bretagne) et jusqu'en Birmanie ? C'est durant la guerre, dans un contexte chaotique, qu'ont pu s'organiser les mouvements de libération, qu'elle qu'en soit leur nature.

Les colonisés n'ont plus de respect à l'égard des colonisateurs. En Asie, ces derniers passent désormais pour illégitimes. Ils avaient été contestés dans l'entre-deux-guerres par des élites encouragées par la révolution

bolchevique, surtout en Asie, mais celles-ci ne rencontraient pas d'écho auprès des masses. En 1948, à San Francisco, la Déclaration des droits de l'homme est proclamée. C'est un tournant. Faut-il rappeler que les États-Unis étaient opposés au colonialisme européen ? Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations ne concédait le droit de disposer de soi-même qu'à l'Europe. Au lendemain de l'élimination du nazisme fondé sur la supériorité raciale, pouvait-on encore invoquer celle-ci à l'encontre des peuples colonisés ? Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la délégation japonaise avait demandé qu'un article de la SDN condamne le racisme. Les États-Unis s'y étaient opposés. Les droits civiques ne seront accordés aux Noirs, rebaptisés Afro-Américains, que plus de quarante ans plus tard.

La fin de l'Europe impériale

La Grande-Bretagne, la première, prend acte d'une mutation dont elle avait déjà pu mesurer les effets en Inde. Celle-ci devient indépendante – avec tous les problèmes religieux que cela entraîne (Cachemire). La France, vaincue en 1940, entend quant à elle conserver l'empire pour préserver son statut. Et, dans l'immédiat après-guerre, la répression est appliquée dans les colonies avec une sévérité qui n'a rien à envier à celle de l'avant-guerre : Sétif (Algérie) en 1945, Madagascar, en 1947.

De la guerre d'Indochine à la guerre d'Algérie

L'indépendance proclamée par Hô Chi Minh en août 1945 à Hanoï dans le vide existant entre le Nord occupé par les nationalistes chinois et le Sud

occupé par les troupes britanniques ne fut pas entérinée. La reconquête commence en 1946. Déjà, le Viêt-minh disposait, au nord surtout, de bases politiques organisées. Les Vietnamiens, bien que communistes, sont aussi nationalistes et combattent un corps expéditionnaire étranger. Or les temps ont changé.

À l'instar des Chinois, le Viêt-minh organise une milice villageoise, des milices provinciales et des unités régulières. Le fait de lutter contre un étranger, même s'il a des alliés locaux, démontre le caractère national de sa lutte, et, avec le temps, lui gagne le soutien d'une partie croissante de la population.

À partir de 1950, adossé à la Chine communiste qui en octobre de l'année précédente l'a emporté, le Viêt-minh commence à mener des opérations offensives d'envergure. Elles vont être très coûteuses, mais des leçons en seront tirées et les offensives, à partir de 1953, sont mieux préparées et permettent de tenir en échec les meilleures troupes coloniales. Le processus est le même qu'en Chine : coordination des partisans avec les troupes régulières et contrôle et appui de la population. Cette dernière permet l'acheminement de la logistique durant la bataille de Diên Biên Phu. Les leçons de la guerre, côté français, ne sont tirées que plus tard [1].

La guerre d'Algérie éclate peu après la fin de celle d'Indochine. Déjà, en Tunisie comme au Maroc, des troubles avaient eu lieu et, de toute évidence, on se dirigeait vers l'indépendance.

Le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA) fondé par neuf membres qui deviendront célèbres passe à l'action le 1er novembre 1954. Ce comité, très minoritaire, entend entamer une lutte malgré les réticences des partis nationalistes, dont celui dirigé par Messali Hadj. Une série d'actes à caractère terroriste marque le début de l'insurrection. Ceux-ci sont attribués au banditisme, mais l'année suivante, les troubles s'étendent et le tout récent Front de libération nationale (FLN) est bientôt rejoint, au début de l'année 1956, par les partis nationalistes

modérés ou non. Une sévère lutte de pouvoir se livre entre le FLN et le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj. En vain, une coordination est tentée au congrès de la Soummam. Les liquidations internes vont suivre, permettant au FLN de devenir le seul représentant du nationalisme algérien.

En France, on procède au rappel des « disponibles ». La guerre, à partir de l'été 1956, concerne désormais le contingent, et de dix-huit mois la mobilisation va s'étendre jusqu'à vingt-sept. La guerre insurrectionnelle est surtout menée dans les massifs montagneux des Aurès et en Kabylie. Le nombre des katibas (sections de combat) augmente et oblige à des opérations de bouclage. En vue d'isoler la rébellion, le pouvoir, en 1957, met en place aux frontières, à l'ouest comme à l'est, des lignes électrifiées. À Alger, les parachutistes se livrent à une répression systématique destinée à démanteler l'infrastructure clandestine du FLN. Aux actions terroristes aveugles répond la torture des suspects.

La IV^{e} République fait place devant la pression de l'armée à la montée au pouvoir du général de Gaulle. Des officiers supérieurs estiment avoir tiré les leçons de la guerre d'Indochine et cherchent à retourner les techniques de la guerre insurrectionnelle contre les insurgés et la population qu'ils tentent d'entraîner à leur suite. Mais pour une population musulmane au statut inférieur le mythe de l'Algérie française n'avait rien de mobilisateur. Militairement, l'initiative en 1960 est ravie aux rebelles mais, dès le mois de décembre de cette même année, la population algérienne manifeste en masse dans la capitale en faveur de l'indépendance. Le général de Gaulle ayant admis le principe de l'autodétermination, une petite partie de l'armée tente un putsch (1961) qui échoue devant la détermination du chef de l'État et le refus de soutenir la sédition du contingent et du gros de l'armée.

L'Organisation de l'armée secrète (OAS) passe à la clandestinité et tente d'assassiner le chef d'État. L'opinion métropolitaine est lasse de la guerre et le slogan de « paix en Algérie » l'emporte dans les esprits. Les derniers

mois de la guerre sont chaotiques (y compris pour la métropole) entre le FLN, l'OAS, l'armée et les services spéciaux. Ce chaos engendre le départ massif des Français d'Algérie tandis que la majorité des Harkis qui avaient combattu aux côtés de l'armée française sont abandonnés à leur sort.

Militairement gagnée, la guerre d'Algérie était politiquement perdue. Pour la France, les guerres d'Indochine et d'Algérie ont été des combats « retardateurs », et donc inutiles.

Des contre-insurrections de moins en moins efficaces

L'essentiel de ce que l'on dénomme la « décolonisation », c'est-à-dire les mouvements d'émancipation par la violence ou non des peuples colonisés, se situe entre 1945 et le début des années 1960. Le bilan de ces années-là est controversé mais, au fil du temps, les contre-insurrections tendent à ne plus l'emporter et, surtout, l'esprit du temps a changé : déclaration à San Francisco des Droits de l'homme (ou humains, comme on dit aujourd'hui, 1948) ; conférence de Bandung, où les pays récemment indépendants, surtout asiatiques, marquent leur volonté de participer pleinement à l'histoire (1955) ; crise de Suez (1956), où la Grande-Bretagne et la France doivent renoncer à leur dernière expédition à caractère impérial, etc. En revanche, aux Philippines, les Américains l'emportent contre une guérilla « marxiste-léniniste » après avoir accordé l'indépendance (1945) tandis que l'insurrection reste concentrée à Luzon[2].

En Grèce, sous domination anglaise, les communistes sont battus au lendemain de la rupture entre Staline et Tito (1948), privés du sanctuaire et de la logistique yougoslaves. À Chypre, 40 000 Britanniques ne réussissent pas à écraser les quelques centaines d'hommes usant du terrorisme du général Grivas. Toutefois, ils empêchent l'union de l'île avec la Grèce et placent au pouvoir un archevêque chypriote modéré. Au Kenya, colonie de

peuplement, la Grande-Bretagne réprime l'insurrection Kikuyu, mal organisée, mal armée et sans soutien extérieur. La pacification est menée avec succès de 1952 à 1956[3]. Enfin, on connaît la raison des succès de la contre-insurrection en Malaisie dans des circonstances historiques qui ne se reproduiront jamais.

Les Chinois de Malaisie s'étaient battus contre le Japon sans soutien de la Chine et constituaient, du moins une partie d'entre eux, un mouvement marxisant s'appuyant sur quelques centaines de milliers de « squatters », c'est-à-dire sur la catégorie la moins intégrée de l'économie et de la société malaise. La communauté chinoise (30 %) était, pour l'essentiel, marchande et ne participa pas à l'insurrection.

La première phase de la contre-insurrection britannique – fondée sur une bonne connaissance du pays depuis le milieu du XIX^{e} siècle – fut menée (1950-1951) avec sévérité : regroupement des populations concernées (les squatters) dans des « hameaux stratégiques » fortement surveillés destinés à isoler la population des insurgés ; punitions collectives en cas d'infractions afin de pousser à la délation. En 1951, la guérilla est à son zénith et aboutit même à assassiner le représentant britannique en Malaisie.

La seconde phase est d'une tout autre nature : les Britanniques cherchent à obtenir la sympathie des populations regroupées en leur distribuant des terres, en améliorant leurs conditions de vie et en supprimant les châtiments collectifs. Il s'agit de se gagner les « cœurs et les esprits ». Au moins gagne-t-on les estomacs…

Isolée, la rébellion estimée à 8 000 hommes et ne bénéficiant d'aucun soutien extérieur, ni de sanctuaire, s'affaiblit. Par-dessus tout, dans un pays à 70 % musulman et aux élites conservatrices, les Britanniques avaient eu l'intelligence de promettre l'indépendance dès que l'insurrection serait réduite. Ce qui fut fait.

Où se sont présentées, depuis, des conditions aussi favorables ?

La guerre du Vietnam

Le grand tournant en ce qui concerne les guerres perdues contemporaines est constitué par celle du Vietnam. Celle-ci a été menée par les Américains, dès qu'ils se sont substitués aux Français qui venaient d'être battus à Diên Biên Phu (1954).

Les atouts du Viêt-minh et les erreurs de l'adversaire américain

La victoire du Viêt-minh était due, entre autres, à sa capacité d'assurer la logistique, loin de son épicentre : tout le matériel fut transporté sur plusieurs centaines de kilomètres de jungle par des bicyclettes chargées de quelque 200 kilos et poussées par des hommes à pied. Un tel exploit supposait une exceptionnelle capacité de mobilisation.

D'autres facteurs ont joué, en particulier les erreurs commises par les Américains et leur allié : ces derniers, en effet, installèrent au pouvoir un catholique, forcément minoritaire, Ngô Dinh Diêm, qui très vite s'aliéna les sectes et autres courants religieux dont les bouddhistes par une étroite politique de rejet ; Ngô Dinh Diêm fit rendre aux gros propriétaires dépossédés les terres distribuées par le Viêt-minh.

Dès 1956 (année où aurait dû se tenir un vote concernant une éventuelle réunification), Diêm commettait l'erreur capitale de supprimer les conseils de village élus et de les remplacer par ses agents saïgonais. Depuis toujours, quel que soit le régime, l'autonomie des villages était garantie. L'autorité de l'État « s'arrête à la haie de bambous entourant le village ». Les agents de Diêm se distinguent par leur corruption et leur autoritarisme d'étrangers au village. Ils seront les cibles premières du futur Viêt-cong, lui permettant d'exercer une influence en zone rurale. Les communistes se présentent en

défenseurs de l’autonomie des villages où, bientôt, ils exerceront leur contrôle. Officiellement, le Front national de libération prend naissance à la fin de 1960.

Entre 1961 et 1963, des conseillers américains (ils sont 16 000 sous la présidence de Kennedy) transplantent au Vietnam l’expérience des « hameaux stratégiques » qui avaient été efficaces en Malaisie. Il s’agit de regrouper la population afin de l’isoler de la guérilla[4]. Mais les cadres du Viêt-cong sont déjà insérés dans la population et l’expérience des hameaux se révèle un échec. Cependant, en septembre 1963, le commandant en chef américain le général Paul Harkins déclare : « Nous sommes en train de gagner la bataille du delta du Mékong. » C’est l’année où l’armée sud-vietnamienne, avec l’accord des Américains, se débarrasse de l’encombrant Diêm qu’ils avaient mis au pouvoir.

Une année plus tard, sur 8 500 hameaux stratégiques, un total de plus de 7 000 sont dissous. On constate par ailleurs que sur un total de 16 000 hameaux, 10 000 chefs de village sont tués par le Viêt-cong. Bernard Fall, à l’origine de l’explication politique de ce phénomène (1961), constate après enquête que les trois quarts des villages ne rapportent plus de recettes fiscales. En clair, qu’ils ne sont plus contrôlés par le régime de Saigon.

En 1964, le général Westmoreland remplace le général Harkins et, en juillet, le nombre des conseillers américains (dont certains participent aux opérations) se monte à 21 500.

L’escalade

Robert McNamara, secrétaire d’État à la Défense, déclare : « L’essentiel de l’action militaire entreprise pourrait être terminé en 1965. » Cette année-là, la guerre du Vietnam, en fait, devient pleinement une guerre américaine. Les Marines débarquent à Da Nang. Le général Westmoreland est confiant,

la puissance de feu américaine est considérable, la maîtrise de l'air massive. La technologie américaine doit l'emporter, d'autant plus que la guerre est menée sans complexe par les États-Unis, avec la certitude qu'elle est juste moralement et qu'elle va éviter au Sud-Vietnam comme à l'Asie du Sud-Est, par un effet de dominos, de tomber sous le joug communiste.

L'aide que, à partir des années 1960, le Nord-Vietnam apporte au Sud à travers le Cambodge devant être stoppée, les États-Unis se décident à une escalade aérienne graduelle au nord du 17e parallèle. Il s'agit de contraindre le Nord à cesser son aide sous peine de payer un prix très lourd[5] : la destruction de toute l'infrastructure patiemment bâtie par le régime de Hô Chi Minh (malgré de sérieuses erreurs politiques en matière agraire allant jusqu'à provoquer une révolte dans la province de Nghê An et dont les effets feront l'objet d'une campagne de rectification).

La dispersion des cadres urbains à l'échelon des provinces et des districts comme celle des industries en ateliers provinciaux fut la réponse de Hanoï à cette offensive aérienne et le régime resta obstinément déterminé à tenir quel qu'en soit le coût. Les destructions furent importantes.

Au sud, les forces du Viêt-cong souffrirent considérablement sous le déluge de feu américain. Le tonnage de bombes joint à l'utilisation du napalm, de bombes au phosphore, de bombes à billes, les zones de tir libre, etc., furent très coûteux en combattants comme en civils, mais le Viêt-cong ne fut pas éradiqué.

En fin 1967, après deux années de bombardement et d'opérations contre-insurrectionnelles menées par les Américains et leurs alliés, le général Westmoreland annonçait qu'on allait aborder bientôt la phase finale.

L'offensive du Têt

Au 31 janvier 1968, l'offensive du Têt (le Nouvel An lunaire) est entamée au Sud Vietnam. Elle affecte 36 des 44 capitales provinciales ainsi

que plus d'une vingtaine de bases américaines. Hué, la capitale du régime précolonial, est entièrement contrôlée par le Viêt-cong jusqu'au début du mois de mars. Celui-là s'y livre à la liquidation des agents du régime. C'est à grand-peine que les troupes américaines finissent par reprendre le contrôle de la cité. À Saigon, de façon hautement spectaculaire, un commando Viêt-cong sacrifié pénètre à l'intérieur de l'ambassade américaine et y tient de longues heures. Les bataillons Viêt-cong mènent une attaque contre le palais présidentiel et occupent la station de radio. Il faut près d'une semaine pour que les Américains contrôlent à nouveau la capitale.

Sur le plan strictement militaire, cette confrontation directe est un échec pour le Viêt-cong. Mais elle représente un considérable succès politique. Les médias américains et occidentaux décrivent à chaud l'offensive comme un désastre pour le régime de Saigon et la preuve de l'échec de la guerre américaine.

L'offensive du Têt marque le tournant de la guerre. Après celle-ci, il devint honorable aux États-Unis d'être opposé à la guerre du Vietnam. L'opinion publique américaine avait été trompée, le Viêt-cong n'était pas agonisant. Les Vietnamiens avaient tout fait pour se gagner l'opinion publique américaine (visite de Jane Fonda, Joan Baez, Noam Chomsky, etc.).

Jamais d'ailleurs, avant comme après le Vietnam, n'a-t-on montré la guerre aussi librement ; jamais l'opinion publique n'a été aussi informée au cours d'un conflit. Les critiques s'exprimaient librement dans les médias (Walter Cronkite et ses rapports quotidiens). De fait, après le Têt, le centre de gravité de la guerre est dans une large mesure constitué par l'opinion publique américaine, dans un pays où, à l'époque, on s'exprimait librement. Ce ne sera plus le cas lors du Patriot Act au lendemain du 11 septembre 2001, pas plus que dix ans auparavant avec la guerre du Golfe pendant laquelle on n'a montré et commenté que des images diffusées par CNN, qui régnait en maître sur l'information.

À la suite de l'offensive du Têt s'ouvrait une longue période de négociation. La retentissante publication des papiers du Pentagone[6] par le *New York Time*s fin 1971 porte un coup très dur aux autorités américaines.

Les leçons de la guerre du Vietnam

La mobilisation de l'ensemble de la nation dans le cadre d'une guerre de type colonial s'est révélée contre-productive. Ce type de conflit ne peut, en principe, se mener qu'avec des troupes professionnelles. Lorsque la guerre se termine après une très dure mais brève période de bombardements intensifs (fin 1972-début 1973), les Américains ont perdu plus de 58 000 soldats et officiers. Le nombre de blessés à vie est important et les traumatisés sont en nombre. Politiquement, le « syndrome vietnamien » empêche toute réaction en 1975 lorsque les Nord-Vietnamiens bousculent une armée sud-vietnamienne longuement entraînée et bien équipée, qui n'avait aucun désir de combattre pour sauver le régime de Saigon.

Il s'agit d'une défaite politique totale. Robert McNamara, l'ancien secrétaire d'État à la Défense, déclarait en 1995, trente ans après l'intervention militaire au Vietnam dont il avait été l'un des architectes : « Je n'avais jamais été en Indochine. Je n'en connaissais ni l'histoire ni la culture. » Il eût suffi qu'il lise Bernard Fall[7].

La croyance selon laquelle la technologie répond à tout et finit par tout résoudre n'avait pas tenu compte de l'aspect sans doute le plus important de l'asymétrie à condition d'avoir su constituer une base sociale substantielle et de consentir à payer le prix de la guerre sur la durée. L'asymétrie majeure est *idéologique*. C'est ce qu'on entend habituellement par le facteur moral. C'est moins le contenu de l'idéologie qui importe que la motivation totale que celle-ci provoque.

TROISIÈME PARTIE

L’enlisement de l’Occident

CHAPITRE 6

La première guerre d’Afghanistan

L’évolution de la situation au Moyen-Orient

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États du Moyen-Orient qui n’avaient pas encore acquis l’indépendance l’obtiennent sans violence. Tous les États sont nominalement indépendants, mais la Grande-Bretagne reste très influente en Égypte, jusqu’en 1952-1956 ; en Irak, jusqu’en 1958 ; dans les émirats du Golfe, jusqu’en 1971, ainsi qu’en Jordanie.

Le royaume des Saoud, fondé une première fois en 1744, est conquis à partir de 1925 dans le vide laissé dans la péninsule Arabique. Les Saoud s’imposent militairement sur la plus grande partie de la péninsule, villes saintes comprises, au détriment, entre autres, du Yémen (1932). Dès 1945, l’Arabie Saoudite devient un allié des États-Unis grâce à son pétrole et reçoit en échange l’assurance d’être en sécurité.

Les Wahhabites sont les rivaux des Frères musulmans, créés en 1928 en Égypte, par Hassan el-Banna dans un contexte anticolonial. Le rigorisme prôné par les Wahhabites cherche à reconstituer un islam militant qui s'oppose dès le milieu des années 1950 au panarabisme nassérien.

Les Frères musulmans, pour leur part, avaient activement aidé les « officiers libres » à s'emparer du pouvoir. Gamal Abdel Nasser les marginalise avant de les réprimer. Hassan el-Banna est assassiné (1949). Le mouvement se radicalise avec Sayyid Qutb qui s'oppose au panarabisme et prône un islam offensif. Il est exécuté en 1966. Emprisonnés, persécutés, les Frères musulmans incarnent un mouvement à la fois théocratique et populiste bien inséré chez les déshérités.

Quasiment toutes les monarchies, à l'exception de l'Arabie Saoudite, d'Oman et de la Jordanie, sont renversées par des coups d'État. Les petits émirats du Golfe et du Koweït, protégés par les Anglo-Saxons, échappent à ce processus.

Durant les années 1950 et 1960, le nationalisme pan-arabiste paraît l'emporter. Le prestige de l'URSS après le lancement de *Spoutnik* (1957) amène divers régimes arabes, au cours des années 1960, à plus ou moins adopter une posture socialisante (Égypte, Syrie, Sud-Yémen, Irak, Algérie). Les régimes séculiers, ou se prétendant tels, tiennent le haut du pavé. Pourtant, les échecs ne manquent pas : l'union syro-égyptienne (1958-1961) se dénoue entre autres à cause du paternalisme égyptien. Au Yémen, l'Égypte ne pouvait que s'embourber face aux montagnards yéménites soutenus par l'Arabie Saoudite (1964). Surtout, en 1967, la défaite catastrophique des États arabes (Égypte, Jordanie, Syrie, Irak) devant Israël change la donne. La région est, de façon évidente, dominée militairement par l'État hébreu.

La question nationale palestinienne

La question palestinienne, jusque-là considérée comme un problème de réfugiés, spoliés de leurs terres, devient bientôt la question nationale palestinienne. Cependant, la Cisjordanie et Gaza aujourd'hui revendiqués pour constituer avec Jérusalem-Est un État palestinien furent entre 1949 et 1967 aux mains des pays arabes : la Cisjordanie était annexée par la Transjordanie et Gaza dépendait de l'Égypte. Rien n'était proposé aux Arabes de Palestine sinon d'attendre une éventuelle victoire des armées arabes qui leur restitueraient une patrie.

Quant au mouvement national palestinien, il apparaissait au grand jour au lendemain de la défaite arabe de 1967. Instrumentalisés jusque-là en tant que réfugiés, les Palestiniens devenaient l'honneur retrouvé des Arabes puisqu'ils osaient, comme à Karameh en 1968, affronter des tanks israéliens. L'organisation de Libération de la Palestine (OLP) ne prétendait rien moins que créer une « Palestine démocratique » impliquant la défaite d'Israël et un statut de minorité religieuse pour les Juifs qui se trouvaient en Palestine avant la création d'Israël. Le programme utopique du Fatah devait être réalisé grâce à la guérilla – les Vietnamiens tenaient bien en échec 500 000 Américains – et l'aide des pays arabes. Pour ce qui est des mouvements de gauche ou d'extrême gauche comme le FPLP de Georges Habache ou le FDPLP de Nayef Hawatmeh, ils estimaient être l'avant-garde révolutionnaire destinée à entraîner les masses arabes du Proche-Orient en s'opposant à tous les régimes en place.

Le terrorisme publicitaire du FPLP qui consistait à détourner des avions a fait largement connaître la question nationale palestinienne à partir de l'été 1968. Mais aucun État n'aurait permis qu'un mouvement aussi populaire soit-il puisse illégalement négocier avec un État étranger, ce que prétendait faire le FPLP en Jordanie, après avoir détourné deux avions

américains. La répression de Septembre noir (1970) coupait le mouvement national palestinien de la Jordanie, sa base essentielle.

L'active participation de Palestiniens à la guerre civile libanaise n'a guère fait avancer la cause palestinienne : Anouar el-Sadate renvoya les conseillers soviétiques (1972), fit des ouvertures en direction de Washington et envisagea une guerre limitée destinée à améliorer sa capacité à agir sur une situation dominée par Israël. En octobre 1973, les Israéliens, surpris, découvrent qu'ils se sont assoupis sur un sentiment excessif de supériorité, la frontière du Sinaï étant située loin de leurs centres vitaux.

Le processus de colonisation s'accéléra en Cisjordanie avec la montée du Likoud (1977).

À la paix signée avec l'Égypte après le voyage de Anouar el-Sadate à Jérusalem (1979) et les accords d'Oslo (1993) destinés entre autres à permettre la création d'un État palestinien, répondent respectivement l'assassinat de Sadate (1981) et celui de Rabbin (1995). L'offre par l'Arabie Saoudite, en 2002, d'une reconnaissance d'Israël par la Ligue arabe en échange d'un retour aux frontières de 1967 ne venait-elle pas trop tard ?

Tout indique, à examiner la carte de la Cisjordanie, que la possibilité physique d'y créer un État n'existait plus ni, d'ailleurs, la volonté politique d'y contribuer en ce qui concerne la coalition au pouvoir en Israël. Le temps n'aura pas travaillé pour les Palestiniens, contrairement à ce que pensait, en 1969, Yasser Arafat. On ne dispute pas seulement un territoire par la progression démographique.

Le général Sharon se débarrassait, à sa façon, de Gaza qui menait sa guerre de son côté. Israël se retrouvait au fil des années avec une Égypte neutralisée, puis un Irak occupé, en tout cas divisé pour longtemps, et bientôt une Syrie en guerre civile, tandis que la question palestinienne passait au second plan par rapport à la montée des islamistes radicaux débouchant sur un djihadisme multicontinental sur fond de querelle entre sunnites et chiites.

Outre la question palestinienne, les faits majeurs dans le monde musulman au cours des quelque quarante dernières années ont été : un islam militant en Arabie Saoudite et un État théocratique en Iran.

La diffusion par l'Arabie Saoudite d'un islam militant

La crise pétrolière, conséquence de la guerre d'octobre 1973, provoqua un quadruplement du prix du pétrole, donnant à l'Arabie Saoudite des moyens considérables. Celle-ci en profita pour entreprendre de façon systématique une réislamisation militante des sociétés. De l'Afrique de l'Ouest à l'Indonésie, une campagne soutenue, assortie d'aides financières, de constructions de mosquées, de madrasas, dotées de prêcheurs semait le terreau sur lequel a proliféré l'islamisme. Rivale des Frères musulmans et beaucoup plus puissante financièrement, l'Arabie Saoudite n'a produit aucun penseur, contrairement à l'Égypte, à la Syrie, etc.

La création d'un État théocratique en Iran

En Iran, en 1979, l'ayatollah Khomeiny proclame la création d'un État théocratique révolutionnaire qui s'offre en exemple au monde musulman. Il s'en prend aux États-Unis, qualifiés de « grand Satan », à Israël désigné comme le « petit Satan ».

En tant que chiite et persan, son message était irrecevable en premier chef pour l'Arabie Saoudite. Si les qualités tactiques de l'ayatollah sont indiscutables, on peut questionner la cohérence de sa stratégie. En effet, sans allié aucun, l'URSS athée ne pouvant être sollicitée, l'ayatollah malgré son anti-israélisme ne pouvait devenir le champion des sunnites. Aussi était-il seul contre tous. Lorsque l'Irak de Saddam Hussein entame les hostilités

avec l’Iran, il est universellement appuyé, à l’exception de la Syrie qui ne soutient pas un rival baasiste, et d’Israël qui ne veut pas d’une armée irakienne trempée par les combats. L’idéal pour les États-Unis, selon Kissinger, est que les deux adversaires s’épuisent. Un embargo achève d’affaiblir un Iran invaincu.

L’échec soviétique en Afghanistan

De façon inattendue, l’URSS intervenait à Noël 1979 en Afghanistan, un État voisin où son influence n’avait cessé de croître au cours des années 1970. Moscou voulait sauver un régime « marxiste-léniniste » à bout de souffle : il s’agissait d’éviter qu’un régime communiste s’effondre, créant un précédent fâcheux.

Un an plus tôt, en 1978, un coup d’État avait porté au pouvoir l’aile la plus radicale du Parti communiste, le Khalq, dont l’un des buts était la modernisation des populations afghanes. Menées avec une raideur toute stalinienne, les réformes visant les mœurs furent d’autant plus mal vécues que les cadres du parti passaient, à juste titre, pour hostiles à l’islam. Dès le début de l’année 1979, les États-Unis aidaient clandestinement la résistance.

À l’automne de la même année, il devint évident que le pouvoir allait s’effondrer. Des discussions eurent lieu au Comité central du PCUS qui, après maintes hésitations et malgré l’avis de l’état-major général, décida de ne pas abandonner le régime communiste à sa chute. Fin décembre 1979, les troupes soviétiques investissent Kaboul, se débarrassent du dirigeant du Khalq et lui substituent Babrak Karmal, un modéré de l’autre tendance du PC afghan, le Parcham.

L’erreur soviétique d’intervenir en Afghanistan pour sauver le régime communiste du Khalq, au pouvoir depuis 1978, va permettre à l’Arabie Saoudite de reprendre l’initiative. En effet, dès 1980, la CIA, l’Arabie

Saoudite et le Pakistan s'entendent pour soutenir l'insurrection afghane, et pour faciliter, par la suite, l'acheminement et l'insertion de djihadistes venus épauler la résistance afghane contre les « infidèles ». L'Arabie Saoudite, secondée par les émirats du Golfe, est l'État dont la contribution financière est majeure, tandis que le Pakistan fournit la logistique et un sanctuaire aux djihadistes… Ce djihad, on le remarquera bien après, est sunnite.

Dix ans plus tard, en février 1989, le retrait, après une défaite politique, des troupes soviétiques s'effectue en bon ordre. Forces spéciales (Spetsnaz) exceptées, l'armée soviétique n'était nullement adaptée à ce type de guerre. La majeure partie des opérations fut menée par des unités parachutistes et des forces spéciales, tout particulièrement à partir de 1983, souvent avec succès.

Comment expliquer la défaite soviétique ? Comparées aux Vietnamiens, les capacités organisationnelles des résistants afghans, divisés en plus d'une demi-douzaine de mouvements, étaient d'une confondante médiocrité. Les forces des Afghans dont l'appareil de propagande a été fourni par les États-Unis et ses alliés ont été largement surestimées. Ne prétendaient-ils pas avoir vaincu l'ennemi soviétique, sinon provoqué la chute du régime soviétique, tandis qu'il leur fallut trois années pour venir à bout du régime de Najibullah, qui tenait toutes les villes ? La faiblesse opérationnelle des moudjahidines était patente. Tout au long de la guerre, le chiffre des troupes soviétiques est resté inférieur à 120 000 hommes, soit deux fois moins que les forces américaines par la suite, avec aussi peu de succès.

Les Soviétiques et leurs auxiliaires afghans ont vidé le pays de près du tiers de sa population (15 millions) pour faire tripler celle de la capitale de (700 000 à près de 2 millions).

De bout en bout, le rôle du sanctuaire pakistanais a été vital. À aucun moment la logistique en provenance de ce pays, tout comme les combattants n'ont été sérieusement mis en danger. La tenace pugnacité des

résistants afghans a été récompensée et, à partir de 1986, de redoutables armes antiaériennes (Stinger) ont rendu l'intervention des hélicoptères soviétiques problématique. En matière de guérilla, l'Afghanistan n'apporte pas d'innovation. Le changement est à Moscou, avec Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir, plutôt que sur le terrain.

Les Soviétiques ont commis la même erreur que les Américains au Vietnam. Jamais ce type de guerre coloniale ne doit être mené par le contingent. Cette erreur, les Britanniques ne l'ont jamais commise. Les Soviétiques ont été paradoxalement victimes de la démocratie, la guerre qu'ils menaient n'étant populaire, ni chez les Russes ni chez les non-Russes.

Si les Afghans ont tenu, c'est grâce à la segmentation de la société (ethnique d'abord, religieuse et idéologique ensuite) qui a permis à la guérilla de ne pas être démantelée puisqu'elle n'avait ni tête ni infrastructure politique clandestine. Sans direction centralisée, dotée d'un symbole invaincu en la personne du commandant Massoud du Panshir, la résistance était très difficile à abattre. Le handicap afghan, si l'on se réfère à la guerre révolutionnaire, s'est révélé un atout. Dans la société pachtoune, on a, pour l'essentiel, guerroyé plutôt que mené une guérilla moderne et structurée. C'est Massoud le premier – et son exemple a été assez peu suivi – qui a imposé le combattant irrégulier à temps complet.

S'ajoutant aux qualités guerrières traditionnelles des Afghans – qui disposent d'un terrain idéal pour la guérilla – le sous-développement afghan était un atout majeur sur une population habituée à subsister de façon très frugale et l'impact de la guerre a eu des effets matériels relativement limités[1]. Massoud opérait un « détournement de léninisme[2] ».

Pas plus que les Américains au début de la guerre du Vietnam, les Soviétiques ne disposaient de troupes adaptées au type de guerre irrégulière à laquelle ils se heurtaient. Sous Brejnev, on imaginait mal les Soviétiques se retirer d'Afghanistan. Les dictatures, sauf lorsqu'elles s'effondrent, ne se

retirent pas. À leur actif, les Soviétiques ont contribué à renforcer les services spéciaux afghans, le Khad, et usèrent d'ethno-stratégie dans la tradition coloniale. Bien que l'armée afghane connût un taux important de désertion, un noyau solide resta opérationnel jusqu'au bout (1992).

On l'a dit, le tournant de la guerre n'a pas eu lieu sur le plan militaire, mais sur le plan politique, en 1985, avec la montée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev qui entreprit avec la *Glasnost* (démocratisation) et la *Perestroïka* (restructuration économique) une politique nouvelle qu'il ne parvint pas à maîtriser. Les aides aux combattants augmentaient tandis que Gorbatchev annonçait le retrait prochain des troupes soviétiques pour 1988. Des manifestations, notamment en Transcaucasie, eurent lieu contre la guerre avant cette date.

En 1987, l'ancien responsable des services spéciaux, Mohammad Najibullah, fut nommé à la tête de l'État afghan et lançait, en vain, un processus de réconciliation ne faisant plus référence au marxisme. À partir de 1986, les forces soviétiques cessèrent pratiquement leurs opérations offensives. Le poids principal de la contre-insurrection reposait désormais sur l'armée afghane. Les volontaires pour le djihad étaient organisés par le Palestinien de Jordanie Abdallah Azzam, avec l'aide des services pakistanais, Inter Service Intelligence (ISI). Jusqu'au bout, les États-Unis et leurs alliés proche-orientaux appuyèrent le plus islamiste des mouvements afghans, divisés entre islamistes, plus ou moins extrêmes, et traditionalistes attachés à la royauté. Le Hezb-e-Islami et son dirigeant Gulbuddin Hekmatyar furent les récepteurs principaux de l'aide extérieure. Parmi les djihadistes étrangers, Oussama ben Laden, qui fera parler de lui après la mort d'Abdallah Azzam tué par l'explosion de son véhicule à la fin de la guerre.

Les moudjahidines piétinent entre 1989 et 1992 tandis que le régime de Najibullah, bien organisé et dont la caractéristique principale n'était pas la

corruption, ce qui mérite d'être relevé, ne perdait en trois années aucune ville à l'exception de la petite cité frontalière de Khost.

Après la disparition de l'Union soviétique et la chute du régime de Najibullah, les années 1992-1994 furent deux années d'une violente guerre civile autour de Kaboul entre les partisans du Tadjik Massoud et ceux du Pachtoune Gulbuddin Hekmatyar. Celle-ci fit beaucoup de victimes et de dégâts. À la campagne, le désordre et l'insécurité favorisèrent les banditismes tandis que la situation économique se détériorait gravement. Les États-Unis, une fois l'URSS hors d'Afghanistan, s'en désintéressèrent.

C'est en 1994 que les talibans, des Pachtounes formés dans des madrasas déobandis, organisés et armés par l'ISI, pénétraient en Afghanistan et s'emparaient de Kandahar et, deux années plus tard, de Kaboul. Le peuple accueillit avec soulagement, particulièrement en milieu pachtoune, une force organisée assurant la sécurité. Les mécontentements s'exprimèrent plus tard, en milieu urbain, devant le moralisme rigide du nouveau régime qui, par ailleurs, n'avait aucun programme économique.

Oussama ben Laden qui, comme tous les combattants étrangers, avait quitté le pays au lendemain du retrait soviétique, revint en Afghanistan en 1996. Son influence se fit progressivement sentir sur le mollah Omar qui dirigeait le pays. Une nouvelle vague d'apprentis djihadistes se rendit en Afghanistan. Progressivement, le djihadisme par un effet de boomerang se tournait à la fois contre les régimes arabes impies (y compris l'Arabie Saoudite) et les « croisés et les juifs ».

La première guerre du Golfe (1991)

Provoquée par l'annexion du Koweït par Saddam Hussein et son refus de s'en retirer, la coalition menée par les États-Unis comprenait quatre États arabes et tous les alliés des Occidentaux tandis que l'Irak était isolé. La

chute du régime fut sagement évitée pour ne pas renforcer l'Iran en portant au pouvoir la majorité chiite.

Les Kurdes, durement réprimés, étaient sauvés par les télévisions occidentales. Une zone de non-survol leur fut garantie après la démarche des Français, puis des Britanniques, en leur faveur. Les États-Unis lancèrent l'opération Provide Confort.

En 1993, un attentat au camion piégé visait le World Trade Center (17 morts). En Arabie Saoudite, des attentats non revendiqués en 1995-1996 tuaient 24 soldats américains. C'est en 1998 qu'Al-Qaida revendique hautement des attentats contre des ambassades américaines à Nairobi (Kenya) et Dar es Salam (Tanzanie). Un autre attentat provoque 17 morts dans l'équipage du USS *Cole* au large d'Aden (2000).

Du 11 Septembre à l'expédition punitive en Afghanistan

L'attentat le plus spectaculaire jamais réalisé eut lieu le 11 septembre 2001 avec des moyens dérisoires et un *modus operandi* classique. Il fit près de 3 000 victimes à New York tandis que le Pentagone était également frappé : autant de symboles prestigieux garantissant un retentissement considérable. La majorité des terroristes étaient saoudiens. On a oublié, depuis, qu'au lendemain de l'attentat, le personnel de l'ambassade saoudienne quittait les États-Unis et que les avoirs saoudiens étaient retirés des banques américaines. L'effet psychologique des attentats fut formidable. Et, pour l'opinion publique américaine, traumatique.

Le 11 Septembre permit aux néoconservateurs[3] menés par Paul Wolfowitz et soutenus par le vice-président Dick Cheney et le secrétaire d'État à la Défense Donald Rumsfeld d'imposer leurs vues auprès du

président G. W. Bush. Peu après, Paul Wolfowitz désignait l'Irak comme cible. Dès le 20 septembre, la « guerre contre le terrorisme » était déclarée avant de devenir « une guerre globale contre le terrorisme » et un *Patriot Act* était décrété en octobre de la même année.

L'objectif d'Al-Qaida était la reconstitution de la communauté de croyants, le retour à la pureté réelle ou supposée de l'islam à ses débuts, la restauration du califat et à plus court terme, l'élimination des régimes corrompus et/ou impies comme l'Arabie Saoudite dont le territoire avait été « souillé » par la présence de troupes américaines et l'Égypte.

Le djihadisme, quelle que soit sa version, rompt avec tous les autres mouvements violents par le fait qu'il n'a rien à négocier.

Le mollah Omar refusant de livrer Oussama ben Laden aux États-Unis, l'expédition punitive en Afghanistan fut menée par voie aérienne, avec la participation au sol de quelques dizaines de forces spéciales américaines et britanniques. Au sol, la guerre fut sous-traitée à l'Alliance du Nord qui regroupait Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras, le commandant Massoud ayant été opportunément victime d'un attentat islamiste coordonné à partir de la Belgique, deux jours avant le 11 Septembre. L'Alliance du Nord, contrairement aux suggestions américaines, s'empare de Kaboul. Dans la partie pachtoune, au sud, les États-Unis traitent avec les chefs de guerre tribaux aux loyautés fluctuantes. Cela permet à l'état-major des talibans et d'Al-Qaida de s'exfiltrer au Pakistan.

Kaboul et seulement Kaboul et ses alentours étaient sécurisés par moins d'une vingtaine de milliers d'Américains et de Britanniques. L'International Security Assistance (ISAF) fut établie fin 2001 ; elle comprenait quelque trente pays et comptait dix-huit mois plus tard 5 500 hommes.

Après une série de tractations, le dirigeant choisi par les Américains, Hamid Karzai, fut investi à la tête du pays. Il y resta plus d'une douzaine d'années avec un bilan très médiocre. G. W. Bush évoqua une fois la mise en place d'un Plan Marshall pour l'Afghanistan dont on n'entendit plus

jamais parler. Considérant l'affaire comme réglée, l'Afghanistan étant à leurs yeux un théâtre mineur, les néoconservateurs se tournèrent vers leur projet central : le remodelage du « Grand Moyen-Orient » qui devait déboucher sur un changement de régime à Téhéran. On avait désigné entre-temps à Washington un « axe du mal » constitué par l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. On est fondé à se demander en quoi ils formaient un axe…

Tenue pour victorieuse, la guerre d'Afghanistan avec l'installation au pouvoir d'Hamid Karzai sera, de fait, la victime collatérale de la guerre d'Irak. Celle-ci est sur le plan diplomatique et politique activement préparée dans les esprits, à travers une propagande intensive menée par les États-Unis et, en Grande-Bretagne, par Tony Blair (ne déclare-t-il pas que l'Irak dispose de moyens permettant de frapper l'Europe en moins de quarante-cinq minutes ?) : armes de destruction massive qu'on ne trouvera pas ; contacts supposés à Prague entre le régime irakien et Al-Qaida alors qu'Al-Qaida sera présente en Irak comme conséquence de cette guerre « de choix ».

La guerre d'Irak, contrairement à celle d'Afghanistan, n'obtient pas l'aval de l'ONU tandis que l'Allemagne et la France contrairement à la Grande-Bretagne refusent de participer à ce projet impérial.

La chute de l'Union soviétique (1989-1991) avait rendu les États-Unis sans rivaux. L'hégémonie américaine, particulièrement sur le plan militaire, paraissait absolue. En fait, les États-Unis disaient le droit, l'appliquaient et cherchaient à le faire appliquer avec ou sans l'aval des Nations unies.

CHAPITRE 7

La guerre d’Irak

Le projet du remodelage du « Grand Moyen-Orient »

Au lendemain du 11 septembre 2001 et après le succès de l’expédition punitive en Afghanistan, les néoconservateurs soutenus par le vice-président Dick Cheney et le secrétaire d’État à la Défense Donald Rumsfeld contribuaient à définir une nouvelle doctrine en matière de relations internationales.

La menace venant désormais des « États faillis », on pouvait entamer une guerre préventive destinée à écarter l’hypothèse d’une attaque surprise de l’adversaire. L’action préventive était prônée en cas de soupçons d’hostilité.

Le « Grand Moyen-Orient » et son remodelage devenaient une « croisade » comme l’affirma malencontreusement G. W. Bush, dans un vocabulaire familier aux Américains mais fort mal perçu dans le monde

musulman. La « guerre non terminée » fut de plus en plus souvent évoquée afin de conditionner l'opinion publique. Le *Patriot Act* permettait de disqualifier toute critique de la politique de l'administration comme antipatriotique. L'administration Bush consentit à solliciter l'aval des Nations unies tout en affirmant qu'elle conserverait sa liberté d'action en cas de blocage.

Omnipotents, les États-Unis étaient opposés à la création d'un Tribunal pénal international (TPI) sur les crimes de guerre, rejetaient le traité antimissile ABM, s'opposaient à l'interdiction des mines antipersonnelles, refusaient de signer le protocole de Kyoto sur le réchauffement de la planète ou le pacte de Rio sur la biodiversité. En outre, « La route de Jérusalem passe par Bagdad », lançait Paul Wolfowitz, signifiant par là que le problème palestinien dépendait d'un changement à Bagdad.

Les néoconservateurs disposaient du soutien *de facto* de l'Arabie Saoudite pour laquelle l'ennemi majeur restait le chiisme iranien. Le Pakistan, pour sa part, était un État sunnite islamiste depuis la montée au pouvoir de Zia-ul-Haq (1977).

Sur le plan intérieur, des écoutes téléphoniques étaient introduites sans mandat judiciaire. Une nouvelle administration était créée : le Département de la Sécurité intérieure (200 000 employés).

La « guerre globale contre le terrorisme » permit de ranger dans cette catégorie tous les mouvements armés dont les objectifs étaient contraires à ceux de Washington et de leurs alliés. La rhétorique de G. W. Bush était particulièrement virulente et dénonçait même les alliés traditionnels qui ne voulaient pas participer à cette « guerre de choix ».

De la chute de Bagdad à l'occupation

L'État irakien créé par la Grande-Bretagne au lendemain de la disparition de l'Empire ottoman était un État dirigé par les sunnites (20 %), régnant sur des chiites (60 %) et des Kurdes (20 %). Il se composait à l'origine de deux vilayets (provinces) : celui de Bassora (chiite) et celui de Bagdad (surtout sunnite), auquel s'adjoignait le vilayet pétrolier de Mossoul, peuplé en majorité de Kurdes (et de Turkmènes). Ce vilayet revendiqué entre 1923 et 1925 par la République turque dirigée par Mustafa Kemal fut attribué par la Ligue des Nations, compte tenu des rapports de forces, à la Grande-Bretagne.

L'Irak a toujours été dirigé par les sunnites. En 1991, après la défaite irakienne consécutive à l'annexion du Koweït, George Bush (père) prit soin de laisser au pouvoir Saddam Hussein affaibli, mais hostile à l'Iran.

Au cours de l'année 2002, l'Iran renforçait ses positions auprès des chiites irakiens et formait des milices chiites en prévision du changement de régime annoncé par les États-Unis. La victoire des forces américaines était aisément assurée, le régime de Saddam Hussein ne disposant d'aucune aviation. Les bombardements durèrent quelques semaines, puis, une rapide percée des blindés acheva une guerre déclenchée par l'existence supposée d'armes de destruction massive. Il n'y en avait pas. Pas plus que de contacts avec Al-Qaida.

Selon Donald Rumsfeld, trois mois après la chute de Bagdad, on laisserait 35 000 hommes et le pays pourrait assurer sa croissance grâce au pétrole.

Des erreurs fatales

Dès la chute de Bagdad, les autorités américaines multiplient les erreurs dues à une impréparation politique et culturelle.

Tandis que Donald Rumsfeld se contente de protéger le ministère du Pétrole, Bagdad est le théâtre de dégradations et de pillages. Ceux-ci étaient en partie le fait des détenus de droit commun que Saddam Hussein avait libérés, à dessein, durant le conflit. Aucun couvre-feu ne fut décrété. L'insécurité urbaine fut constante pendant plusieurs semaines et les dégâts matériels ont été importants.

Sur les conseils d'Ahmed Chalabi, un chiite qui avait gagné à Washington la confiance des néoconservateurs, l'armée irakienne et la police – soit plus de 500 000 hommes – étaient renvoyés dans leurs foyers. La directrice du MI5 britannique, Eliza Manningham-Buller, demanda qu'on ne procède pas à une telle mesure. Paul Wolfowitz, probablement conseillé par Ahmed Chalabi, refusa, une bonne partie des officiers de l'armée irakienne étant sunnites (l'année suivante, les autorités américaines soupçonnèrent Ahmed Chalabi de travailler pour l'Iran).

De mai 2003 à juin 2004, Paul Bremer est désigné comme administrateur de l'Autorité provisoire de la coalition. Le fait que ce poste ait été créé indique qu'une période d'occupation venait d'être décidée puisqu'aucun gouvernement n'était formé, même pour une période transitoire. Or les Kurdes comme les chiites disposaient de cadres.

Par ailleurs, après le renvoi de l'armée, Paul Bremer fit savoir que tout membre du parti Baas (600 000 adhérents), quel que fût son échelon, ne pouvait faire partie de la future administration du pays. Le nombre des cadres supérieurs ne dépassant pas quelques dizaines de milliers, cela revenait à marginaliser les sunnites. Faute capitale.

Jamais un État anciennement communiste n'avait rejeté ainsi en bloc tous les membres du parti. En effet, devenir membre du parti, aux échelons inférieurs, était la garantie d'avoir un emploi. Cette mesure, en excluant les sunnites de l'échiquier politique au profit des chiites – que les sunnites considèrent comme hérétiques – et des Kurdes – qui n'étaient pas des Arabes et qu'ils avaient combattus depuis la création de l'Irak –, était

intolérable pour eux. Les sunnites se percevaient comme les dirigeants légitimes depuis la période ottomane, durant celle du mandat britannique, puis de la royauté, enfin sous tous les régimes républicains suivants.

L’émergence rapide de l’insurrection

Dès le début de l’été 2003, l’insurrection est active. Au mois d’août, le représentant du secrétaire général de l’ONU est tué à Bagdad dans un attentat, bientôt suivi d’autres. En général, il faut pour que s’organise une résistance, du temps, des armes, de l’argent, des appuis. Or Donald Rumsfeld comme Dick Cheney pensent en 2003 qu’il s’agit d’attentats isolés, sans suite. C’est tout le contraire et l’appareil des services spéciaux du régime passe, intact, dans la clandestinité avec l’appui d’éléments de la garde républicaine spéciale et des feddayins. Ce noyau ne va pas tarder à être rejoint par une partie notable des sunnites, désormais convaincus de leur marginalisation politique. Ils disposent d’armes, d’argent, de savoir-faire, et bientôt d’appuis extérieurs.

L’armée américaine, remarquablement performante dans une configuration classique (« Mission accomplie », déclarait G. W. Bush), était impropre à la contre-insurrection. L’adversaire battu n’admettait pas sa défaite et utilisait une stratégie du faible au fort, fondée sur le temps, le harcèlement et le sabotage. L’aide extérieure et le sanctuaire furent discrètement fournis par la Syrie.

Donald Rumsfeld, malgré les demandes pressantes de ses généraux, se refusait à augmenter le nombre des troupes. En dehors de la Grande-Bretagne, les autres pays n’offraient pour renfort que quelques centaines d’hommes. Washington dut faire appel à des compagnies privées[1] qui se révélèrent autant un problème qu’une solution. Certaines d’entre elles assuraient des tâches de police, d’autres des tâches militaires.

Dès 2003, le dirigeant chiite Moqtada al-Sadr jouait les perturbateurs et son pouvoir de nuisance ne cessait de croître durant les quatre années suivantes, à la satisfaction de l'Iran qui était très présent *dès la veille du conflit*, auprès de chaque faction chiite.

Par-dessus tout, la faiblesse majeure des forces d'occupation était le renseignement humain. Quasiment personne, chez les cadres politiques ou militaires américains, ne parlait l'arabe (contrairement aux Britanniques qui occupaient Bassora).

Un occupant haï de tous

Durant tout l'été, particulièrement courant 2003, les Américains ne parvenaient à rétablir convenablement l'électricité et les véhicules manquaient d'essence (!) à l'étonnement des Irakiens devant l'incurie de la puissance américaine. Durant six semaines, il n'y eut ni radio ni télévision émettant en arabe. Bientôt, les troupes américaines furent perçues comme des occupants (sauf pour les Kurdes).

À Falloujah, la situation tendue explosa en 2004 après de graves incidents avec des agents de la compagnie de sécurité Blackwater. Une insurrection sunnite fut épaulée par le chiite Moqtada al-Sadr, sans doute encouragé par l'Iran. Les Américains durent procéder à des bombardements qui soulevèrent des protestations, y compris celles du représentant de l'ONU ; le Foreign Office lui-même critiqua les méthodes employées !

Un sondage effectué par les autorités américaines indiqua que 80 % des Irakiens considéraient la coalition dirigée par les États-Unis comme une force d'occupation. L'intérêt du sondage était moins d'apprendre ce que l'on savait déjà – 20 % des Kurdes se déclaraient satisfaits de la présence américaine – que ce fait beaucoup plus étonnant : les chiites, influencés par l'Iran, parvenaient aux mêmes conclusions que les sunnites alors que leur statut s'était fondamentalement amélioré !

Al-Qaida qui n'était jamais apparu en Irak du temps du régime de Saddam Hussein fit une entrée fracassante avec les attentats organisés par le Palestinien de Jordanie Abou Moussab Al-Zarkaoui (« Al-Qaida au pays des deux fleuves »), adoubé par Ayman al-Zawahiri depuis le Pakistan. La tension entre chiites et sunnites, avivée par l'intervention américaine, va être portée à l'incandescence par les excès d'Al-Zarkaoui, critiqué par la direction centrale d'Al-Qaida. Mais le mal était fait. La rupture fut plus vive que jamais.

C'est en 2004, soit une année après l'intervention américaine, qu'éclate le scandale de la prison d'Abu Ghraib. Des photos paraissent, inopportunément, révélant le traitement réservé aux prisonniers. Elles font toutes état d'humiliations sexuelles et sont singulièrement choquantes, particulièrement pour des sociétés moyen-orientales qui tiennent à la pudeur masculine. À Abu Ghraib, un tabou culturel est violé (une femme soldat tenant en laisse un prisonnier nu, à quatre pattes). La guerre psychologique, déjà mise à mal avec le traitement réservé aux prisonniers de Guantanamo, est perdue avec ces photos. Quelle démocratie les États-Unis exportent-ils avec de semblables comportements ? Aucun responsable ne sera puni et la Croix-Rouge fait savoir qu'elle a, en vain, protesté en dénonçant discrètement ces méthodes depuis des mois.

Paul Bremer, après avoir accumulé par incompétence culturelle une série d'erreurs sans appel, quitte le pays à la mi-2004, alors que les services de renseignement américains estiment le nombre des insurgés à 20 000 hommes tandis que les combattants étrangers ne seraient qu'une minorité. En novembre, G. W. Bush est réélu sans mal dans un climat d'apparente insécurité tant la peur a été instrumentalisée. La cote d'alerte aux États-Unis durant ses deux mandats aura oscillé entre grave et très grave.

De la guerre civile au départ des Américains

Doté d'institutions – Constitution provisoire, Assemblée nationale, Présidence – le peuple irakien vote et le scrutin indique que les votes sont confessionnels dans le cas des chiites, ethniques dans celui des Kurdes, tandis que les sunnites s'abstiennent. Comment s'entendre sur le choix d'un Premier ministre ? Les attentats redoublent de violence. Al-Qaida frappe la mosquée chiite de Samarra (début 2006) pour faire le plus de victimes possible. À Bagdad, la guerre civile confine au nettoyage confessionnel, l'Ouest sunnite et l'Est chiite chacun de son côté liquident les quartiers mixtes dans un Bagdad devenu incontrôlable.

Abou Moussab Al-Zarkaoui est tué (2006) et, grâce au général Petraeus l'année suivante, des tribus sunnites, à Anbar, payées, armées et organisées par les Américains, suppriment une partie des islamistes. Désormais, les forces américaines patrouillent dans Bagdad et séparent spatialement les communautés confessionnelles. Mais cette année-là (2007), Nouri al-Maliki occupe le pouvoir en Irak et s'efforce de le confisquer non seulement en marginalisant les sunnites de façon systématique, mais aussi en écartant tous les chiites qui peuvent se révéler des rivaux. Rien n'est réglé : ni le partage du pétrole, ni le sort de Kirkouk, ni la place éventuelle des sunnites. Lorsqu'en 2011 les Américains s'apprêtent à partir, les attentats, qui n'ont jamais cessé, redoublent.

Le bilan

Au lieu des 35 000 soldats résiduels prévus par Donald Rumsfeld il y avait en 2006 150 000 soldats américains et 180 000 hommes appartenant à des compagnies de sécurité (Blackwater, Dyncorp, Vinnel Corp, Military Professional Ressources Inc. [MPRI]). Recrutées avec l'accord du Pentagone, ces compagnies peuvent être responsables de la gestion des

prisons (ce fut le cas à Abu Ghraib, avec Titan Corporation et CACI Inc.). À elle seule par exemple, Kellog, Brian and Root employait en Irak 54 000 contractuels. Blackwater, avant de changer de sigle, se distinguait par sa brutalité. Or aucun Américain ne pouvait être jugé par la justice irakienne (ou internationale) et ces compagnies n'étaient pas responsables devant le Congrès. Au total, elles auront certes comblé le déficit numérique de l'armée, mais gravement nui à la contre-insurrection qui leur était totalement étrangère. Les compagnies de sécurité, très bien rémunérées, étaient un corps encore plus étranger que l'armée américaine elle-même. Des sommes considérables ont été dépensées pour former quelque 250 000 soldats sinon davantage.

Les 100 000 sunnites de la province d'Anbar, organisés par les soins du général Petraeus (qui fut, avec l'ambassadeur Ryan Crocker, l'un des rares à comprendre la nature du conflit en cours), devaient être, en principe, incorporés dans l'armée nationale en construction. Nouri al-Maliki s'y oppose. L'hostilité entre sunnites et chiites sera largement renforcée durant les années où il fut à la tête de l'État. Les Américains se retirent intégralement de l'Irak à son instigation (il est sans doute conseillé par l'Iran). Dès qu'ils sont partis, al-Maliki prétend arrêter les deux sunnites de son gouvernement, dont le vice-président qui trouve refuge en Turquie après être passé par le Kurdistan d'Irak. Nouri al-Maliki détient à lui seul les ministères les plus importants. Le pouvoir n'est plus seulement confessionnel, il est confisqué par lui. Mais ce pouvoir corrompu n'a guère de consistance, comme le montreront les événements de l'été 2014 : à Mossoul, l'effondrement, sinon la fuite éperdue des forces irakiennes a été pathétique, rappelant les derniers jours de l'armée vietnamienne en 1975. Ce qui compte dans une armée, par-dessus tout, c'est sa volonté de combattre – qui évidemment dépend entre autres de la nature du régime qu'on défend.

Au total le bilan de la présidence de G. W. Bush s'est révélé d'une grande médiocrité au Moyen-Orient. La rhétorique du président américain a nourri le thème anachronique du choc des civilisations. Et, contrairement aux déclarations présidentielles, la guerre d'Irak n'a ni renforcé la sécurité des États-Unis ni rendu le monde plus sûr. La diffusion de la démocratie aura été un slogan de propagande. À cet égard, on se contentera de rappeler les déclarations mensongères ou les affirmations erronées à propos de l'Irak comme celle de Tony Blair, reconnaissant après douze années de mensonge qu'il s'était « trompé ». Ou de celle du vice-président Dick Cheney affirmant en 2005 que l'insurrection était « à bout de souffle ». Ou quelques années plus tard, que le supplice de l'eau « n'est pas de la torture ». La biographie autorisée de George Bush père publiée en 2015[2] reflète sans bienveillance les bilans que celui-ci établit des actions de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld ainsi que de Paul Wolfowitz. Il estime cependant, en toute équité, que la responsabilité des décisions incombe, en dernier ressort, au Président, qui n'est autre que son propre fil. C'est aussi cela la démocratie.

Rien n'aura donc été résolu en Irak. Les Kurdes ont été les bénéficiaires de l'intervention américaine, les chiites également et, par voie de conséquence, l'Iran. Est-ce pour cela que la guerre de choix a été menée ? L'hostilité active, sinon exacerbée, entre sunnites et chiites est le résultat direct de l'intervention américaine.

Trente ans après l'échec politique du Vietnam, les mêmes erreurs ont été initialement commises : pas de préparation concernant les lendemains de la victoire militaire, sous-estimation des capacités de résistance de l'adversaire, méconnaissance confondante de la culture locale, inadaptation aux conditions de la guerre irrégulière, incapacité à reconnaître le potentiel d'une insurrection, illusion sur la capacité à gagner le soutien des populations (sauf dans le cas des Kurdes). En fait, aucune attention sérieuse

n’a été prêtée à la finalité politique du conflit, sinon le projet du remodelage supposé de la région.

Finalement, le rejeton de l’intervention américaine en Irak s’appelle l’État islamique.

CHAPITRE 8

L’impasse afghane

Conséquence de la guerre d’Irak, entamée en 2003 et considérée comme centrale, le « dossier » afghan se traite militairement et à l’économie : pour un pays de quelque 650 000 kilomètres carrés, en grande partie montagneux, les troupes de la coalition en fin 2003 n’atteignaient pas 30 000 hommes ; en outre, le contrôle du terrain n’a jamais été administrativement réalisé ni même tenté. Hamid Karzai dominait à Kaboul, sa famille proche, à Kandahar. Économiquement, la corruption et la sous-traitance consommaient une partie de l’aide, au demeurant modeste, comparée aux dépenses militaires. Celles-ci coûtaient, dès 2004, 10 milliards de dollars tandis que le budget de l’Agence internationale pour le développement et la reconstruction était de 1 milliard de dollars. La démocratisation supposée n’aura été qu’une décentralisation de la corruption.

Par ailleurs, le sentiment que la situation est pour l’essentiel stable en 2002-2003 et jusqu’au début de 2004 est largement partagé. D’autant plus que très peu d’observateurs se rendent en province en dehors de quelques villes. Pourtant, on estime à près de 20 000 les villages endommagés ou détruits. Ni l’eau potable ni l’électricité n’étaient fournies au sud et à l’est

du pays. Le système d'irrigation était quasiment hors d'usage et rien n'était fait pour le remettre en état.

Les troupes américaines durant ces deux années s'évertuent, en vain, à rechercher Oussama ben Laden tandis qu'Hamid Karzai s'efforce de contrôler le pays et met au pas une Alliance du Nord trop présente. Des chefs de guerre qui contrôlaient des fiefs, comme Abdul Dostom l'Ouzbek à Mazar-e-Charif et Ismail Khan à Herat, sont progressivement neutralisés grâce à l'offre de postes ministériels, le système de cooptation permettant d'éviter les conflits.

Entre-temps, l'exode rural et le retour des réfugiés font quadrupler en deux années la population de Kaboul. Naturellement, il n'y a pas d'emploi pour l'écrasante majorité d'entre eux. En octobre 2004, Hamid Karzai est élu président avec 55 % des suffrages. Alors que 95 % du budget national provenait d'aides étrangères, 70 % des dépenses publiques hors salaires étaient affectées à Kaboul. La corruption était facilitée par une non-coordination des aides (Fonds monétaire international et Banque mondiale). Cependant, officiellement, la situation était déclarée en bonne voie et la capacité offensive de l'adversaire pour l'essentiel brisée. C'est uniquement en se rendant soi-même sur le terrain, comme au Wardak, par exemple, qu'on apprenait ce qui, à Kaboul, n'était connu que de quelques-uns.

Le retour des talibans

Dès 2004, les talibans, bien que peu nombreux, étaient de retour.

À l'origine, les talibans sont des ruraux, formés directement par des madrasas déobandis, prêchant une vision rigoriste et puritaine de l'islam qui fut encouragée durant la dictature du général Zia-ul-Haq au cours des années 1970. En tant que Pachtounes, ils sont bien accueillis par la

population, surtout en milieu pachtoune. Leur légitimité reposait sur la sécurité ramenée et la charia. Cela convenait tout à fait au monde rural.

L'État qu'ils avaient mis en place à partir de 1996 leur permit de contrôler plus de 80 % d'un pays qui, sans croissance économique, reposait grâce aux campagnes sur une économie de subsistance. L'État taliban s'en est surtout tenu à un moralisme stérile et formaliste et s'est laissé entraîner par Al-Qaida dans un djihadisme global où il n'avait rien à gagner. Le prix a été payé au lendemain du 11 Septembre. La défaite militaire a été rapide et, contrairement aux attentes du mollah Omar, n'a pas donné l'occasion à ses troupes d'affronter les fantassins américains.

Par ailleurs, les talibans ont pour alliés des affidés de Gulbuddin Hekmatyar, ex-dirigeant du Hezb-e-Islami, qui fut le mouvement bénéficiaire de la plus grande partie de l'aide américaine (ce groupe est directement responsable de l'embuscade d'Uzbin où périrent 10 Français en 2009). Enfin, le réseau Haqqani (originaire de Paktiyâ) est bien implanté en Paktîkâ et au Paktiyâ.

Réorganisés par le Pakistan, les talibans ont rapidement fait sentir leur présence dans le sud et l'est du pays, et les attentats reprirent. Sporadiques en 2004, il s'agissait d'attentats-suicides, destinés à tuer la police et les soldats de l'armée afghane. On les attribua alors à des terroristes étrangers : l'attentat-suicide, prétendait-on, ne faisant pas partie de la culture pachtoune. Il ne faisait pas non plus partie de la culture tamoule avant son utilisation systématique par les Tigres tamouls. Ces derniers furent des pionniers en la matière à l'époque contemporaine. Avec les attentats-suicides, ils visaient l'efficacité maximale avec le minimum d'investissement. Et le fait d'utiliser des terroristes féminins permit de doubler les effectifs d'une minorité qui ne constituait que 15 % de la population au Sri Lanka.

L'attentat-suicide ne faisait pas partie, non plus, de la culture tchétchène et moins encore s'agissant des attentats pratiqués par des femmes. Mais des

changements s’opèrent dans les modes opératoires et des mouvements insurrectionnels s’imitent volontiers lorsque apparaît une innovation efficace. Les guerres irrégulières obligent à être particulièrement aux aguets, exercice difficile pour des bureaucrates, comme pour une armée régulière convaincue de sa supériorité et qui méprise un adversaire manifestement moins puissant.

On n’a cessé d’évoquer l’éradication de la culture du pavot durant une quinzaine d’années sans succès. En 2005, de sources américaines, on estimait que l’Afghanistan fournissait 9/10^{e} de la production mondiale. Dix ans plus tard, la proportion restait sensiblement égale. Les populations des provinces concernées vivaient de la culture du pavot, modestement ; les talibans et l’administration en tiraient des avantages substantiels, l’État prenait sa part avant que le pavot ne quitte le pays vers l’Iran.

En 2005, les forces de la coalition établissaient officiellement qu’environ 1 500 « éléments infiltrés » avaient été éliminés. La capacité offensive de l’adversaire était désormais limitée annonçait-on dans les provinces de Kandahar, d’Uruzgan et de Kaboul. Enquête faite sur le terrain, ni à Kandahar ni en Uruzgan on était en sécurité et on vivait en Afghanistan sur des illusions entretenues : il y avait des activités sporadiques de terroristes. Kaboul, pour l’essentiel, était en sécurité (particulièrement si l’on songe, à la même date, à Bagdad transformée en bunker pour étrangers et par ailleurs en guerre civile). Le nord du pays en région tadjike, ouzbèque ou turkmène était calme. Le centre Hazara plus encore.

Le ministre de la Défense se plaignait, à juste titre, de ne disposer que de 35 000 hommes. Les Américains avaient décrété qu’il en faudrait 70 000, alors qu’il estimait lui qu’il en faudrait au moins le double. Mais de toute évidence les États-Unis ne paraissaient pas avoir la capacité de mener deux guerres à la fois. Quant à la police, mal payée et corrompue, maintes fois réorganisée, elle ajoutait au désordre plutôt que de contribuer à le

réduire. C’est brutalement, avec 191 morts au cours de l’année 2006, que les troupes de l’OTAN durent se rendre à l’évidence : le retour des talibans, timide en 2003, était devenu menaçant et se manifestait sur toute la partie méridionale du conflit.

À l’abri du sanctuaire pakistanais, les talibans ne s’étaient pas seulement réorganisés. En témoignait la montée qualitative des combattants. Pour ceux qui avaient connu les moudjahidines au tout début des années 1980, le contraste était frappant. À l’évidence, les leçons de l’insurrection irakienne avaient été mises à profit : multiplication des attentats-suicides en ville afin d’affirmer une présence continue ; capacité d’user de la propagande à usage externe en arabe et en anglais. Le paradoxe le plus singulier, qui traverse toute la guerre, est l’aide apportée par les États-Unis au Pakistan dont une partie était reversée aux talibans pour tuer des Américains et faire obstacle aux objectifs de ces derniers.

Dotés d’un sanctuaire, recevant une aide logistique et disposant, au Pakistan, d’un vivier de recrues inépuisable, les talibans ne pouvaient être écrasés. Pour les services pakistanais, les talibans servaient leurs desseins : établir un État allié en Afghanistan, destiné à contrer l’Inde.

Allié ambigu pour le moins, le Pakistan tout au long de la guerre se comportera de fait en protecteur de l’ennemi de la coalition internationale.

Du côté de la coalition internationale

Qu’il s’agisse des équipes de reconstruction, chichement reparties sur le territoire afghan, ou des troupes cantonnées dans une demi-douzaine de camps, l’ambiance est la même : on est entre soi. On mange la cuisine de son pays – c’est le cas des Américains, les plus nombreux –, on regarde sa télévision, on écoute sa musique, on regarde des DVD de chez soi. On soulève de la fonte. On sort peu, toujours en convois précédés de voitures

qui dégagent la route afin d'éviter tout véhicule piégé. Les contacts avec la population sont rares, sauf pour la recherche des suspects ou pour fouiller une maison.

Chaque jour, on est en contact – maintenant que les communications le permettent – avec sa famille, les siens. On fait partie d'une armée professionnelle en rotation d'une année – parfois moins pour certains ressortissants de la coalition – avec des unités combattantes qui doivent avant tout se préserver, ne pas subir de pertes. La majeure partie des troupes est en fait psychologiquement et physiquement *en transit*. Il n'est pas étonnant, dans ces circonstances, qu'en une quinzaine d'années les troupes américaines n'aient perdu que moins de 2 500 hommes, soit une moyenne d'environ 150 par an.

Les fameuses équipes de reconstruction, composées chacune de 200 à 300 militaires, participaient à la construction de puits, d'écoles, de dispensaires – et faisaient du renseignement. Cet usage militaire et politique de l'aide humanitaire disqualifiait le travail des ONG qui passaient pour des instruments des forces d'occupation. Comme on manquait d'hommes, les sociétés de sécurité, comme en Irak, proliféraient, le nombre de membres de ces sociétés dépassant bientôt le chiffre des militaires de la coalition.

C'est uniquement lors d'enquêtes en province au cours des années 2005-2011 (j'ai pu me rendre dans près d'une dizaine) qu'on peut mesurer ce qui n'est pas reflété par la propagande du régime et de ses soutiens. Les critiques et réserves des fonctionnaires internationaux, lorsqu'ils s'expriment, sont non officielles (*off the record*). Parfois un observateur publie un bilan critique qui se perd dans la noria médiatique qui, pour l'essentiel, reprend la propagande officielle du moment. Nulle part, les « barbes grises » issues des milieux ruraux ou des bourgs ne m'ont signalé des améliorations concernant leurs conditions de vie.

Au fil des années 2006-2007, il fallut bien se rendre compte que les talibans progressaient et que l'usage de la force aérienne multipliait les

« dommages collatéraux », bientôt suffisamment nombreux pour qu'Hamid Karzai se sente obligé de protester à plusieurs reprises. En mai 2006, il y eut de violentes émeutes antiaméricaines à Kaboul. Les forces américaines étaient en grande partie cantonnées dans une suite de camps (près de Kaboul, de Kandahar et de Jalalabad, etc.). Parfois, les forces aériennes s'avéraient efficaces : l'un des cadres militaires importants, mollah Dadullah, fut tué par un *Predator* (2007). Mais le contrôle de la population était exercé par les talibans, dès 2007-2008.

Le basculement en 2007

C'est dans l'année 2007 que la guerre a vraiment basculé. À Kandahar, les talibans pouvaient impunément faire sauter les murs de la prison de la ville, libérer 300 talibans et un nombre encore plus grand de détenus de droit commun et se replier en autocar sans être inquiétés. À quelques kilomètres à peine un PRT (*provincial reconstruction team*) canadien a entendu l'explosion mais n'a pas bougé. De fait, Kandahar malgré les offensives d'une administration contrôlée par la famille Karzai est un fief taliban. Rien de tout cela n'était reflété dans le discours officiel, les médias étrangers eux-mêmes restaient vagues sur la situation. Peu de gens enquêtaient avec sérieux et lorsque c'était le cas les résultats n'étaient connus que d'un petit nombre de politiques, au sommet, qui continuaient à ne pas changer de cap.

On pouvait constater, sur le terrain, en plein centre du pays, dans la province d'Uruzgan, que les Italiens avaient payé les talibans pour éviter les accrochages ; que les Néerlandais restaient strictement cantonnés et ne tenaient pas le terrain. Le gouverneur de la province passait une grande partie de l'année à Londres et recevait ses hôtes dans le jardin de sa villa puissamment gardée. En 2008, un envoi de troupes supplémentaires

(10 000 peut-être) fut décidé. Trop peu, trop tard. Pouvait-on tenir dans un pays comme l'Afghanistan, disposant d'un sanctuaire actif, avec quelque 75 000 hommes, et même si l'on disposait du double avec les compagnies de sécurité (presque exclusivement en ville et surtout dans trois ou quatre villes) ?

En 2007-2008, la guerre était perdue, non sur le plan militaire mais administrativement, au moins dans l'aire pachtoune – soit plus de la moitié sud du pays. Les talibans, comme constaté, étaient présents à l'échelle des villages. Évidemment, cela ne faisait pas – médiatiquement – un événement. Les lames de fond, qui sourdement affectent le terrain social, n'ont rien de spectaculaire surtout lorsqu'elles adviennent de façon aussi clandestine. La technique des talibans était classique, issue des méthodes de mobilisation que Mao Zedong avait, dans un autre contexte idéologique, popularisées en Chine.

Les moudjahidines que j'avais connus en 1980, surtout lors de mon second séjour, plus prolongé que le premier, réagissaient spontanément à l'intervention étrangère (et impie) même si les autorités traditionnelles locales donnaient le ton. En un quart de siècle, bien des choses avaient été bousculées par la guerre : les notables locaux avaient fait place à des commandants jeunes, le tribalisme avait perdu du terrain. Sans doute en partie grâce à la formation des services pakistanais, les talibans avaient adopté les techniques de persuasion/coercition d'origine lénino-maoïste afin de s'imposer. Ils dénonçaient la corruption du régime, sensible à la campagne comme à la ville, la présence d'étrangers qui prétendaient imposer d'autres règles contrevenant à la religion. Ils établissaient les premiers contacts dans la mosquée et les faisaient suivre de démonstrations de force. Et, une fois leur présence établie, ils se substituaient à un État, de toute façon absent et corrompu, rendaient la justice sans barguigner et selon des règles familières aux populations.

Face à eux, l'armée afghane présentait de très nombreuses faiblesses : des effectifs insuffisants (58 000 hommes en 2008) ; trop de non-Pachtounes dans ses rangs, un handicap évident en région pachtoune ; une logistique déficiente, qui la rendait dépendante des troupes de la coalition ; enfin, de façon chronique, des déserteurs nombreux même si l'on ne dispose pas de statistiques fiables.

Les talibans, pour leur part, avaient de sérieux avantages, notamment grâce au Pakistan qui, outre la logistique et le sanctuaire, leur offrait une réserve inépuisable de volontaires (avec une population d'au moins 15 millions de Pachtounes sinon davantage). Par ailleurs, les talibans exerçaient un contrôle administratif de la population dans le sud et, progressivement, le nord du pays. En outre, ils avaient compris que le centre de gravité du conflit était constitué par l'opinion publique occidentale et que celle-ci était peu capable d'assumer des pertes militaires. Ainsi, en 2009 à Uzbin, non loin de Kaboul, les forces françaises perdaient 10 hommes dans une embuscade. Le président de la République s'y rendit afin de leur rendre hommage. Les médias français – et une partie de l'opinion publique – adoptèrent une interprétation victimaire de l'embuscade : ces soldats n'étaient pas tombés dans l'exercice de leurs fonctions, voire de leur engagement, mais par un malencontreux accident, qui aurait dû être évité.

Autres avantages qui compensent la relative faiblesse militaire des talibans : ils s'opposent à la présence des troupes étrangères tout en combattant un régime notoirement corrompu qui, en une décennie, n'a rien réalisé en zone rurale, ou si peu. Les valeurs que les talibans prônent sont plus familières en région rurale, qu'il s'agisse de la « démocratie » ou du rôle des femmes ; enfin, leur motivation idéologique (quel que soit le jugement porté sur sa nature) est infiniment supérieure à celle de leurs adversaires, qu'ils soient occidentaux ou afghans.

De faux espoirs ont été entretenus à partir de 2007 sur le ralliement possible de certains talibans. Ils se sont révélés illusoires. Dans ce type de guerre civile, ce qui est visé n'est rien moins que l'anéantissement de l'adversaire, dès que les troupes étrangères ont évacué le pays. D'ailleurs, la condition principale posée par les talibans pour négocier était le départ des troupes étrangères.

L'état des lieux à la fin de 2007 (six années après le début de la présence de la coalition regroupée autour des États-Unis) était d'une consternante médiocrité : très peu de combattants du côté occidental ; une armée afghane mal armée, peu motivée (on en faisait souvent partie pour la régularité de la paie).

Malgré les apparences, Hamid Karzai était essentiellement le maître de Kaboul. Quelques capitales provinciales étaient tenues bien qu'au fil du temps elles dépendent surtout de la capacité du gouverneur local à gérer un domaine de plus en plus restreint.

Au total, jamais la contre-insurrection ou la construction de la nation (tâche à peu près impossible pour des étrangers) ne fut autre chose que des slogans. On voit mal d'ailleurs comment on peut envisager des tâches aussi ambitieuses en ne connaissant ni la culture ni la langue locale. Une fois encore, le contraste avec la période coloniale est frappant. Le pire était la méconnaissance d'un minimum de données culturelles, de coutumes et de comportements. L'échec était contenu dans le projet même.

En dehors de l'inflation – minime – tous les indicateurs étaient dans le rouge. La malnutrition affectait les trois quarts de la population : 75 % des ruraux n'accédaient pas à une eau potable ; la mortalité infantile touchait 20 % des enfants âgés de moins de 5 ans ; 60 % des Afghans n'avaient accès à aucun service de santé ; enfin, 75 % des adultes (et 92 % des femmes) étaient illettrés ; 60 % des garçons et 30 % des filles fréquentaient l'école primaire.

On comprend dans ces conditions pourquoi le slogan du « *Nation building* » était utopique. Sept ans après l'intervention, le bilan était dérisoire, l'Afghanistan étant classé 176e sur 178 parmi les États les plus corrompus du monde. Et, selon la Banque mondiale, c'était l'un des cinq pays les plus pauvres du monde.

Quelles solutions ?

En novembre 2008, Barack Obama était élu président. Il s'était opposé à la guerre d'Irak et dénonçait à l'époque l'erreur stratégique d'ouvrir un second front – d'autant plus qu'il ne s'agissait pas d'une guerre nécessaire. Par ailleurs, il annonçait que la priorité serait donnée à la guerre en Afghanistan et, au terme d'une période prolongée de concertation, optait pour une nouvelle approche : selon les suggestions des généraux David Petraeus et Stanley McChrystal, il décidait d'adopter une stratégie contre-insurrectionnelle, et de renforcer la présence militaire sur le terrain avec 30 000 hommes supplémentaires. Afin de conforter son opinion publique, Barack Obama annonçait le retrait d'Irak – sous condition – à partir de 2011.

Mais rétablir une situation mal engagée depuis plus d'une demi-douzaine d'années, dont l'adversaire au cours des dernières années (2004-2008) avait largement tiré parti, n'est pas tâche facile. Quels sont les critères nécessaires (mais non suffisants) ? Il fallait d'abord du temps. Or, d'emblée, il a fallu s'engager sur trois années fermes. Il fallait aussi des troupes : 30 000 hommes étaient donc un strict minimum, non pour substantiellement améliorer le rapport de force mais pour que celui-ci ne se dégrade pas. Par-dessus tout, il fallait un gouvernement s'efforçant d'améliorer la situation économique d'une partie non négligeable de la population. Or celui qu'on avait placé au pouvoir se caractérisait par la

corruption d’une coterie qui cooptait les opposants éventuels en leur proposant des prébendes. Comment, dans ces conditions, regagner la confiance des populations rurales qui composent la majorité du pays ?

Par ailleurs, deux sérieux handicaps aggravaient la situation. La guerre était en grande partie menée par des troupes étrangères à l’égard desquelles s’était renforcé un rejet habilement exploité par les talibans. Combien de temps des armées étrangères peuvent-elles prétendre lutter pour la libération d’un peuple ? Surtout, les talibans trouvaient aide et refuge au Pakistan, un État qui recevait une aide financière américaine et épaulait les adversaires mêmes des Américains. Ce dilemme n’a jamais été ni résolu ni même abordé (sauf lors de l’opération clandestine menée en territoire pakistanais pour éliminer Oussama ben Laden).

Cette quadrature du cercle était à l’origine de la situation boiteuse des troupes américaines en Afghanistan. (Il est vrai que le statut nucléaire du Pakistan constituait un obstacle aux pressions éventuelles.)

On peut ajouter un dernier élément à ce tableau qui met en lumière l’échec américain en Afghanistan. L’armée afghane, qui recevait un entraînement et une formation classique (inadaptée à la chasse aux talibans) selon les estimations américaines, disposait de 30 000 soldats opérationnels sur un total de 134 000 (2008), soit 25 %. Les soldats étaient payés 165 dollars par mois, ce qui pouvait expliquer l’attractivité de la fonction militaire, mais ne contribuait pas au désir de combattre. La police constituait depuis des années une plaie par son comportement et sa corruption. Ses recrues étaient largement pires que celles de l’armée. Selon des sources américaines, 47 % de celles-ci ne terminaient pas la période de formation.

Ce qui est remarquable, dans la démocratie américaine, tient à sa capacité, en période de crise, à dresser un état des lieux rigoureux et à agir. Ce fut le cas, en 2006, pour l’Irak avec le rapport Baker-Hamilton, et pour l’Afghanistan, avec le rapport lucide du général McChrystal. Par

comparaison, en France, nous sommes très loin du compte : pour avoir dressé dans un quotidien un constat rigoureux de la situation afghane, le général Vincent Desportes, à l'époque directeur de l'École de guerre, était tancé par le chef d'état-major des armées et perdait son poste. Ce type d'attitude est une recette pour l'échec.

Dans son rapport (publié le 21 septembre 2009 par le *Washington Post*), le général McChrystal établissait en substance :

• Le fait de vouloir par-dessus tout protéger les troupes américaines par crainte de subir des pertes est partiellement la cause de dommages collatéraux et éloigne psychologiquement et physiquement les troupes de la population afghane.

• La faiblesse de l'État, la corruption, les erreurs de la coalition ont dissuadé les Afghans de soutenir un gouvernement qui a si peu fait pour la population. La crise de confiance à l'égard d'un État qui garantit mal la sécurité, la justice et les services élémentaires joints à une absence de perspectives économiques facilite la propagande des adversaires.

• On constate, dans de nombreuses régions, l'existence de hiérarchies parallèles (*shadow government*) constituées par les talibans qui, ainsi, contrôlent les populations. Les talibans ont l'initiative, cherchent à contrôler davantage la population et à briser la volonté de la coalition.

Voici les réponses qu'il proposait pour améliorer la situation :

• Reprendre l'initiative, occuper le terrain, protéger les populations, améliorer leurs conditions de vie.

• La coalition dispose d'un avantage dont les talibans sont dépourvus : des moyens financiers pour améliorer la situation dans les campagnes.

• Le succès dépend, à terme, d'une administration performante perçue comme étant au service de la population, et de forces de sécurité fiables.

Dans les faits, le premier volet de ce triptyque a été tenté, mais n'a pas modifié la situation par manque de suivi comme par manque d'hommes. Le

troisième volet était condamné d'emblée. L'administration était non réformable.

Dans ces conditions, la marge de manœuvre était limitée. *De facto*, la contre-insurrection était abandonnée seulement un an après avoir été tentée. On a repris la technique éprouvée de la « tache d'huile » baptisée *ink blok* pour nettoyer une aire, puis passer à une autre. La province méridionale d'Helmand était choisie pour être le théâtre de la nouvelle stratégie. Cette méthode de la « tache d'huile » consiste à s'étendre d'un centre pour repousser l'adversaire à la périphérie. Encore faut-il que l'adversaire ne se dérobe pas. Or les talibans n'ont pas cherché à conserver le terrain. Ils ont préféré se replier pour reprendre le combat ailleurs, notamment dans la province de Kandahar.

Pour occuper durablement le terrain et transformer les conditions de vie des populations, tout en poursuivant dans les provinces limitrophes la chasse aux talibans, il aurait fallu davantage d'effectifs. On pouvait remporter des succès tactiques. Mais reprendre l'ascendant administratif sur le terrain à l'échelle d'un pays, dont la moitié au moins était contrôlée par l'adversaire, n'était guère possible, à moins de disposer de temps, d'hommes, ce qui était hors de question.

Les divergences exprimées ouvertement par le général McChrystal en présence d'un journaliste, menaient à sa démission en 2010. En 2011, à mon sens (cet avis étant partagé par les hauts responsables américains sur le terrain de façon non officielle), la guerre était politiquement perdue. Par la suite, il n'a plus été possible, sans risque considérable, de se rendre hors de Kaboul. L'investissement du nord du pays, jusqu'au Badakhchan, était réalisé. Quant aux opérations des talibans, dès 2011, elles étaient menées par plusieurs centaines d'hommes.

Les objectifs américains pour 2014 étaient les suivants : rétablir la sécurité, améliorer l'administration du pays, créer des emplois, développer l'économie et lutter contre le trafic de la drogue. Aucun de ces objectifs n'a

été atteint. Entre-temps, Hamid Karzai, réélu en 2009 dans des conditions plus que douteuses, devait finalement s'effacer officiellement pour faire place à un dirigeant peu populaire, qui n'a rien pu modifier de fondamental. La situation militaire restait aussi médiocre.

Le Pakistan avait montré sa capacité de nuisance à l'automne 2010, en empêchant le passage sur son territoire des camions indispensables à la logistique de la coalition. Sans parler de la présence d'Oussama ben Laden, qui y était réfugié depuis une douzaine d'années…

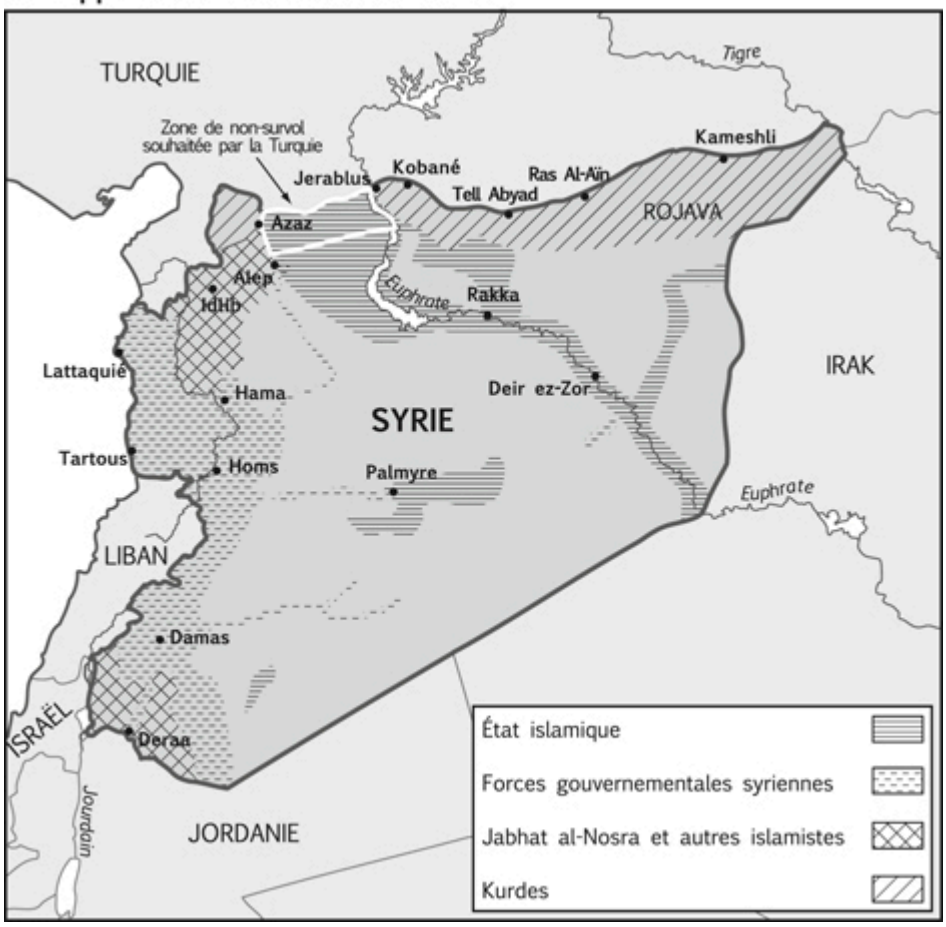
En 2015, la mort annoncée du mollah Omar (celui-ci était décédé depuis quelque deux années) provoquait des dissensions mineures et non une crise grave. Le pouvoir était assumé par le mollah Akhtar Mansour. En novembre de la même année, un groupe de talibans dissidents prenait pour dirigeant le mollah Mohammed Rassoul. Un mois plus tôt, les talibans étaient parvenus à s'emparer brièvement de la ville de Kunduz, dans le nord du pays, démontrant leur capacité de nuisance, jusque dans les fiefs urbains de l'État. Grâce à l'intervention américaine, Kunduz fut reprise mais rappelait que le départ des troupes américaines pour la fin 2016, malgré les promesses de Barack Obama, était exclu. Les généraux réclamaient la présence de 10 000 hommes après cette date, le Président leur en accordait un peu plus de 5 500.

La guerre d'Afghanistan est militairement une non-victoire et un échec politique qui pourrait aisément se transformer en défaite militaire si les troupes américaines se retiraient. Dégât collatéral de la guerre d'Irak, l'Afghanistan paraissait un problème résolu en 2002[1]. Près de quinze ans plus tard, c'est à nouveau, après celle d'Irak, un fiasco. Si elle a été coûteuse financièrement, elle ne l'a pas été en matière d'effectifs, ni pour les Américains ni pour les alliés de la coalition. Cependant, comme en Irak, sur les pressions des opinions publiques, il y a eu des retraits de contingents (Espagne, etc.) montrant l'excessive frilosité d'opinions publiques

travaillées par l’angoisse permanente diffusée par les médias, particulièrement télévisuels.

La dernière année de présence américaine sera à coup sûr marquée par une croissance spectaculaire des attentats urbains. Ce que les Américains ont baptisé du nom d’Afpak aura été, de 2001 à 2016, un délicat jeu de dupes où le Pakistan aura joué un double jeu grâce à sa détention du feu nucléaire pour obtenir de Washington une aide économique substantielle. Le Pakistan est un État en sérieuse difficulté et qui a depuis longtemps perdu la compétition avec l’Inde. Alors que son armée lutte contre ses propres talibans, il n’a cessé, par l’intermédiaire de ses services spéciaux (ISI), de soutenir – et de contrôler – les talibans afghans qui combattent les Américains et leurs alliés. À cette contradiction constitutive, on peut en ajouter une seconde : comment, avec des troupes étrangères ne connaissant rien au contexte culturel, gagner une guerre destinée à conforter un pouvoir impopulaire et corrompu ?

Le rapport des forces sur le terrain



CHAPITRE 9

L’imbroglio syrien

La vague contestatrice née d’un événement fortuit en Tunisie (2010), après avoir contribué à la chute du régime, provoquait bientôt celle de Hosni Moubarak en Égypte, puis celle du régime yéménite. Les Occidentaux, en se débarrassant de Mouammar Kadhafi, suscitaient un chaos local et régional de longue durée. Enfin, de façon plus discrète, à Bahreïn où une majorité chiite protestait contre la dictature d’une minorité sunnite, l’Arabie Saoudite expédiait des troupes pour conforter l’ordre établi.

Cette vague touchait la Syrie fin 2011, avec des manifestations pacifiques à Deraa, à la frontière jordanienne. Le régime de la minorité alaouite (13 %) optait pour l’épreuve de force avec les sunnites arabes représentant deux tiers de la population totale. Le régime, au pouvoir depuis deux générations (il avait réprimé à Hama en 1982 une contestation islamiste), s’appuyait sur les chrétiens (10 %) d’obédiences diverses, et sur une large partie de la bourgeoisie sunnite qui tirait profit de la stabilité du régime.

Par ailleurs, le pays comptait 3 % de Druzes qui ne suscitaient aucune sympathie chez les sunnites et, le long de la frontière turque, 10 % de

Kurdes, qui, sous Hafez el-Assad, le père de Bachar, avaient été en partie déportés pour faire place à des Arabes. Plusieurs centaines de milliers de Kurdes n'avaient aucun papier officiel. Les Kurdes, traditionnellement, occupent la plaine de la Djézireh (ils sont nombreux à Alep). Bien que musulmans et sunnites, ils ont subi des décennies de répression en Turquie, en Syrie et en Irak (et dans une moindre mesure en Iran), et n'ont jamais été défendus comme musulmans mais toujours ostracisés comme Kurdes.

Les débuts de la guerre civile

Dès la fin de l'année 2012, la guerre civile est largement entamée. C'est l'époque où certains observateurs estiment qu'une intervention visant à écarter Bachar el-Assad et son régime du pouvoir aurait pu faire place à une option « démocratique ». Toutefois, il est possible que cette option n'ait jamais existé, même si, à l'époque, les islamistes radicaux et autres djihadistes étaient manifestement moins puissants.

Géographiquement, le pays n'est pas, comme l'Irak, doté de pétrole en grande quantité et ne représente pas non plus, économiquement, un potentiel comparable à celui de l'Irak. Pour mémoire, il faut rappeler que c'est la France qui, durant le mandat exercé sur la Syrie, créait l'« État des Alaouites ». Plus des deux tiers du pays est semi-désertique à l'est de la bande côtière qui représente la Syrie « utile », ou mieux, près de la moitié de la partie occidentale du croissant fertile.

Dans l'est de la Syrie, tenue par l'État islamique (EI), seules les rives de l'Euphrate sont peuplées, modestement, avec Rakka et Deir ez-Zor. Palmyre est isolée au centre désertique du pays. L'occupation humaine dans cette partie de la Syrie est extrêmement réduite. La population est concentrée non loin de la mer, le long de l'axe Alep-Homs-Damas jusqu'à

Deraa. Cet axe constitue la colonne vertébrale du pays où se joue la partie essentielle.

Le long de la frontière turque, les Kurdes avec leurs trois centres, Kameshli, Kobané, Afrin, se sont solidement organisés depuis bientôt trois années. Construit selon un modèle inspiré du PKK de Turquie, le PYD (Parti de l'union démocratique) domine le Rojava (pays kurde de Syrie). Ce mouvement a réussi à créer une organisation centralisée unissant sous son égide divers groupes religieux ou ethniques dans le cadre d'un « Front démocratique syrien », sur le modèle naguère utilisé par les mouvements « marxistes-léninistes ».

Une Armée syrienne libre (ASL) était créée dès le début de l'insurrection, ainsi qu'un Conseil national syrien dont la moitié des membres se trouvaient à l'extérieur de la Syrie (2011). Ces organisations, soutenues par les États-Unis, se révélèrent décevantes. Entre un régime qui sait qu'il lutte pour sa survie et des islamistes animés du désir de vaincre, ces organisations aux motivations tièdes, tenues à bout de bras, manquent de combativité. Au fil des années, les forces entraînées par les Américains pour lutter contre le régime se sont évaporées (en octobre 2015, les États-Unis, après avoir dépensé des sommes substantielles, mettaient fin à ce type de programme).

La polarisation politique à laquelle Bachar el-Assad a largement contribué n'était pas exclusivement de son ressort. En fait, très tôt, il n'y a plus sur le terrain, dès septembre 2012, que le régime de Bachar el-Assad et la prolifération des mouvements djihadistes : le Front syrien de libération regroupait 17 organisations islamistes aidées par la Turquie et le Qatar tel le Liwa al-Tawhid (proche des Frères musulmans), le Katiba al-Farouk, le Suqour al-Sham, etc. Dès le printemps 2012, Jabhat al-Nosra, l'émanation d'Al-Qaida, est actif, bientôt suivi par Ahrar al-Sham.

Un attentat particulièrement efficace, en juillet 2012, contre le quartier général de la Défense à Damas a pu faire croire que l'insurrection avait les

moyens de renverser le régime. En effet, cette attaque tuait le ministre de la Défense, le vice-ministre et le conseiller le plus important de Bachar el-Assad, le général Turkmani, dans la citadelle du régime. Et, de fait, on s'installe dans une guerre d'usure. Quelles étaient les forces en présence ?

Le régime alignait plus de 200 000 hommes dont 75 000 environ paraissaient sûrs, avec en tête la IV^{e} division blindée composée de troupes d'élite, cinq divisions bien entraînées et deux divisions des forces spéciales. En face, les insurgés en 2013 sont crédités de 40 000 à 50 000 hommes (dont des Tunisiens, des Libyens, des Saoudiens, des Irakiens, des Afghans, des Tchétchènes, etc.).

Le régime syrien peut compter sur divers alliés régionaux dont le Hezbollah libanais, avec quelque 5 000 à 8 000 hommes, qui engage et gagne la bataille de Qousseir (15 mai-5 juin 2013). Il faut ajouter un certain nombre de pasdarans iraniens (Al-Qods), y compris des conseillers et des formateurs chargés d'entraîner une cinquantaine de milliers de miliciens (Jaish al-Chaabi), le régime de Bagdad et enfin l'Iran. En mars 2013, intervient la crise provoquée par l'usage d'agents chimiques, qui devait constituer la « ligne rouge » fixée par Washington. On compte plusieurs centaines de morts et les deux parties s'accusent mutuellement. Outre la responsabilité du régime, on évoque l'octroi d'agents chimiques à des islamistes par la Turquie afin de hâter la chute de Bachar el-Assad en provoquant l'intervention américaine. Celle-ci n'a pas lieu et, habilement, Vladimir Poutine suggère au régime de Damas de démanteler l'ensemble de son arsenal chimique.

En 2013, les mouvements islamistes, mieux aidés, disposent de davantage d'armes et sont estimés à quelque 50 000 hommes. Il est possible qu'ils soient, à cette date, plus nombreux, mais comment évaluer les combattants aguerris par rapport à ceux qui viennent de s'engager afin de participer au djihad ?

En ce début d'année 2013, Jabhat al-Nosra et Ahrar al-Sham s'implantent près d'Idlib qu'ils parviendront l'année suivante à investir. Ces mouvements prennent aussi le contrôle de Rakka qu'ils devront ultérieurement céder à l'État islamique. En avril 2013, la frontière jordanienne passait sous contrôle rebelle.

Cette année-là, les États-Unis s'efforcent, en vain, de créer un « Front révolutionnaire syrien ». De toute évidence, la polarisation s'effectue aux extrêmes.

L'intervention de l'État islamique

Venu d'Irak en 2012, l'État islamique d'Irak va bénéficier de nombreux avantages en Syrie : proximité de la frontière turque, qui laisse passer les volontaires pour le djihad, contacts avec les services turcs (MIT) désireux d'affaiblir le PYD des Kurdes de Syrie. On le verra tout particulièrement lors du long siège de Kobané où quelques milliers de combattants et de combattantes Kurdes de Syrie tiennent tête durant des mois aux troupes mieux armées et plus nombreuses de l'État islamique d'Irak et du Levant, désormais soutenues par Ankara.

En juin 2013, l'État islamique est en rupture de ban avec le Jabhat al-Nosra. Ayman al-Zawahiri, le dirigeant d'Al-Qaida centrale, déclare que Jabhat al-Nosra est seul légitime en Syrie. En janvier 2014, un bref conflit armé oppose l'EI à d'autres mouvements islamistes. Rakka devient l'épicentre du pouvoir de l'EI en Syrie. En septembre, l'EI et Jabhat al-Nosra s'affrontent. Les Américains se décident à soutenir les défenseurs de Kobané en bombardant les forces de l'EI, au grand dam de la Turquie.

Si le régime de Bachar el-Assad paraît garder l'initiative jusqu'à fin 2013, à partir de 2014, l'armée syrienne semble s'essouffler. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (observatoire contrôlé par

l’opposition), de mars 2011 à juin 2014, soit en trois ans, le nombre de morts provoqués par le conflit aurait été de 160 000, dont 40 000 « rebelles », 50 000 militaires syriens et 50 000 civils.

Au nord, l’influence de la Turquie est considérable. La situation est suivie de près dans la mesure où Recep Tayyip Erdogan est doublement concerné. Il a, au 1er novembre, réussi un meilleur score national (plus de 49 %) que celui de l’été (41,9 %) en jouant sur l’ultranationalisme d’une partie de l’électorat turc et en s’adjugeant un maximum de présence télévisuelle tout en frappant ses adversaires kurdes. Le PKK, mouvement combattant, et le HDP de Selahattin Demirtas, mouvement parlementaire démocratique. Il désire affaiblir les Kurdes de Syrie afin que ceux-ci ne parviennent pas à créer une région autonome d’un tenant entre Kobané et Afrin. C’est en effet là que la Turquie a le projet d’établir une zone de non-survol. Pour l’obtenir, Ankara permet aux États-Unis d’user à nouveau de la base de l’OTAN d’Incirlik et s’engage, en principe, à frapper l’État islamique. La Russie, par la suite, s’oppose dans les faits à ce projet. La Turquie réplique en abattant un avion russe.

Par ailleurs, en accord avec l’Arabie Saoudite (qui récusait jusqu’alors toute aide à des mouvements ayant des sympathies pour les Frères musulmans) et le Qatar, la Turquie aide activement l’ensemble des mouvements islamistes qui se sont fédérés au sein du Jaish al-Fattah (mars 2015) comprenant au premier chef Jabhat al-Nosra et Ahrar al-Sham.

En juin 2014, l’État islamique fait une percée spectaculaire en direction de l’Irak, tenu par l’armée de Bagdad. Déjà, quelque temps auparavant, il s’était emparé en Irak de Falloujah, un bastion sunnite. Quelque 2 000 ou 3 000 hommes de l’EI se dirigent vers Mossoul, seconde ville d’Irak, pour y livrer bataille aux forces armées de Nouri al-Maliki, beaucoup plus nombreuses. Ce dernier s’est totalement aliéné les sunnites par une politique d’exclusion, ce qui était une erreur, mais il en commet une plus grave encore : ses forces armées, minées par la corruption, incapables de

combattre, se débandent en abandonnant un important matériel. Dans leur empressement, elles laissent de surcroît à l'EI les capitaux de la Banque d'État.

Le dirigeant de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, ne va pas tarder à tirer parti de ce succès facile pour se proclamer calife. Semant la terreur, l'EI pénètre dans le Sinjar où les troupes du PDK de Massoud Barzani, mal entraînées, mal armées et surprises se replient à la hâte en abandonnant les Yézidis du Sinjar à leur sort. Après s'être livrés à des massacres et à des enlèvements de femmes et d'enfants, qu'ils vendront par la suite comme esclaves, les colonnes de l'EI pénètrent en territoire proprement kurde au début d'août, menaçant Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak et siège du PDK de Massoud Barzani.

L'intervention rapide de l'aviation américaine va stopper net l'offensive victorieuse de l'EI. Entre-temps, le succès de la chute de Mossoul, l'impact de la politique de terreur dans le Sinjar, l'avancée des éléments de l'EI en territoire kurde, créent un formidable appel d'air. Les candidats au djihad s'élancent en nombre, à partir du Maghreb, d'Europe occidentale, du Moyen-Orient comme du Nord Caucase, pour rejoindre un mouvement qui a su s'imposer spectaculairement et donner le sentiment que la victoire était au bout du fusil.

Maniant avec maîtrise les réseaux sociaux et s'y imposant, ainsi que dans les médias, tantôt par une politique de terreur, tantôt par une théâtralisation de l'horreur, l'EI fascine les télévisions occidentales qui relaient à loisir la propagande de ce mouvement. Cela contribue à l'aura de l'organisation et à la déstabilisation des esprits en Occident. L'audimat aidant, ce jeu qui ne profite qu'à l'EI est sa réussite la plus effective. En effet, si les avancées sur le plan strictement militaire sont modestes (en un an, Ramadi en Irak et Palmyre en Syrie), l'impact idéologique et psychologique de l'EI est considérable.

De façon moins spectaculaire, mais militairement plus effective, les forces kurdes de Syrie parviennent en 2015 à s'emparer de la position stratégique de Tell Abyad, mènent une offensive vers Hassaké, et font la jonction entre les deux cantons de Kameshli et de Kobané. Rakka pourrait être l'un des prochains objectifs. Surtout, le PYD vise à opérer une jonction avec le canton d'Afrin. En cas de succès, les Kurdes de Syrie auraient une région autonome d'un seul tenant, ruinant le projet turc d'une zone de non-survol. L'essoufflement des forces armées du régime de Bachar el-Assad conduit la Russie à intervenir de façon directe.

Cette intervention permet de n'en pas rester à l'échec ukrainien. Car, quoi qu'on en pense, la récupération de la Crimée qui est russe, et l'appui aux mouvements insurrectionnels de l'Est ukrainien, n'effacent pas la perte de l'Ukraine peuplée de 45 millions de Slaves russophones qui ne feront pas partie de l'Union économique euroasiatique. Certes, Vladimir Poutine a-t-il pu arrêter l'inclusion de l'Ukraine dans l'OTAN.

Richard K. Betts, l'un des politologues les plus en vue de Washington, écrivait dans *Foreign Affairs* (novembre-décembre 2014) : « À ses débuts, les tensions en Ukraine furent moins causées par la posture agressive du président russe Vladimir Poutine que par les provocations occidentales irréfléchies ainsi que l'extension sans frein de l'OTAN, le refus humiliant de considérer la Russie comme une grande puissance et les efforts de l'Union européenne pour convaincre Kiev de couper ses liens avec Moscou. »

Par ailleurs, la Syrie est le seul allié de la Russie aujourd'hui au Moyen-Orient et c'est l'occasion pour cette dernière de jouer un rôle important dans une situation où les États-Unis et leurs alliés sont contraints, par leurs alliances avec la Turquie et l'Arabie Saoudite, à adopter une certaine réserve. Pour les États-Unis, stopper l'EI dans sa marche sur Palmyre aurait paru un acte de défense de l'armée du régime. À cet égard, la Russie dispose d'une liberté d'action beaucoup plus importante et n'hésite pas,

outre l’EI, à frapper Jabhat al-Nosra et Ahrar al-Sham. On voit mal pourquoi ces mouvements hier hautement subversifs, dont l’un est membre d’Al-Qaida, sont devenus respectables depuis que l’EI les a supplantés.

La Russie dispose d’un accès à la Méditerranée avec le port de Tartous et aura une base militaire à Lattaquié – les deux étant en territoire alaouite. Par ailleurs, la Russie n’a aucun intérêt au retour de djihadistes caucasiens, hier nationalistes, comme les Tchétchènes qui désormais combattent sous la bannière de l’islamisme le plus radical.

Vladimir Poutine, que l’on a diabolisé à propos de l’Ukraine (les États-Unis repoussant l’ex-URSS de façon concertée aux frontières de la Russie), fait un retour international au Proche-Orient. S’il n’est pas considéré comme un partenaire, il est du moins un joueur utile dans la mesure où il combat ouvertement des organisations islamistes que les Occidentaux n’ont nulle envie de voir au pouvoir à Damas. L’intervention russe sans être décisive pèse lourdement dans le rapport de force complexe qui s’exerce en Syrie et dont les conséquences sont largement régionales.

Dans ce cadre, le rôle de l’armée syrienne, qu’on le veuille ou non, outre les Kurdes de Syrie tout particulièrement, est actuellement indispensable.

À la faveur de la guerre civile syrienne, l’État islamique a réussi à gagner en épaisseur politique et à s’imposer comme le mouvement islamiste le plus dynamique provoquant par là l’afflux de plusieurs milliers de volontaires.

Il est facile de se débarrasser de la caricature du califat et de considérer l’État islamique comme un mouvement terroriste (désignation étatique permettant de ne pas comprendre la stratégie de l’adversaire).

L’État islamique use certes d’actions à caractère terroriste, mais également de techniques de guérilla et, comme à Mossoul ou Palmyre, il recherche la bataille dans le cadre d’une guerre classique aux moyens limités mais redoutables compte tenu de ses volontaires de la mort. En Irak,

ce mouvement s’occupe activement de l’encadrement des populations en matière de soins, d’électricité, d’écoles, d’organisation comme de contrôle social, sans compter la propagande auprès des jeunes générations, plus malléables que les adultes. En revanche, en Syrie, l’État islamique occupe pour l’essentiel un espace faiblement peuplé. Son noyau est irakien et plus des deux tiers de ses combattants ne sont pas Syriens. Beaucoup ne parlent pas même l’arabe en usage en Syrie. En réalité, si la Syrie constitue le champ de bataille de l’État islamique, c’est l’Irak, en région sunnite, qui représente son épine dorsale et sa base de masses. La population lui est favorable, après les années de brimades et de discriminations du régime chiite de Nouri al-Maliki. Reste à savoir le degré de cette adhésion, mais on aurait tort de la sous-estimer. (Pour autant plusieurs centaines de membres de la tribu des Abu Nimr ont été exécutés pour avoir refusé de faire allégeance.) Enfin, l’État islamique joue le rôle d’un mouvement révolutionnaire en attirant de nombreux jeunes à travers le monde musulman, comme en Europe occidentale, en faveur du djihad.

Que cela nous plaise ou non, ce mouvement ne peut être défini commodément comme nihiliste. Quelle que soit l’utopie de son projet de retour à la pureté réelle ou supposée de l’islam des premiers siècles, son appel est mobilisateur. N’était-ce pas le cas hier encore du « marxisme-léninisme » au nom duquel tant de militants ont combattu et donné leur vie ?

Nous avons affaire à un mouvement révolutionnaire condamné à perdre, ses objectifs étant totalement illusoires – contrairement à ceux des Chinois ou des Indiens – mais dont la *capacité de perturbation* est importante, durable et nous concerne. Il va de soi, dans ce contexte, que tout succès militaire sur le terrain constitue une dangereuse propagande par l’action. C’est pourquoi, quelle que soit l’ambiguïté de nos alliances officielles, il faut agir de telle sorte que les mouvements islamistes ne remportent pas de victoires militaires, ni en Syrie ni ailleurs.

Le régime de Bachar el-Assad, pour lequel nous n’avons nulle sympathie, ne conspire pas à notre perte, contrairement aux islamistes. En politique, il importe de savoir qui est, conjoncturellement, l’adversaire principal. Par ailleurs, il se trouve que les buts poursuivis par nos deux alliés régionaux majeurs parmi les États musulmans, la Turquie et l’Arabie Saoudite, sont opposés aux nôtres. Et il faut ajouter : pas seulement en Syrie, mais régionalement et même à l’échelle du monde musulman, diasporas comprises. Enfin, nous ne sommes pas directement concernés par l’antagonisme entre sunnites et chiites. C’est deux courants rivaux hier, comme demain, sont condamnés à coexister et il est préférable qu’aucun d’entre eux ne l’emporte de façon décisive.

En guise de conclusion

On a, au fil de cet ouvrage, mieux compris pourquoi on gagnait jadis, du côté européen, les guerres coloniales, et pourquoi, depuis celle du Vietnam, les États-Unis comme les Européens ne savent plus les gagner.

L'esprit du temps s'est modifié depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Les adversaires ont appris à nous connaître et savent manipuler nos opinions publiques de plus en plus frileuses et vieillissantes dans un contexte démographique qui nous est défavorable.

Ajoutons, depuis le Vietnam, le handicap américain de cette « virginité historique perpétuellement renouvelée » (Stanley Hoffmann), qui empêche d'engranger les leçons tirées de l'expérience. Ce qui se traduit par une stupéfiante méconnaissance chez les décideurs du terrain culturel concerné et parmi les militaires, trop souvent, une excessive confiance dans la capacité de la technologie à résoudre des problèmes qui ne sont pas technologiques. À cela s'ajoutent des soldats qui restent trop peu de temps sur le terrain, sans chercher à le connaître, pratiquant une guerre inadaptée et qui sont psychologiquement, sinon physiquement, en transit.

Enfin, comment prétendre lutter pour un peuple dont on ne connaît ni la langue, ni l'histoire, ni la culture, quand, de surcroît, on soutient un régime

notoirement corrompu et qu'on a soi-même mis en place ? Ce fut d'ailleurs déjà le cas au Vietnam.

Les armées que nous formons à notre image et du moins sur notre modèle sont inadaptées aux tâches qui leur incombent : absence de motivation et d'esprit de corps, lourdeur, mauvaise maintenance du matériel et logistique déficiente. Enfin, aucun désir de vaincre. Cela était le cas au Sud-Vietnam jadis comme naguère en Irak et demain en Afghanistan. Quant à nos troupes, en général, elles n'ont ni la frugalité, ni la rusticité, ni la *solidité psychologique* des troupes coloniales françaises de la guerre d'Indochine ou des Britanniques à l'époque de la contre-insurrection en Malaisie. C'est le prix de la paix et de la prospérité.

Le problème, aujourd'hui, réside dans la volonté politique des décideurs qui doivent tenir compte de leurs opinions publiques fragilisées par des médias qui vendent quotidiennement de l'angoisse.

Certes, les États-Unis ont été échaudés, en Irak comme en Afghanistan, par une quinzaine d'années d'échecs politiques. On comprend les réticences des opinions publiques, la prudence de l'administration, mais celle-ci sait qu'elle est loin de faire en Syrie comme en Irak ce qui fut fait, il n'y a pas si longtemps, au Kosovo. Les bombardements y étaient autrement massifs.

Les États-Unis sont bridés par leurs alliances avec des partenaires comme l'Arabie Saoudite et la Turquie qui poursuivent d'autres objectifs que Washington. À cet égard, l'intervention de la Russie permet de contrer, outre l'État islamique, d'autres mouvements islamistes, ce qui n'est nullement contraire aux intérêts de Washington et des Occidentaux. Bien sûr, la Russie ne va pas provoquer de changements fondamentaux. Cette guerre d'usure, malgré des pourparlers visant au compromis, va durer, les mouvements islamistes ne manquant pas de combattants et leurs commanditaires ayant l'espoir que ces derniers puissent à la longue l'emporter.

Pour l’Arabie Saoudite, qui s’oppose par ailleurs aux Frères musulmans, cette guerre régionale, dont la Syrie est l’épicentre, vise en fait l’Iran et ce que Riyad estime être l’Arc chiite. Mais l’Iran est un vieil État particulièrement coriace. La levée de l’embargo (janvier 2016) est un succès pour lui qui, par ailleurs, contrairement à d’autres États, ne tire pas l’essentiel de ses revenus du pétrole.

La Turquie ne vise rien de moins que d’être l’État musulman hégémonique au Moyen-Orient (l’adversaire historique restant à cet égard l’Iran). Une Syrie sunnite et islamiste, plus ou moins sous l’influence d’Ankara, est l’un de ses objectifs. L’autre est d’écraser à la fois le PKK et toute expression kurde armée, ce qui vise aussi les Kurdes de Syrie, ainsi que les contestations politiques kurdes par des moyens pacifiques. On reste à cet égard dans le droit fil du kémalisme selon lequel la Turquie est le pays des Turcs, de turquifiés ou de sujets soumis. Fin décembre 2015, afin de faire oublier son échec militaire au Yémen, l’Arabie Saoudite formait une coalition sunnite avec 34 autres pays musulmans afro-asiatiques officiellement destinée à lutter contre le terrorisme. Le flou de cette dénomination permet toute interprétation. S’agit-il de lutter contre l’État islamique ou finalement d’opposer à l’Iran un front commun ? De toute façon, il n’y a parmi ces États qu’une poignée d’États capables d’agir efficacement sur la durée, dont le Pakistan, dont on connaît la duplicité.

Quelles sont les perspectives à court terme de ce conflit ?

En ce qui concerne nos alliés sur le terrain, les Kurdes d’Irak, mieux armés et entraînés qu’en été 2014, tiennent, grâce à la couverture aérienne

américaine, et plus modestement française, un front de plus de 1 000 kilomètres.

Depuis l'année dernière, ils ont regagné quelque 20 000 kilomètres carrés et opéré une solide avancée au Sinjar (avec l'appui des Kurdes de Syrie et du PKK). Il est douteux qu'ils aillent plus loin, en pays non kurde, d'autant plus qu'une offensive contre Mossoul, par exemple, serait coûteuse. On manque déjà de peshmergas jeunes, la relève, apparemment, n'est pas assurée et le Nord (PDK) et le Sud (UPK et Gorran) en matière de forces armées comme sur le plan politique restent toujours aussi divisés. L'absence de tradition étatique se paie. Le nord du Kurdistan d'Irak est dépendant de la Turquie, le sud, de l'Iran. Les Kurdes de Syrie, remarquablement organisés et motivés, ont été, au cours de l'année écoulée, les éléments les plus offensifs contre l'État islamique. Ils cherchent à opérer la jonction entre Kobané et Afrin afin de disposer d'un territoire d'un seul tenant. Cela, contre la volonté de la Turquie qui tient à établir, précisément à cet endroit, une zone de non-survol aérien dont elle aurait le contrôle *de facto*. Aidés par les Américains, ils sont aussi soutenus par les Russes, et la prolongation du conflit est la meilleure chance de conforter leur position, voire leur survie. Celle-ci, en somme, dépend en partie de la durée de la guerre. Quelle pourrait être leur situation dans un futur règlement entre l'hostilité militante de la Turquie et celle de la majorité des Arabes de Syrie ?

Faut-il ajouter qu'en Irak il est exclu, même si l'on évoque le cas ambigu de Tikrit (une grande partie de la population sunnite a préféré fuir), de lutter contre l'État islamique avec des chiites ou des Kurdes en région sunnite. Idéalement, il faudrait susciter une résistance sunnite opposée à l'État islamique.

En son temps (2006), le général Petraeus avait réussi dans la province d'Anbar, en payant, organisant et en armant des éléments tribaux, à les faire lutter avec succès contre Al-Qaida. Mais ces derniers furent marginalisés

par Nouri al-Maliki qui ne voulut en aucun cas les incorporer dans les forces armées irakiennes.

En Syrie, les Américains, depuis 2011, ont recruté à plusieurs reprises des sunnites afin qu'ils combattent l'État islamique. En vain, malgré des années d'efforts. En octobre 2015, les Américains abandonnaient ce projet dont les résultats n'avaient cessé d'être décevants. Il a fallu se rendre compte que *le sunnite « modéré » ne veut pas mourir*. Le risque est pris par les islamistes comme par les Kurdes de Syrie au nom d'idéologies différentes mais mobilisatrices.

On peut affaiblir l'État islamique en lui infligeant des échecs militaires sur le territoire syrien qu'il contrôle et qui représente, contrairement aux apparences, son point faible.

Une partie importante de l'aura de ce mouvement a été suscitée par l'effondrement à Mossoul des forces chiites de Nouri al-Maliki, suivi par les offensives victorieuses contre le Sinjar et le Kurdistan d'Irak à la veille de l'intervention aérienne américaine. En Irak, la territorialisation, en zone densément sunnite, permet à l'État islamique de contrôler administrativement la population, de pourvoir à ses besoins minimaux et d'encadrer les jeunes. Notons qu'en Syrie, comme en Irak, l'EI a essuyé une série de reculs en 2015. Idéalement, sur le plan militaire, il aurait été efficace pour les Alliés de procéder à des raids de forces spéciales en coup de poing pour casser l'adversaire chaque fois que les conditions sont propices[1]. *A posteriori*, les occasions n'ont pas manqué : Mossoul, Sinjar, percée au Kurdistan d'Irak (2014), offensive vers Palmyre (2015), mais cette option a été écartée.

Par ailleurs, il faut contribuer à réduire les ressources économiques de l'EI notamment en matière pétrolière, que la Turquie lui achète à des conditions avantageuses. Ces puits et leur logistique d'acheminement doivent être détruits.

Peut-être faudra-t-il attendre la fin du mandat de Barack Obama pour que soit adoptée au début de 2017 une politique plus offensive, éventuellement menée par une présidente démocrate ? Encore que l'attentat islamiste de San Bernardino (décembre 2015) rappelle aux Américains que ce conflit les concerne.

Enfin, il faut lutter contre l'État islamique et les islamistes – et ce n'est pas simple –, sur le double registre de l'information et de la propagande idéologique à l'échelle internationale. À cet égard, l'État islamique est très performant. Son influence en Afrique comme en Asie est importante, particulièrement en Libye. La guerre révolutionnaire, menée dans les territoires qu'il contrôle pour mobiliser les jeunes et assurer aux plus âgés des services de toutes sortes, est menée aussi à l'extérieur vers des secteurs qu'il ne contrôle pas, mais séduit. Sur ce plan, ce que nous avons à offrir comme parade n'est ni attrayant ni opérationnel. Les idéologies meurent moins vite que les hommes.

En marge d'attentats qui ont eu lieu sur quatre continents (France, États-Unis, Yémen, Arabie Saoudite, Libye, Sinaï, Tunisie, Turquie, Indonésie, etc.) au cours des années 2015-2016, d'autres techniques ont été utilisées. Ainsi d'agressions sexuelles en masse (plus de 500 plaintes à Cologne en 2016) : il s'agit de provoquer des réactions de rejet brutal de la part des Européens afin de parvenir à la rupture entre communautés et donner le sentiment qu'il n'y a pas de cohabitation possible. L'EI, à cet égard, dispose potentiellement en Europe d'une armée de réserve au sein d'une partie de la jeunesse.

Le centre de gravité de la guerre civile s'est focalisé sur le nord-est du territoire, le long du couloir Alep-Menag-Azaz, qui débouche sur la Turquie. Les frappes aériennes russes qui se sont intensifiées ont desserré l'étau autour des forces gouvernementales qui sont passées à l'offensive.

La Turquie, qui chez elle s'efforce d'écraser les combattants kurdes du PKK, s'inquiète des avancées des forces kurdes de Syrie (YPG), branche

armée du Parti d’union démocratique (PIS). Cette percée vers Azaz pourrait permettre de constituer un territoire kurde d’un seul tenant, bouclant la frontière turque. Cela ruinerait le projet turc d’une zone de non-survol et gênerait grandement la logistique des islamistes. Ankara pilonne les forces kurdes de Syrie et menace de recourir à d’autres mesures malgré les exhortations de Washington et de Paris.

Tirant profit de la relative paralysie des derniers mois du second mandat de Barack Obama, préoccupé par les problèmes intérieurs, Vladimir Poutine cherche, avec succès, à modifier le rapport de forces sur le terrain. Il conforte le régime syrien tout en soutenant activement les Kurdes de Syrie. Ces derniers sont également soutenus par les Américains dans la mesure où ils représentent une force combattante efficace contre l’État islamique. Mais en accentuant leur avancée vers la frontière turque, les Kurdes de Syrie ajoutent à l’embarras des États-Unis à l’égard de l’allié ambigu qu’est devenue la Turquie de Recep Tayyip Erdogan.

Le spectre d’un conflit russo-turc est largement exagéré mais la tension est réelle. La Turquie réclame une intervention internationale « contre les terrorismes » à laquelle seule l’Arabie Saoudite paraît favorable. Mais, comme on l’a constaté au Yémen récemment, les capacités de celle-ci sont limitées.

L’issue du conflit paraît toujours aussi incertaine que lointaine. Dans les circonstances actuelles, la chute du régime de Bachar el-Assad conduirait à un chaos semblable à celui de la Libye. Et quels que soient les sentiments que l’on puisse éprouver à l’égard de cette dictature, le fait est que celle-ci, actuellement, contrôle au moins les deux tiers de la population syrienne.

Rien n’est encore joué.

En ce qui nous concerne, il a fallu le coup de semonce du mois de novembre à Paris pour qu’enfin les pouvoirs publics se décident à prendre des mesures dont certaines sont inadéquates, discutables sinon malvenues. Alors qu’elle était depuis longtemps minée, les divers gouvernements des

dernières décennies ont voulu sauvegarder l'apparence d'une harmonie sociale dont on constate les failles et les limites.

Nous ne sommes pas « en guerre », terminologie qui rappelle l'inflation verbale du président G. W. Bush au lendemain du 11 septembre 2001. Cette annonce, en revanche, a dû ravir l'État islamique en lui conférant une épaisseur qu'il est loin d'avoir. Mais le terreau de l'islamisme militant qui débouche éventuellement sur le djihadisme a été depuis longtemps déjà libéralement diffusé en France à l'abri des traditions démocratiques de la République.

Par ailleurs nous n'avons, ni à droite ni à gauche, procédé aux réformes économiques indispensables et impopulaires, toujours évoquées et différées par souci d'être réélu. Il va falloir, le dos au mur, y procéder au moment même où les tensions intérieures vont être de plus en plus vives.

Février 2016

Quelques ouvrages de référence

ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 2004.

ASPREY R. B., *War in the Shadows : The Classic History of Guerrilla Warfare from Ancient Persia to the Present*, Little, Brown, 1994.

BEAUFRE A., *Introduction à la stratégie*, Fayard, « Pluriel », 2012.

BECKETT I. F. W., *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies : Guerrillas and their Opponents since 1750*, Routledge, 2001.

BOUTHOUL G., *Traité de polémologie. Sociologie des guerres*, Payot, 1991.

BRODIE B., *The Absolute Weapon : Atomic Power and World Order*, Harcourt, 1946.

CHALIAND G., *Les Guerres irrégulières. XX^e^-XXI^e^ siècle*, Gallimard, « Folio actuel », 2008.

CLAUSEWITZ C. von, *De la guerre*, Perrin, « Tempus », 2006.

CORBETT J. S., *Some Principles of Maritime Strategy*, Naval and Military Press, 1888.

COUTAU-BÉGARIE H., *Traité de stratégie* (6^e^ édition), Economica, 2008.

DESPORTES V. et Phelizon J.-F., *Introduction à la stratégie*, Economica, 2007.

DUPUY T. N., *The Evolution of Weapons and Warfare*, Da Capo Press, 1990.

ELLIS J., *A Short History of Guerrilla Warfare*, St. Martin's Press, 1976.

FULLER J. F. C., *Les Batailles décisives du monde occidental*, Berger-Levrault, 1981.

FULLER J. F. C., *Armament and History*, Charles Scribner's sons, 1945.

GRAY C. S., *Modern Strategy*, Oxford University Press, 1999.

HAHLWEG W., *Guerrilla : Krieg Ohne Fronten*, W. Kohlhammer Verlag, 1968.

HEUSER B., *The Evolution of Strategy : Thinking War from Antiquity to the Present*, Cambridge University Press, 2010.

HOWARD M., *The Invention of Peace and the Reinvention of War : Reflexions of War and International Order*, Profile Books, 2002.

KITSON F., *Low Intensity Operations : Subversion, Insurgency, Peace-keeping*, Faber and Faber, 1971.

KEAGAN J., *A History of Warfare*, Vintage, 1994.

LAQUEUR W., *Guerrilla Warfare : A Historical and Critical Study*, Transaction Publishers, 1997.

LAQUEUR W., *The Guerrilla Reader : A Historical Anthology*, Temple Universty Press, 1977.

LUTTWAK E. N., *Le Paradoxe de la stratégie*, Odile Jacob, 1989.

MAHAN A. T., *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire 1793-1812*, vol. I, Sampson Low, Marston & Company, Limited, 1892.

MAO ZEDONG, *Mao, stratège révolutionnaire*, Pocket, « Agora, choix de textes », 2010.

MEARSHEIMER J. J., *The Tragedy of Great Power Politics*, W. W. Norton & Company, Inc., 2001.

MORAN D., *Wars of National Liberation*, Harper Perennial, 2006.

PARET P. (éd.), *Makers of Modern Strategy from Machiavelli to Nuclear Age*, Princeton Universty Press, 1986.

SCHELLING T. C., *Arms and Influence*, Yale University Press, 1966.

SPYKMAN N. J., *The Geography of the Peace* (1944), Archon Books, 1969.

SUN TZU, *L'Art de la guerre*, Hachette, « Pluriel », 2000.

THOMPSON R., *Defeating Communist Insurgency : The Lessons of Malaya and Vietnam*, F. A. Praeger, 1966.

TRINQUIER R., *La Guerre moderne*, La Table ronde, 1961.

VAN CREVELD M., *The Transformation of War*, Free Press, 1991.

WYLIE J. C., *Military Strategy : A General Theory of Power Control*, Naval Institute Press, 1989.

Remerciements

Je remercie Gaëlle Jullien pour sa relecture minutieuse de mon manuscrit et ses suggestions bienvenues.

TABLE

Titre

Copyright

Dédicace

Il y a vingt ans

Avant-propos

PREMIÈRE PARTIE - La victoire, un art occidental

CHAPITRE 1 - Des guerres de conquête

Des modèles de guerres asymétriques

L'expansion coloniale européenne

CHAPITRE 2 - L'avantage de l'Occident

Les facteurs du succès

Une connaissance concrète du terrain et de l'adversaire

L'importance du facteur démographique

CHAPITRE 3 - Colonisation et « petite guerre »

Réapparition de la guérilla

De la guérilla à la contre-insurrection

Les grandes figures de la colonisation

Quel bilan humain ?

DEUXIÈME PARTIE - Le retournement

CHAPITRE 4 - Le « choc des civilisations »

Les valeurs de l'oppresseur

Les effets de la Grande Guerre

Le basculement des années 1930

La rupture du statu quo

CHAPITRE 5 - La fin du monde colonial

De la guérilla à la guerre révolutionnaire

L'idéologie mobilisatrice

La fin de l'Europe impériale

La guerre du Vietnam

TROISIÈME PARTIE - L'enlisement de l'Occident

CHAPITRE 6 - La première guerre d'Afghanistan

L'évolution de la situation au Moyen-Orient

L'échec soviétique en Afghanistan

La première guerre du Golfe (1991)

Du 11 Septembre à l'expédition punitive en Afghanistan

CHAPITRE 7 - La guerre d'Irak

Le projet du remodelage du « Grand Moyen-Orient »

De la chute de Bagdad à l'occupation

CHAPITRE 8 - L'impasse afghane

Le retour des talibans

Du côté de la coalition internationale

Le basculement en 2007

Quelles solutions ?

CHAPITRE 9 - L'imbroglio syrien

Les débuts de la guerre civile

L'intervention de l'État islamique

En guise de conclusion

Quelles sont les perspectives à court terme de ce conflit ?

Quelques ouvrages de référence

Remerciements

Du même auteur chez Odile Jacob

DU MÊME AUTEUR
CHEZ ODILE JACOB

Le Guide du voyageur autour du monde, avec Sophie Mousset, 2006.
Guerres et civilisations, 2005.
L'Héritage occidental, avec Sophie Mousset, 2002.
2 000 ans de chrétientés. Guide historique, avec Sophie Mousset, 2000.
Atlas des diasporas, avec Jean-Pierre Rageau, 1991.

Éditions Odile Jacob

Des idées qui font avancer les idées

Retrouvez tous nos livres disponibles en numérique
sur odilejacob.fr
Retrouvez-nous sur Facebook
Suivez-nous sur Twitter

POURQUOI PERD-ON LA GUERRE ?

UN NOUVEL ART OCCIDENTAL

Depuis le retrait du Vietnam, le bilan militaire de la puissance américaine et de ses alliés occidentaux est sans conteste négatif : conflits coûteux, résultats militaires médiocres, conséquences politiques désastreuses.

Conjuguant l'histoire, la géopolitique et l'observation du terrain, Gérard Chaliand rappelle quels étaient les ingrédients de la victoire – et donc les raisons actuelles de l'échec, notamment au Moyen-Orient.

Voulons-nous vraiment gagner ces guerres ? À quel prix ?

> « Dans cet essai percutant, Gérard Chaliand jette un regard lucide et décapant sur les interventions militaires occidentales [...]. La profondeur historique de sa vision et la force de son analyse éclairent d'un jour nouveau l'imbroglio syrien. » Hubert Védrine.

> « Le livre-choc de Gérard Chaliand arrive à point nommé. Il appelle au sursaut immédiat : les peuples occidentaux ne sont pas condamnés à l'éternelle défaite ! » Général Vincent Desportes.

Gérard Chaliand

Stratégiste, géopoliticien, Gérard Chaliand est un observateur engagé des conflits irréguliers sur quatre continents. Témoin de longue durée en Afghanistan, où il a enquêté dans diverses provinces, ainsi qu'en Irak, où il se rend régulièrement depuis 2000, notamment chez les Kurdes, y compris ceux de Syrie.
Il a enseigné à l'ENA, à l'École de guerre ainsi qu'à Harvard, à Berkeley et à Singapour. Plus de vingt de ses livres sont traduits en anglais et dans une douzaine d'autres langues.

En couverture : © Milic Djurovic/123RF.

1. Olivier Zajek, *La Nouvelle Impuissance américaine. Essai sur dix années d'autodissolution stratégique*, L'œuvre éditions, 2011 ; Pierre-Marie Léoutre, *Comment l'Occident pourrait gagner des guerres*, Le Polémarque, 2013.

1. Jacques Soustelle, *Les Quatre Soleils*, Plon, 1967.

2. « Lettre à Nicolas de Cues », *in* Gérard Chaliand et Sylvie Mousset, *L'Héritage occidental*, préface de Jacques Le Goff, Odile Jacob, 2002.

3. La notion médiévale de chrétienté s’estompe pour faire place aux intérêts des États dynastiques. Ainsi, pour contrer les Habsbourg, François I^{er} fait alliance avec l’Empire ottoman.

4. Traités de Tordesillas (1494) et surtout de Saragosse (1529).

5. La confrérie sénoussite de Libye (Cyrénaïque) essaime sa piété rigoriste jusqu’au lac Tchad.

6. Le fait que la mosquée d’Alger soit transformée en cathédrale est vécu comme un sacrilège (1832).

7. El Hadj Omar, Ahmadou du Macina, Ousman Dan Fodio (Sokoto), Rabah au Bornou en Oubangui-Chari.

8. Yves Person, *Samori*, *Une révolution Dioula*, IFAN (Dakar), 1968.

1. Le Maroc un temps soutient Abdelkader.

2. P. M. Holt, Ann K. Lambton, Bernard Lewis (dirs), *The Cambridge History of Islam*, volume II A, Cambridge University Press, 1970, p. 361.

3. Paul Carson, *Betrayal*, Charwood Pub, 2005.

4. À Marseille, on peut lire sur une stèle placée en bord de mer : « En hommage à nos héros morts en Orient et dans les terres lointaines. »

5. Arnaud Blin, *Les Batailles qui ont changé l'histoire*, Perrin, 2014.

6. Vincent Desportes, *La Dernière Bataille de France*, Gallimard, 2015.

1. *De Velatione* attribué à l’empereur byzantin Nicéphore Phocas, général qui devint empereur sous le nom de Nicéphore II (963-969).

2. Denis Davidov, *Essai sur la guerre de partisans*, présentation par Gérard Chaliand, CNRS Éditions, 2016 (à paraître).

3. M. Le Mière de Corvey, *Des partisans et des corps irréguliers*, Anselin et Pochard-Rapilly-Collin de Plancy, 1823.

4. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, chapitre 26, livre 6, Perrin « Tempus », 2006. Voir aussi *Kleiner Krieg in Schriften-Aufzätze-Studien-Briefe*, Werner Hahlweg (Göttingen), 1966.

5. C’est ce dont traite admirablement Denis Davidov, *Essai sur la guerre de partisans*, *op. cit.*

6. Charles Callwell, *Small Wars : Their Principles and Practice* (1896), traduction française, *Petites guerres*, préface de François Géré, Economica, 1999.

7. René Pélissier, *Les Guerres grises. Résistance et révoltes en Angola (1845-1941)*, 2 volumes, édités par l’auteur, 1977.

8. Reprise au XXI^e^ siècle par les Américains sous le nom de *ink blot*.

9. Instructions du 22 mai 1898 concernant Madagascar.

10. Instructions du 22 mai 1898. Souligné par Gallieni. Cela fait songer à l’été 2003, lorsque les forces américaines n’ont pas pris les moyens de rétablir l’électricité à Bagdad, malgré la chaleur torride de l’été.

11. Voir Hubert Lyautey, « Du rôle colonial de l'armée », *Revue des Deux Mondes*, 1900, tome 157.

12. *Ibid*.

1. Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997.

2. Maxime Rodinson, « Marxisme et tiers-monde », *Marxisme et monde musulman*, Seuil, 1972.

3. Thomas Edward Lawrence, « Evolution of a revolt », *Army Quaterly of Defense Journal*, 1920, vol. 1, n° 1, traduit sous le titre *Guérilla dans le désert, 1916-1918*, présenté par Gérard Chaliand, Éditions Complexe, 1992. La citation est tirée de la présentation. Voir aussi Thomas Edward Lawrence, *Les Sept Piliers de la sagesse*, Livre III, chapitre 5, Gallimard, « Folio », 1992.

4. Général von Lettow-Vorbeck, *La Guerre de brousse dans l'Est-Africain (1914-1918)*, Payot, 1937.

5. C’est l’ampleur de ces massacres exterminatoires qui inspire, au cours de la Seconde Guerre mondiale, à Raphaël Lemkin, le terme de « génocide ».

6. De nombreux Kurdes peuplaient cette aire, tout comme la Cilicie, attribuée à la France.

7. Joseph Castagné, *Les Basmatchis*, Ernest Leroux, 1925. Peter Arshinov, *History of the Maknovist Movement, 1918-1821*, Freedom Press, 1974. R. Bennigsen, *A Muslim Guerilla Warfare in the Caucasus (1918-1929)*, Central Asian Survey, 1983. M. Olcott, *The Basmachi or Turcmen's Revolt in Turkestan 1918-1924*, Soviet studies, 1981.

8. « La Lutte contre le banditisme », *in Voina i revolutia* (Guerre et révolution), 1926, VII-IX, Moscou, traduit dans Gérard Chaliand, *Rapport sur la résistance afghane*, en annexe, Berger-Levrault, 1981.

1. *Revue militaire d'orientation*, mars-avril 1957 (articles de Ximenes, Tacheray, Hogard, etc.)

2. Le récit pathétique de William Pomeroy, *Les Huks dans la forêt des Philippines*, Éditions Maspero, 1968, montre le médiocre niveau organisationnel des Huks.

3. Franck Kitson, *Low Intensity Operations : Subversion, Insurgency and Peace-keeping*, Faber and Faber, 1971.

4. Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency : Experiences Malaya and Vietnam*, Frederick A. Praeger, 1967.

5. Gérard Chaliand, *Les Paysans du Nord Vietnam et la guerre*, Éditions Maspero, 1968.

6. *The Pentagone Papers*, Senator Gravell Édition, 5 volumes, 1972.

7. Bernard Fall, *Street without Joy*, 1961, *The Two Vietnams : A Political and Military Analysis*, 1963 et *Last Reflexions on the War*, 1968.

1. À ce sujet, voir Gérard Chaliand, « Remarques sur l'intervention soviétique », *Stratégiques*, deuxième trimestre 1989, Fondation pour les études stratégiques.

2. Voir *L'Express*, 16-22 juillet 1982.

3. William Kristol, Richard Perle, Elliott Abrams, John Scowcroft, John Bolton, Douglas Faith, Michael Ledeen, Louis Libby, Dan Senor, etc. Le rôle de Karl Rove comme conseiller à la communication a été particulièrement efficace.

1. Olivier Hubac (dir.), *Mercenaires et polices privées*, Universalis, 2006.

2. Jon Meacham, *Destiny and Power : The American Odissey of George Herbert Walker Bush*, Random House, 2015.

1. Michel Goya, « Impressions de Kaboul », *La Lettre de l'Irsem*, 2009.

1. Michel Goya semble partisan de cette option. Voir son blog (http://lavoiedelepee.blogspot.fr/).

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library